

FRANÇOIS HOLLANDE

LE RÊVE FRANÇAIS
Discours et entretien (2009-2011)

Remerciements

Les Éditions Privat et l'auteur souhaitent remercier Jules Boyadjian, Vincent Duclert, Denis Lefebvre, Bernard Pognant et Dominique Villemot pour leur collaboration précieuse à l'élaboration de cet ouvrage.

En couverture : © Jeff Pachoud / AFP.

© Éditions Privat, 2011
10, rue des Arts – BP 38028
31080 Toulouse Cedex 6
ISBN : 978-2-7089-4441-1
Dépôt légal : août 2011

FRANÇOIS HOLLANDE

LE RÊVE FRANÇAIS
Discours et entretien (2009-2011)

ÉDITIONS
Privat

SOMMAIRE

Introduction	9
---------------------	----------

PREMIÈRE PARTIE

Entretien avec François Hollande	13
---	-----------

DEUXIÈME PARTIE

Une parole de gauche	65
-----------------------------	-----------

Discours de François Hollande (juin 2009-mars 2011)

On les appellera des socialistes	67
---	-----------

Discours de Lorient, 27 juin 2009

Notre pays dispose d'atouts considérables	87
--	-----------

Discours de Bourg-lès-Valence, 28 juin 2010

Un pacte productif pour préparer l'avenir	105
--	------------

Discours de Paris, 19 janvier 2010

Un pacte éducatif pour démocratiser la réussite	125
Discours de Paris, 4 mai 2010	
Un pacte redistributif pour une France plus juste	141
Discours de Périgueux, 17 octobre 2010	
Un pacte écologique pour vivre mieux	161
Discours de Paris (Maison de l'Amérique latine), 14 décembre 2010	
Mieux au travail, tous au travail Pour une nouvelle donne sociale	177
Discours de Paris, 29 janvier 2011	
La France en avant	193
Annnonce de candidature, Tulle, 31 mars 2011	

TROISIÈME PARTIE

À l'heure des choix	199
Discours de François Hollande (avril 2011-juin 2011)	
<hr/>	
Je suis engagé sur un long chemin	201
Discours de Clichy, 27 avril 2011	
Notre République	231
Discours de Périgueux, 26 mai 2011	
C'est un choix qui va bien au-delà de nous	253
Discours de Limoges, 16 juin 2011	
Nous sommes à un tournant de l'histoire de notre pays	281
Discours de dépôt de candidature, Paris, 12 juillet 2011	

« La France n'avance que quand elle est portée par une grande ambition. Je propose de reprendre ce rêve français, celui qui a été ébauché par l'esprit des Lumières au XVIII^e siècle, celui qui a été dessiné par les révolutionnaires en 1789, ce rêve qui s'est affirmé dans la fondation de la République, qui s'est élargi et renouvelé avec la Résistance et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ce rêve qui a pris une forme nouvelle avec la victoire de François Mitterrand en 1981. Ce rêve de progrès, d'égalité, de justice, ce rêve de partage, ce rêve de force collective et de destins individuels qui s'unissent pour faire la France. »

(François Hollande, discours de Périgueux, 26 mai 2011).

MA DÉCISION de me présenter à l'élection présidentielle de 2012 à travers la primaire socialiste d'octobre 2011 relève d'un long cheminement. C'est un engagement lourd de briguer une fonction exigeante, qui suppose de représenter pour cinq ans l'ensemble des Français. Je m'y prépare depuis que j'ai quitté la direction du Parti socialiste en 2008.

Ce Parti socialiste, je l'ai mené à de nombreuses victoires, j'en ai assuré l'unité, je l'ai remobilisé après l'effondrement du 21 avril 2002 et l'échec du référendum européen de 2005 – lui-même lié à nos divisions internes. De ce bilan, je tire une satisfaction légitime, même si je garde en mémoire les difficultés rencontrées.

Depuis, j'ai réfléchi à la manière dont mon expérience de dirigeant politique, de parlementaire national, de maire, d' élu local, de président d'assemblée départementale pouvait servir au mieux l'avenir de la France. La fonction présidentielle donne des moyens considérables d'agir et de construire, dès lors que l'on sait les utiliser dans l'intérêt général, dans le respect des principes fondamentaux des lois de la République ; elle mérite qu'on y consacre toutes ses forces. Elle exige un effort pour comprendre les problèmes, chercher les solutions et les traduire dans un projet cohérent susceptible de dépasser les intérêts individuels ou sectoriels.

C'est le sens des discours que j'ai prononcés depuis deux ans en France, à l'invitation d'amis chers, allant à la rencontre d'hommes et femmes de gauche comme de tous

ceux qui ne veulent plus désespérer de la politique, ni de ses représentants. C'est un honneur de promouvoir des idées et de défendre l'unité des Français de quelque origine qu'ils soient sur des valeurs communes, celles qui reconnaissent les singularités et les appartenances.

La France est une nation politique ancienne qui a choisi la liberté et l'égalité pour ne plus subir les divisions, les stigmatisations, les relégations. Mon choix de me porter candidat à la présidence de la République trouve un sens dans l'obligation de redonner la considération à laquelle chaque citoyen aspire et la fierté à laquelle un grand pays comme le nôtre ne peut renoncer.

Nicolas Sarkozy nous avait promis la rupture. Sur ce point convenons qu'il a tenu parole, tant il aura réussi à s'éloigner des principes qui avaient réuni au-delà des alternances l'ensemble de ses prédécesseurs. En cinq ans, nous avons connu le creusement des inégalités, l'instrumentalisation des peurs et la montée des humiliations. Et puis l'argent sacralisé, la morale abîmée, la parole publique dévaluée. Cette présidence qui s'achève a signifié l'abandon du rêve français, celui qui faisait que les parents s'enorgueillissent de la réussite de leurs enfants, celui qui faisait de la promesse républicaine un projet personnel et collectif.

Ce rêve français, des responsables politiques avaient su l'incarner, et le faire partager à toutes ces personnes ordinaires, courageuses, qui construisaient leur vie en même temps qu'elles donnaient à la société et à la France un visage fraternel. Ce rêve apportait justice et confiance. Il démontrait qu'une deuxième chance et même une troisième et une quatrième existaient toujours. Qu'on pouvait être à terre et se relever et qu'il y avait une main, qui s'appelait la solidarité nationale et qui venait prêter son concours.

INTRODUCTION

Ce rêve français, c'est la République dans ce qu'elle a de meilleur, de plus exigeant, de plus critique d'elle-même chaque fois qu'elle est en dessous de l'espérance qu'elle suscite. Ce rêve français, c'est celui qui fait que chaque génération a la perspective de vivre mieux que la précédente. C'est l'égalité en acte.

Ce rêve français, je veux le ramener à l'horizon de la conscience de chacun et de tous. Le rendre à nouveau possible et vivant, afin que la France reprenne sa marche vers le progrès. Et je veux le faire avec celles et ceux qui décideront de me choisir comme celles et ceux qui ne le feront pas et auxquels j'accorderai la même attention et à qui j'expliquerai toujours mes choix.

La publication de ce livre se veut une preuve de cette cohérence et de cette transparence. Mettre à disposition de chacun *in extenso* ces deux années de travail.

Les électeurs sont des citoyens. Ils ne peuvent se contenter de slogans ou d'artifices. Ils ne peuvent plus accepter les promesses non tenues ou les renoncements à la vérité. Ils veulent apprendre, comprendre. La République exige du savoir et de la sincérité. L'élection présidentielle est un contrat politique autant que moral avec les Français.

Nos vies sont personnelles. Mais elles se construisent collectivement, dans l'échange, le débat, le choix.

Dans l'espoir d'un monde meilleur et d'un présent apaisé. Avec l'élection présidentielle et les primaires socialistes qui s'ouvrent, nous allons faire bien plus que préparer une alternance, nous allons promettre bien davantage qu'un projet, nous allons réunir les chaînons de la geste républicaine : le *rêve français*.

François Hollande, 24 juillet 2011

PREMIÈRE PARTIE

Entretien avec François Hollande

Propos recueillis par Vincent Duclert,
Denis Lefebvre, Bernard Poignant
et Dominique Villemot.

■ En quoi la campagne pour l'élection présidentielle, qui vous voit déjà mobilisé depuis près de trois ans, saura-t-elle être décisive ?

Une campagne présidentielle est une rencontre avec les Français. Je veux qu'elle soit la plus accomplie possible parce que nos concitoyens éprouvent un sentiment d'abandon. Leur situation s'est profondément aggravée alors qu'on leur promettait plus de sécurité, plus de prospérité, plus de probité. Il est temps de s'occuper d'eux. Je m'y emploie depuis deux ans et je continuerai jusqu'au dernier jour de la campagne, si bien sûr les socialistes me choisissent pour candidat. Et si je suis élu, je demeurerai dans cet état d'esprit.

Dans ce rendez-vous se joue quelque chose de plus important encore : leur retour à la politique. On connaît les taux d'abstention, la montée du Front national, le désenchantement civique mais on mesure mal le divorce qui s'est prononcé entre les Français et leurs élites. La démocratie est atteinte, quand est fait le constat de l'impuissance du suffrage. L'idée majeure qui m'anime, c'est de restaurer la confiance.

La gauche a largement contribué à la définition de la France en posant la question de la société, du travail, des injustices et des inégalités, en affirmant que les « prolétaires », pour reprendre le vocabulaire du temps, avaient droit à la liberté, au progrès, à la dignité, comme tous les autres citoyens. Jaurès a été l'un des artisans de cette pensée généreuse et universelle. La gauche n'a pas toujours été

au rendez-vous de l'histoire. Elle a, comme ses adversaires du reste, méconnu la condition des femmes, elle a hélas participé aux guerres coloniales, elle s'est montré parfois frileuse face aux puissances de l'argent, elle n'a pas toujours été vertueuse malgré les principes qu'elle portait. Mais elle a accompli, à chaque moment, son devoir : celui d'apporter des chances égales à tous, celui de défendre la justice partout où elle était menacée, celui de promouvoir inlassablement la cause des libertés individuelles et politiques.

Au début du ^{xxi}^e siècle, les socialistes ont encore et toujours à servir notre pays. C'est le sens de mon engagement. J'entends demeurer fidèle à des idées qui justifient mon action et l'entretien d'aujourd'hui.

■ Vous avez choisi la forme du livre pour rassembler vos discours et pour répondre aux questions de ce long entretien. Accordez-vous une importance au livre ?

La République a toujours tenu en haute estime les livres, car ils sont, avec le journal et l'école, l'instrument de la connaissance et de l'émancipation. De Georges Clemenceau à François Mitterrand, de Léon Blum à Charles de Gaulle, tous nos grands dirigeants ont aimé les livres, ont voulu qu'ils viennent dire ce qu'ils ont de plus précieux. Le livre, c'est le temps de la réflexion, l'expression du combat qui rassemble. Quand Léon Blum rentra de déportation, il publia *À l'échelle humaine*. Quand Pierre Mendès France voulut laisser un testament politique de son action, il réunit dans *La vérité guidait leurs pas* ses textes les plus précieux. Quand Jaurès voulut défendre Dreyfus, il le fit dans *Les Preuves* que publia son journal, *La Petite République*. Quand Mitterrand entreprit cette longue marche vers l'alternance, il balisa sa route avec les ouvrages *La paille et le grain* jusqu'à *Ici et maintenant*.

Cette tradition culturelle et intellectuelle est celle de ma famille politique. C'est la culture populaire, la civilisation du journal. Cet attachement est ancien. J'ai écrit plusieurs livres qui ont compté pour moi, qui ont été l'occasion d'un vrai dialogue avec les lecteurs, avec ceux-là même qui m'interrogeaient, comme Edwy Plenel en 2007 (pour *Devoirs de vérité*) et Pierre Favier en 2009 (pour *Droit d'inventaires*).

Je n'oublie pas dans le livre tous celles et ceux qui permettent qu'il existe, des éditeurs aux lecteurs. J'ai aussi une pensée particulière pour les libraires, les bibliothécaires. Quand j'arpente les allées de la foire du livre de Brive avec mon ami Philippe Nauche, député-maire, je me sens en pays familier.

I. Un choix, un homme, une fonction. Assumer une responsabilité pour la France et la République

■ Qu'est-ce qui vous détermine au plus profond à vous présenter à l'élection présidentielle et à aller jusqu'au bout de cette démarche ?

Refuser cette fatigue sociale, cette fatalité économique, ce discrédit moral. Replacer le « rêve français » au cœur de la société et des vies de chacun, pour qu'il incarne l'unité retrouvée des Français. Servir la gauche quand elle est lucide, porteuse de mémoire comme d'avenir.

J'ai la légitimité du suffrage universel. Je suis député depuis deux décennies. J'ai été maire de Tulle, je suis président du conseil général, à la tête duquel j'ai été réélu le 31 mars dernier. J'avais du reste conditionné ma décision de me lancer dans la campagne pour l'élection présidentielle à mon succès électoral en Corrèze.

C'est à Tulle, c'est en Corrèze, que j'ai commencé ma campagne, c'est là, que j'ai rendu public mon choix d'agir pour la France en me portant candidat. Dans la situation où se trouve le pays, il ne faut s'interdire aucune possibilité de ranimer l'espoir, surtout quand on peut le faire avec ce qui a toujours le mieux réussi à la France. J'ai beaucoup voyagé, écouté et entendu. Je pense modestement être l'un de ceux qui connaît le mieux notre pays, dans ses forces vives, tous ces exploitants agricoles, ces ouvriers, ces employés, ces entrepreneurs grands et petits, ces mères de famille, ces jeunes, mais aussi tous ces élus de base qui font fonctionner notre République au jour le jour.

Ma légitimité procède aussi de mon expérience de dirigeant politique national, à la tête d'un grand parti de gouvernement qui est aujourd'hui la première force d'animation et de gestion de nos territoires..

J'ai choisi de mener une campagne de vérité en ne cachant rien de l'état préoccupant dans lequel la droite de Nicolas Sarkozy a plongé le pays par le fait d'une politique aussi brutale que brouillonne, aussi injuste qu'imprévoyante. Ce qui appelle de notre part un devoir de responsabilité pour apporter les réponses à cette terrible dépression politique et sociale.

■ On vous reproche de ne pas avoir d'expérience gouvernementale, de manquer d'autorité, d'être dépourvu de dimension internationale. Que répondez-vous à ces critiques ?

Faut-il rappeler que la grande majorité des dirigeants des pays démocratiques accèdent au pouvoir sans pratique gouvernementale préalable ? Avoir été ministre ou ne pas l'avoir été n'offre aucune garantie pour une présidence efficace et réussie. La preuve par Sarkozy, s'il fallait en trouver

une. Que veut dire « manquer d'autorité » ? Il est exact que je refuse d'être un chef, décidant de tout et prétendant tout savoir. Il est également vrai que j'aime faire adhérer le plus grand nombre possible à mes propositions. Cela peut prendre du temps. Nous avons aujourd'hui un exemple de présidence intempestive dont l'improvisation tient lieu de logique. Je veux incarner le contraire.

Reste la dimension internationale ! Onze ans de présence dans l'Internationale socialiste et dans le Parti socialiste européen avec les leaders, chefs de gouvernement ou responsables de l'opposition dans leur pays respectif servent largement de terrain d'expérience. Pas comparable avec un G20 ou un Conseil européen, mais à ce compte-là, seul le président sortant aurait vocation à se présenter valablement au suffrage. Et pourtant il y a des erreurs que je n'aurais pas commises, comme affirmer que l'homme africain n'était pas entré dans l'histoire ou lancer une union pour la Méditerranée en écartant l'Allemagne ou inviter Kadhafi en grandes pompes et Bachar-el-Assad au défilé du 14 juillet 2008 ! L'apprentissage du président sortant décidément, nous aura coûté cher.

II. Le socialisme, la gauche

■ Pouvons-nous parler de votre appartenance à la gauche, de votre vision de la gauche et du socialisme qui vous définit ?

Le socialisme est une belle idée. Le parti qui le représente depuis plus d'un siècle s'est battu pour l'égalité, le progrès, l'émancipation, a participé aux plus grandes conquêtes de la République, celles des droits sociaux et des libertés. Il continue aujourd'hui. Tant que demeurera

une atteinte à la dignité humaine, une volonté de dénoncer l'ordre apparemment immuable des choses et le désordre insupportable des injustices, il y aura toujours des femmes et des hommes qui se lèveront...

■ Mais le socialisme peut paraître en crise aujourd'hui, au moins en Europe...

Le socialisme est à la peine et ce n'est pas sans lien avec la panne de l'idéal européen. La social-démocratie doit redéfinir son modèle. Mais il faut être conscient que le combat reste fondamentalement le même. Il se résume ainsi : faire le possible, c'est bien ; mais étendre le possible, c'est mieux. Que le socialiste du ^{xxi}e siècle n'ait plus la faconde lumineuse de Jean Jaurès, l'intransigeance ombrageuse de Jules Guesde ou les intuitions généreuses de Léon Blum ! C'est l'évidence ! Ce qui serait grave, c'est qu'il confonde l'apparence que son temps lui donne avec le contenu de son combat et qu'il soit finalement tellement de son temps immédiat qu'il en oublie son temps historique. Le socialisme, s'il n'efface pas la personnalité, la remet à sa place, celle d'un chaînon dans une évolution et d'un point dans un ensemble. Ainsi, il est plus de son siècle qu'une histoire déjà longue pourrait faire imaginer.

■ Qu'est-ce que l'histoire du socialisme a à nous dire aujourd'hui ?

Nous sommes tournés vers l'avenir, mais nous savons d'où nous venons.

Nous nous inscrivons en effet dans une histoire qui a commencé bien avant nos propres vies. Limitons-nous au ^{xx}e siècle... Nous nous sommes approchés du pouvoir pendant plusieurs décennies. Nous l'avons occupé fugitivement, quelques mois, quelques années, pour l'exercer

pleinement sans jamais y rester plus d'une législature. Nous avons, à chaque fois, réalisé des réformes, changé profondément la donne, construit des acquis sur lesquels la droite peine heureusement à revenir même si elle y met toute sa volonté revancharde. Mais nous avons à chaque fois – parce que c'est la démocratie – laissé la place, et ce qui doit être aujourd'hui l'enjeu pour les socialistes ce n'est pas simplement de gagner magnifiquement, mais de gouverner durablement.

Dans cette longue histoire, chaque génération a été amenée à affronter des problèmes récurrents qui font sans doute la singularité du socialisme français : l'aspiration à l'unité et la tentation de la diversité ; le désir de pouvoir et le délice de la protestation.

Ces couples (unité/diversité, pouvoir/protestation), comme l'on dirait de forces en physique, sont encore à l'œuvre aujourd'hui. C'est de notre capacité collective à dépasser cette tension-là, c'est-à-dire à la surmonter, que dépendra l'avenir du Parti socialiste et l'alternance en France ainsi que ses formes.

■ Arrêtons-nous un peu sur cette notion de « diversité ». Depuis les origines du Parti socialiste, elle est inséparable de ce qu'est la famille socialiste, avec ses composantes.

On ne peut nier que la « diversité » est consubstantielle des socialistes. Ce peut être une force, un signe de vie, alors que tant d'autres partis constituent des blocs où l'on ne discute pas. Mais force est de constater que cette pluralité de sensibilités et de personnalités, lorsqu'elle a été mal maîtrisée, y compris dans des périodes récentes, a toujours produit l'échec et, parfois pire, a conduit à des séparations sans lendemain pour ceux qui se sont éloignés.

L'expérience le prouve : il n'y a pas d'avenir en dehors du Parti socialiste.

C'est en étant nous-mêmes que nous sommes fidèles à notre électorat. Ce n'est pas en suivant tel ou tel mouvement d'opinion, telle ou telle croyance, tel ou tel pronostic que nous pouvons atteindre nos objectifs, c'est d'abord en étant socialistes, en fonction des engagements que nous avons pris et des orientations que nous nous sommes données. C'est la meilleure façon de rassembler le plus grand nombre dès le premier tour d'une élection.

Il faut donc en finir avec la mythologie de la conquête du pouvoir qui serait pure et son exercice qui ne le serait pas. Le compromis avec le réel n'est pas la compromission de l'idéal.

■ Un autre mot peut être avancé ici, celui d'« identité ». S'il fallait définir l'identité du Parti socialiste, que retiendriez-vous ?

Le Parti socialiste est un parti de gouvernement, pas seulement un parti d'alternance. La gauche n'est pas là pour gérer au mieux les affaires, mais pour changer au plus loin le prétendu ordre des choses.

Le Parti socialiste reconnaît l'économie de marché, mais est un antilibéralisme économique, puisqu'il fait prévaloir les valeurs de solidarité, d'égalité, de réciprocité sur les critères de rentabilité, d'immédiateté ou de rareté.

Le mouvement socialiste a vocation à représenter une très large part de la société : il n'a pas à choisir entre classes populaires et classes moyennes. Il porte en lui-même des thèmes fédérateurs : éducation, logement, emploi, environnement, santé... qui garantissent précisément la vie en commun. Et il exprime des aspirations individuelles qui dépassent les statuts sociaux : liberté, droit des femmes, lutte contre les discriminations, laïcité, culture, écologie...

Et en même temps, son combat a changé de dimension, c'est à l'échelle du monde que le respect des droits, la répartition des richesses, le développement durable doivent être recherchés.

■ Cette vision de la gauche est-elle en même temps une volonté pour la République aujourd'hui ?

La République ne se confond pas avec la gauche, laquelle lui a apporté une conception audacieuse des libertés et une intégration de la question sociale.

Le socialisme démocratique se confond avec l'accomplissement des valeurs de la République. C'est-à-dire la capacité à faire avancer l'humanité dans une même direction, et le droit égal donné à chacun de réussir sa vie et de transmettre à ses enfants la perspective d'une vie meilleure.

On oublie parfois qu'être socialiste, c'est croire en l'égalité fondamentale entre tous les êtres humains, quels que soient leur origine, leur couleur, leur sexe ou leur statut social, c'est vouloir transformer la société en s'appuyant sur l'État ou plus largement sur la puissance publique, car j'y inclus les collectivités territoriales et les grandes institutions sociales.

L'égalité, ce n'est pas seulement l'égalité des droits, c'est l'égalité réelle, celle devant la réussite sociale. C'est bien plus que l'égalité des chances, c'est la chance de l'égalité.

Ce n'est qu'ainsi que peut s'accomplir complètement l'idéal de la République. Revenons encore à Jean Jaurès, qui a écrit : « À mesure que l'égalité politique devenait un fait plus certain, c'est l'inégalité sociale qui heurtait le plus les esprits. » C'est à cet accomplissement qu'ont œuvré les socialistes car, comme le rappelait Léon Blum, « le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine ».

C'est par l'éducation que la République entend assurer au-delà de la transmission du savoir, l'épanouissement personnel et la promotion sociale.

■ Cette philosophie politique de gauche ne concerne pas seulement la gauche, à vous entendre ?

Cette philosophie politique ne divise pas, n'exclut pas, elle encourage l'engagement, le civisme, la contribution de chacun au bien commun. Elle veut faire retrouver le sens de l'action collective. C'est avec elle que naissent la fraternité, la connaissance des autres et le respect pour les cultures et les origines de chacun.

■ L'histoire de la gauche démontre-t-elle cette dimension d'universel en même temps que l'attachement aux « petites patries » et à la nation dans son unité ?

Le mouvement ouvrier a toujours été aux premiers rangs du combat quand la nation était menacée. Et pourtant, on l'a accusé d'être un négateur de la patrie. Jaurès a été affublé par l'extrême droite d'un casque à pointe, comme un traître au service de l'Allemagne. Et pourtant c'est lui qui avait raison : la Première Guerre mondiale fut le suicide de l'Europe.

Jaurès, toujours lui, avait montré que les « petites patries », l'attachement à des cultures particulières n'étaient pas incompatibles avec le projet de liberté et de justice du socialisme français. Elles le fortifiaient même.

■ Les valeurs de gauche sont donc des valeurs de rassemblement pour aujourd'hui ?

Oui, sans hésiter. Par l'universalité qui les caractérise, par le fait qu'elles sont issues de l'histoire de France, elles peuvent démocratiser davantage la République et contribuer au « vivre ensemble ».

■ C'est donc pour la gauche, en 2012, une responsabilité historique ?

J'ai une vision très claire de l'échéance qui vient. Le temps des idées nous appartient désormais.

En 2007, Nicolas Sarkozy a remporté la bataille car il a proposé aux Français une perspective... celle de s'enrichir, et il a fait deux propositions : gagner plus et payer moins d'impôts.

En cela, il a été fidèle à un thème identitaire de la droite : le droit de propriété le plus absolu et la capacité d'en transmettre le fruit à ses enfants. Il a su ainsi rencontrer les attentes de nombreux Français des milieux populaires, jusqu'aux catégories les plus favorisées.

On a trop tendance à réduire le paquet fiscal, adopté dès l'élection de Nicolas Sarkozy, au bouclier fiscal, mesure devenue rapidement impopulaire. On oublie l'annonce de la baisse des droits de succession, qui a suscité une adhésion forte. Mais, comme 80 % des successions en ligne directe étaient déjà exonérées, cette mesure n'a donc profité qu'aux successions les plus importantes. Nicolas Sarkozy n'avait pas oublié Margaret Thatcher, qui confiait : « Parlons toujours de baisses d'impôts, les plus pauvres finiront par y croire. »

La leçon de 2007 est claire : la gauche ne gagnera l'élection de 2012 que si elle reprend d'abord l'avantage sur le plan intellectuel.

III. Les primaires socialistes, la compétition à gauche

■ La gauche peut-elle être à la hauteur de cette responsabilité historique alors qu'elle reste marquée par le choc

du 21 avril, qu'elle est écartée du pouvoir depuis 10 ans et qu'elle n'a pas remporté une élection présidentielle depuis 23 ans ?

Le 21 avril 2002 est inscrit dans la mémoire politique et pourtant la leçon paraît parfois ne pas avoir été comprise. L'élection présidentielle a pour objectif de choisir le président de la France, pas de faire la photographie de l'opinion, pas davantage de mesurer l'influence de chacun. Pour prévenir une telle situation, les primaires auraient pu être une procédure susceptible de rassembler toute la gauche. En fait elles se limiteront à la désignation du champion socialiste. Mais elles peuvent être aussi un vecteur de mobilisation permettant de donner force et légitimité au candidat qui sortira vainqueur avant qu'il n'affronte nos deux adversaires, Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen.

■ Devez-vous quelque chose au retrait forcé de Dominique Strauss-Kahn de la primaire socialiste ?

Je n'avais conclu aucun pacte, ni sellé aucune alliance, ma candidature n'était conditionnée par le retrait d'aucun autre. Depuis juin 2009, je m'étais préparé à un débat fraternel avec Dominique Strauss-Kahn, dont les intentions s'affirmaient chaque jour davantage. Souvent on me demandait si j'irais jusqu'au bout si ce dernier décidait de se présenter. Ma réponse ne comportait aucun doute. Aujourd'hui, des électeurs qui espéraient en Dominique se reportent sur moi. J'en suis heureux et les accueille avec chaleur.

■ Que vous inspirent les manœuvres et les rumeurs qui tentent de vous impliquer dans l'affaire opposant Tristane Banon à Dominique Strauss-Kahn ? Y voyez-vous une manipulation de la droite, de certaines de ses officines ?

Je ne suis pas concerné par cette affaire. À ma demande, j'ai souhaité être entendu le plus vite possible dans le cadre de l'enquête préliminaire. Un journal, *Le Figaro*, en a fait une « une » sur toute la largeur de sa première page. Ce quotidien dont chacun connaît les liens avec le pouvoir s'est laissé emporter par son opinion et par la crainte que je peux suggérer à son inspirateur.

■ Vous allez vous confronter durant les primaires à Ségolène Royal, votre ancienne compagne, avec qui vous avez quatre enfants. Les circonstances de votre séparation, mêlant détails d'ordre privé et questions d'ordre politique, ont été étalées sur la place publique. Que souhaitez-vous dire à ce sujet ?

Je ne veux pas mêler mes relations personnelles avec Ségolène Royal à la campagne présidentielle, encore moins mes quatre enfants. Nous faisons nos choix politiques, comme nous l'entendons. Nous partageons le même objectif de faire gagner la gauche en 2012.

Quant à ma vie privée, j'ai la chance d'avoir pour compagne Valérie Trierweiler.

■ Vous allez affronter aussi Martine Aubry, celle qui vous a succédé à la tête du Parti socialiste et qui a eu des mots durs pour critiquer votre bilan à la tête du parti. Que souhaitez-vous répondre ?

Je ne critique aucun des premiers secrétaires qui depuis François Mitterrand se sont succédé à la tête du Parti socialiste. Je suggère à chacun et chacune d'en faire autant. J'ai plutôt le sentiment d'avoir mené plusieurs batailles électorales qui ont laissé de bons souvenirs dans nos rangs. Il m'a fallu tenir les rênes après le 21 avril 2002 pour éviter une dispersion de la gauche, et peut-être un effondrement

au moment des élections législatives de juin. Il m'a fallu recoudre la déchirure liée à l'échec du référendum européen de 2005. Mais je me réjouis d'avoir mené des congrès se concluant dans l'unité et jamais dans la confusion. Et je suis fier de cette année 2008 qui a vu un grand succès municipal, cantonal et sénatorial. Comme je me félicite d'avoir fait adopter en juin 2008 la nouvelle déclaration de principes du Parti socialiste qui consacre son réformisme de gauche, celui qui m'inspire pour 2012. Au total, François Mitterrand, Lionel Jospin et moi-même aurons dirigé le Parti socialiste pendant trente ans sur les quarante ans qui le séparent de son congrès d'Épinay en 1971. Je ne suis pas sûr d'avoir à en rougir.

■ Deux jeunes responsables socialistes, Arnaud Montebourg et Manuel Valls, se présentent également aux primaires du Parti. Comment vous situez-vous par rapport à leur démarche ?

Tous deux appartiennent à une nouvelle génération. L'un, Arnaud, a fait de la démondialisation son axe de campagne. Il répond à sa façon à la forte demande de protection qui émane de la société. Mais la France ne peut pas prendre le risque de se replier, ce à quoi son orientation pourrait aboutir si elle n'était pas maîtrisée. Je comprends son souhait de porter cette idée au niveau européen, car c'est là que peut se redéfinir notre politique commerciale vis-à-vis des émergents comme la Chine.

Quant à Manuel, il a souvent eu des déclarations qui ont ébranlé des pans entiers de notre électorat. En même temps, il joue un rôle d'aiguillon pour contraindre à la réflexion. Il se présente comme le candidat de la génération nouvelle. L'âge est important, même si le critère résiste, par définition, mal au temps. Il traduit à juste raison le besoin de

renouvellement. 2012 ne peut être abordé avec les mêmes recettes et les mêmes personnes que celles de 1997 et *a fortiori* de 1981. Ce qui n'empêche pas de tirer des leçons utiles des méthodes que nous avons empruntées.

■ Le candidat unique une fois désigné ne sera pas le seul à gauche. Comment analysez-vous le succès chez les écologistes d'Eva Joly ? Quelles seraient les bases d'une alliance au second tour avec Europe Écologie ?

La preuve est faite une fois de plus que popularité sondagière ne signifie pas victoire électorale. Nicolas Hulot a sans doute pâti de son entrée tardive dans la primaire écologiste. Additionnée à quelques maladroites sur ses relations avec Jean-Louis Borloo et à un profil professionnel assez éloigné de l'électorat du parti des Verts, sa candidature a donné un résultat sans appel. C'est à Eva Joly de refaire l'unité comme il reviendra de la faire pour le candidat socialiste au lendemain du 9 ou du 16 octobre. Je souhaite évidemment qu'un accord gouvernemental et électoral soit trouvé avec les écologistes.

Les socialistes ne dirigeront pas seuls le pays. Ils ne le peuvent pas, ils ne le doivent pas. Beaucoup de chantiers nous rassemblent écologistes et socialistes, de la justice fiscale à la solidarité sociale en passant par l'urgence de la transition énergétique. Depuis longtemps, ils veulent un mode de scrutin législatif différent. Je suis prêt à acter une part de proportionnelle. Ils veulent sortir du nucléaire civil d'ici 2020. Je leur propose la même diminution que celle choisie par l'Allemagne d'ici 2025. Celle-ci a décidé de passer de 22 % à 0 % dans ce délai. Nous pourrions faire en sorte qu'une réduction équivalente soit menée et conduite à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité en 2025. J'ajoute qu'ils font

de l'arrêt de la construction de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes près de Nantes un point « non négociable ». Je leur suggère d'éviter les ultimatums. Ça vaut aussi pour nous ! L'arbitre, ce sera le citoyen au moment du vote, c'est lui qui donnera l'orientation principale de la future majorité.

■ Comment envisagez-vous vos relations avec l'extrême gauche, ou avec ce qu'on appelle aujourd'hui la « gauche radicale » ?

Que certains veuillent peser de l'extérieur sur la ligne du Parti socialiste en trouvant des relais en son sein, ce n'est pas nouveau. Chacun ses traditions, chacun ses méthodes. L'essentiel n'est pas là. La vraie question est de savoir si, pour battre la droite et faire reculer le libéralisme, l'extrême gauche et surtout ses électeurs sont prêts à apporter leur contribution. Veulent-ils le changement ? Je ne leur demande pas de devenir réformistes. Pas plus qu'ils ne nous demandent de devenir révolutionnaires. Ils ne souhaitent pas gouverner. J'en prends acte. Se résignent-ils pour autant au règne sans fin de la droite ? Là est leur vraie responsabilité. Quant aux socialistes qui voudraient courir après l'extrême gauche, je les préviens d'avance : jamais ils ne la rattraperont. Moi, je préfère marcher devant.

■ Si vous êtes choisi comme candidat du Parti socialiste, quelle sera votre stratégie pour élargir votre base électorale ? Est-ce l'enjeu de tout candidat de gauche ? Privilégieriez-vous un élargissement vers le centre, ou bien un travail sur votre électorat afin de convaincre les indécis d'aller voter pour vous, comme Obama a su le faire avec les électeurs démocrates ?

La présidentielle française n'est pas comparable à l'élection américaine. Celle-ci se déroule dans un pays fédéral.

Il n'y a qu'un tour et il se réduit à un face à face entre le Républicain et le Démocrate. En France, la dispersion est la règle au premier tour et c'est au second tour que les recompositions et les élargissements s'opèrent. La majorité en 2012 se construira le 6 mai prochain. Chaque candidat du premier tour étant éliminé devra se prononcer. Ensuite se bâtira la double coalition gouvernementale et parlementaire.

■ Comment s'organise votre campagne ? Quelle place souhaitez-vous accorder aux militants d'une part, aux intellectuels de l'autre ?

Je souhaite que tous les adhérents du Parti socialiste fassent connaître l'organisation de ces primaires auprès de tous les citoyens, qu'ils leur indiquent les lieux et les conditions de vote, qu'ils les rassurent sur cette histoire de fichage brandie par la droite, et vite abandonnée, pour salir le processus. Je souhaite évidemment qu'ils accompagnent ma candidature, mais cela relève de leur liberté de choix. Quant aux intellectuels, j'aimerais qu'ils prennent une part active à la campagne présidentielle. La confrontation des idées ne doit pas être réservée aux seuls candidats. Ils n'en n'ont ni la propriété ni l'exclusivité. Les intellectuels doivent aider à comprendre le monde quand quelques-uns cherchent à faire peur. Qu'ils parlent, qu'ils écrivent ! Je ne cherche pas à obtenir leur préférence, mais plutôt leur éclairage sur les enjeux qui nous attendent.

IV. Quelle présidence avec François Hollande ?

■ La conception que vous défendez de la gauche, du socialisme et de la République confère-t-elle son sens à votre candidature à la « magistrature suprême » ?

Le prochain président devra combattre le fatalisme économique, la rancœur sociale et le scepticisme politique qui dominent notre pays. Il n'y a pas de raisons objectives au « malheur français ». La présidence de la République donne les moyens de mettre la puissance de l'État au service du quotidien des Français. Mais je ne veux pas d'un « omniprésident ». La concentration du pouvoir a conduit paradoxalement à son impuissance. Pas davantage d'un candidat providentiel, son aura ne dure jamais longtemps. Le temps est terminé où on avait besoin d'un homme providentiel. Il faut présenter un contrat au pays, avec une équipe pour le porter et une coalition pour le traduire.

■ Vous reconnaissez-vous dans les institutions de la V^e République, et particulièrement dans le pouvoir et la figure de ce « monarque républicain » qu'est le président de la République ?

J'ai admis les institutions de la V^e République. Mais il s'agit de les appliquer, en donnant plus de pouvoir au Parlement, en clarifiant les pouvoirs du président, y compris avec son propre gouvernement, en respectant le champ d'intervention des partenaires sociaux et en marquant une nouvelle étape de la décentralisation.

■ On a critiqué, parfois moqué, votre proposition d'un président « normal ». Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par cette expression ?

Le président de la République, garant de l'unité nationale, est celui qui peut restituer la confiance dans l'action politique, mais aussi collective, civique. Restituer aux Français le sens de leur destin et leur capacité à le saisir. Être un président « normal », c'est être un

président... républicain garant des principes fondamentaux qui définissent depuis les années 1880 le socle de nos valeurs communes.

Le chef de l'État incarne à la fois une espérance d'action et une référence de stabilité. Un mouvement et une cohérence. Et d'un point de vue de gauche, il doit être le premier des citoyens, celui qui est à la tête de ses semblables et qui assume le mandat qui lui est confié avec autorité et responsabilité.

Il est temps d'inventer une nouvelle forme de présidence, celle qui se place à la hauteur suffisante pour juger de l'essentiel et qui s'attache à être proche des Français pour améliorer leur vie.

■ Comment « le faire », comment rendre la République plus démocratique, plus solidaire, plus fraternelle ?

En commençant par faire vivre pleinement la laïcité. Il s'agit d'en souligner les bénéfices quotidiens. Elle peut encore permettre à chacun de tendre à un destin commun, de s'y reconnaître, dans le respect de ses origines comme de ses convictions religieuses. C'est une urgence de vivifier la laïcité en revenant à l'inspiration de cette grande loi de liberté.

■ La République recule ?

Malheureusement, oui. Les attaques répétées contre l'institution judiciaire ne sont pas plus acceptables que celles qui visent l'école, l'université, le monde hospitalier et récemment une institution indépendante comme la Cour des comptes. L'affaiblissement des services publics a accru les inégalités, la difficulté des conditions des plus précaires.

V. Un présent inquiétant, qui motive l'engagement le plus élevé, le plus déterminé

■ La situation est-elle à ce point inquiétante ? Pouvez-vous revenir sur les constats qui motivent votre engagement le plus déterminé ?

Le constat est grave. Rarement, les Français n'auront autant douté d'eux-mêmes et de leur avenir. Ils reconnaissent avoir plus de confort que leurs parents, disposer davantage de temps, être mieux soignés, accéder à plus d'informations, mais ils constatent que les relations sociales se détériorent, que leur vie se déshumanise, que le travail n'est plus une source d'épanouissement, que l'angoisse de l'avenir les saisit et que les injustices répétées les révoltent, que le monde leur échappe. Les conséquences sont désespérantes pour notre pays : repli sur soi, égoïsme, violence dans la rue aussi bien que dans l'intimité familiale...

Quand ils s'intéressent à ce qui les environne, que constatent-ils : impuissance du politique ; errements des gouvernants ; proclamations et gesticulations du pouvoir ; promesses non tenues. Ils s'indignent aussi de la dérive des pratiques de la République, des conflits d'intérêts, des connivences et des passe-droits. La défiance s'ajoute à l'amertume. Refonder le bien commun pour nous redonner collectivement un avenir : c'est l'enjeu de l'élection présidentielle qui vient.

■ La situation des Français au travail est-elle particulièrement préoccupante ?

Le combat historique des socialistes et de la gauche depuis le XIX^e siècle consiste à alléger la peine des hommes et des femmes au travail, à obtenir des conditions humaines et une rémunération décentes. En 1831, les canuts lyonnais se

révoltaient déjà pour avoir un tarif minimum. En 1841, la première loi de réduction du temps de travail concernait les enfants de 8 à 12 ans. À chaque fois, droite et gauche, sans que l'on appelle celle-ci « socialiste », s'opposaient. Puis il y a eu la grande loi de 1910 sur les retraites paysannes et ouvrières. Évidemment, les 40 heures et les congés payés du Front populaire, qui ont valu à Léon Blum son procès de Riom en 1942, Vichy l'accusant d'être responsable de la défaite de 1940. En 1982, la retraite à 60 ans, décidée par François Mitterrand, a permis à des millions d'ouvriers d'avoir quelques années de vie et de repos bien méritées. Ces débats ne cessent pas et continueront d'animer nos échanges et nos luttes. D'autres problèmes sont nés qu'il nous faut aborder : le développement de toutes les formes de précarité, la lutte contre les discriminations, l'égalité professionnelle hommes-femmes, la diminution des pénibilités, la sécurisation des parcours professionnels, la lutte contre les maladies contractées au travail, et notamment le stress, sans oublier la question salariale, toujours présente. Ces thèmes doivent faire l'objet des assises de la démocratie sociale, que je propose à l'ouverture du prochain quinquennat. C'est la matière du dialogue social que je compte ouvrir et qui forme le cadre de la démocratie sociale dont notre pays a besoin.

■ Pourquoi portez-vous une telle insistance sur les jeunes et leur situation actuelle ?

Tout simplement parce qu'ils sont aujourd'hui sacrifiés. Ils sont d'abord frappés par les difficultés du système éducatif. À partir des années 1970, l'Éducation nationale a dû faire face à deux nouveaux défis : l'un, direct, la massification, et l'autre, indirect, la nécessité de s'adapter aux nouvelles exigences du marché du travail. Le premier a

été relevé avec succès. Il a certes permis une meilleure démocratisation : 60 % d'une classe d'âge obtient le baccalauréat ; 50 % d'une génération accède désormais à l'enseignement supérieur. Mais pour autant notre système éducatif continue à produire de l'inégalité. Sur dix enfants de cadres qui entrent au collège, huit seront étudiants. Sur dix enfants d'ouvriers, trois seulement le seront. La scolarité s'allonge, mais davantage pour les plus favorisés. Notre appareil de formation s'est, par ailleurs, mal adapté à la mutation du marché du travail. 120 000 jeunes sortent chaque année sans aucune qualification.

Le taux de chômage pour les 18-25 ans atteint aujourd'hui 24 %, contre environ 10 % dans l'ensemble de la population. Nous sommes au 24^e rang sur les 27 pays de l'Union européenne en matière d'emploi des jeunes. Un jeune sur cinq est considéré comme pauvre (c'est-à-dire qu'il vit avec des ressources inférieures à 60 % du revenu médian), contre un peu plus de 13 % pour l'ensemble de la population. Les diplômés mettent, au moins pour un tiers d'entre eux, près d'un an avant d'accéder à un emploi, et davantage encore s'ils prétendent à un contrat à durée indéterminée.

■ Les jeunes sont ceux qui souffrent le plus de la crise...

Obtenir le baccalauréat, ou même un diplôme bac + 3, n'est plus synonyme de garantie d'emploi, ni de promotion sociale par rapport à la génération précédente, qui était pourtant allée moins loin dans le cursus éducatif. La crise a accentué le déséquilibre entre les générations, et réduit le lien intergénérationnel. L'éducation n'est plus perçue comme le moyen de redonner à tous des chances égales. Les jeunes se sentent précarisés, l'intégration des enfants d'immigrés est beaucoup plus difficile qu'auparavant. Les jeunes ont peur que l'augmentation de l'activité

des seniors, contrepartie du recul de l'âge de la retraite, ne réduise leurs perspectives d'emploi. Ainsi s'explique que cette crainte des jeunes pour leur avenir se soit matérialisée à l'occasion de la réforme des retraites. Interrompue trop longtemps par des promesses de circonstance, par des renoncements à penser notre histoire, la marche vers le progrès doit être relancée.

■ Les jeunes seraient-ils ainsi les premiers touchés ? Pour leur redonner un avenir, vous voulez reprendre ce « rêve français » ? Pouvez-vous approfondir cette notion, qui traverse nombre de vos discours et qui donne son titre à votre livre ?

Victor Hugo le disait : « Le pas collectif du genre humain s'appelle le progrès. » Un pays comme la France n'avance que s'il est porté par une ambition, un dépassement, une élévation collective.

Qu'est-ce que le « rêve français » ? C'est le récit national, celui qui s'invente avec le siècle des Lumières, commence avec la Révolution française, se prolonge avec la République, se renouvelle avec la Résistance et s'élargit en 1981. Le progrès... Pas seulement la croissance économique, mais le progrès humain, la qualité de la vie, l'idée simple que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. C'est aussi le progrès écologique ou le progrès culturel, le progrès de la condition des femmes et le progrès pour nos enfants.

Voilà ce qu'est le « rêve français ». C'est une double confiance : dans l'avenir, qu'il soit personnel, national, européen ou mondial, et ensuite dans la démocratie, qui doit mettre à leur juste place les marchés, l'argent et les religions.

Ce message est universaliste, il parle au monde, comme la France a toujours souhaité le faire. La confiance dans

l'avenir et dans la démocratie implique que chacun se sente protégé par la République : protection qui s'exerce quand la sécurité des personnes ou des biens est menacée, et qui veille aussi au respect des principes républicains d'égalité et de dignité humaine.

Elle implique que l'argent ne soit plus une cause rédhibitoire de frein de la promotion des jeunes, et que soit mis en place un système d'allocations permettant aux étudiants de financer leurs études et de pouvoir ainsi y consacrer le temps nécessaire.

Elle exige de combattre le déficit démocratique, l'insuffisance chronique de dialogue et de négociation, apparue une fois de plus à l'occasion de la réforme des retraites. N'oublions pas ce qu'a écrit Pierre Mendès France : « Parce qu'elle dépend essentiellement des citoyens, parce qu'elle suppose un effort permanent, la démocratie n'est jamais acquise. »

Le « rêve français » c'est la démocratie de la réussite, c'est-à-dire la possibilité pour chacune et chacun d'accomplir son destin tout en contribuant au succès de son pays, et donc de réconcilier la promotion individuelle, que nous cherchons pour nous et pour nos enfants, avec le « vivre ensemble ».

C'est recréer la solidarité générationnelle. Les *baby boomers* ont eu plus de chance que leurs enfants. À la génération qui vient, nous devons offrir une perspective en œuvrant pour l'égalité dès le départ de la vie par une politique active de la petite enfance, par la lutte contre l'échec scolaire, par l'insertion plus rapide dans l'emploi, par l'accès plus facile au logement, par la réduction de toutes les précarités et par l'encouragement à l'initiative et à la création d'entreprise.

L'idée du « contrat de génération » procède de cette volonté. Il incitera les entreprises à embaucher des jeunes

et à les faire former par des seniors contribuera à cette démocratie de la réussite en permettant de recréer l'équité intergénérationnelle. Ainsi le maintien de ces derniers dans l'emploi deviendra-t-elle une chance pour l'activité des moins de 25 ans. Et l'employeur y trouvera son intérêt par une exonération de cotisation sociale sur ces deux emplois.

Nous devons améliorer le niveau de notre formation et de notre savoir-faire. Dans cette optique, il faudra attribuer à chaque salarié une « dotation éducation » dont le crédit sera d'autant plus important que la formation initiale aura été courte. Ainsi, chacun aura droit à plusieurs nouvelles chances.

■ Faut-il transmettre aux Français, aux générations futures, à ceux qui dans le monde s'intéressent et aiment la France, cet enseignement de l'histoire ? Et comment ?

La transmission de l'histoire nationale ne peut être décrétée, ni le musée ou la « maison » qui va avec. Elle ne peut servir d'argument électoraliste comme c'est le cas actuellement. Il faut laisser les historiens, les muséographes, travailler. Et ne pas voir des ministres ou un président de la République devenir les propagandistes d'une vision agressive et caricaturale du passé national où toute perspective critique serait bannie au bénéfice de discours incantatoires sur la grandeur de la France.

■ Doit-on revenir sur les « pages noires » de l'histoire nationale ? Si oui, comment ?

Oui, pour ne pas ressasser les humiliations, l'écrasement ou la culpabilité, et pour ne pas céder à l'occultation voire à la réécriture d'une histoire qui n'a pas toujours été glorieuse. Le regard lucide et critique sur le passé national

relève de la responsabilité, et d'abord celle du président de la République. Je n'oublie pas le discours sur le Vel' d'Hiv' et les responsabilités de l'État. Cette politique a été interrompue, et même contestée par son successeur. La parole publique, et qui plus est lorsqu'il est porté par le président de la République, doit se fonder sur la vérité historique. Elle doit rappeler que des Français, mais aussi des étrangers qui aimaient notre pays jusqu'à faire don de leur vie pour son salut ont défendu l'honneur de la patrie et les valeurs de la République. De Manouchian à de Gaulle, de Simone Weil à Germaine Tillion, d'André Malraux à Aimé Césaire.

Nicolas Sarkozy voit de la « repentance » derrière tout savoir historique un peu construit. Il préfère faire son marché dans les symboles sans s'arrêter aux multiples contradictions qui émaillent ses discours sur l'« identité nationale », abandonnant l'un, récupérant l'autre au gré de ses envies ou de l'inspiration de ses conseillers.

Bien des problèmes politiques découlent d'une mauvaise compréhension des points de départ. L'Histoire sert de repères à condition d'avoir une vision claire, de donner une place à ceux dont on a compris plus tard l'importance du combat. Je pense au capitaine Dreyfus, que l'on a maintenu dans un statut de victime qui ne correspondait pas à ce qu'il avait été, courageux devant ses bourreaux ou au bagne de l'île du Diable, à l'historien Marc Bloch qui a refusé « l'étrange défaite » et combattu la démission des élites de 1940, à Jean Zay qui fut un exceptionnel et si jeune ministre du Front populaire avant d'être emprisonné par Vichy et assassiné par la Milice et qui signa l'un des plus douloureux récits de captivité. Je pense à la mulâtresse Solitude,

qui périt dans son combat contre l'esclavage en 1802 à la Guadeloupe...

■ Vous défendez donc une idée de dignité civique, d'intelligence critique, de rôle des historiens, à même de faire comprendre notre histoire ?

Tout à fait. Et pas seulement à l'occasion de commémorations historiques. Il faut donner aux lieux publics de la vie civique, les mairies, les bibliothèques, les Archives, la mission de représenter le bien commun. Le public qui y vient, les personnes qui y travaillent, incarnent la raison de la cité, la grandeur de la France.

■ Sur la récente polémique relative au défilé militaire du 14 Juillet, quelle est votre position ?

Il est aussi inutile que vain de laisser croire que les forces armées n'ont pas leur place le jour de la fête nationale. Il convient au contraire de réfléchir à mieux faire comprendre à la société les missions militaires. C'est aussi le rappel de la suprématie du pouvoir civil sur les armées. Le défilé du 14 Juillet sert cette pédagogie. Mais on peut réfléchir à organiser, en parallèle, d'autres cérémonies civiles, comme cela a existé du reste dans le passé.

■ Et sur l'affaire de la « Maison de l'histoire de France » voulue par Nicolas Sarkozy ?

Un grand musée d'histoire en France est une belle idée. Celle de la « Maison de l'histoire de France », avec l'improvisation administrative qui la caractérise, sa dimension de fait du prince sans concertation ni réflexion, son refus de prendre en compte les avancées de la recherche et le questionnement des publics, est un

projet qui n'est pas à la hauteur des grandes initiatives culturelles françaises. On trouvera demain les voies d'un musée d'histoire.

VI. La grandeur de la politique

■ Quel est votre relation à l'argent ?

Une phrase rapidement prononcée avait laissé entendre que je n'aimais pas les riches. J'aurais dû dire la richesse insolente, le cynisme de la rente, la morgue des puissants, la fortune transmise par la grâce de l'héritage. En revanche, je salue le mérite, le talent, l'effort qui trouve dans la réussite naturelle une récompense. Même si être riche confie aussi des devoirs. Je rencontre beaucoup de Français qui travaillent dur et gagnent peu. Je comprends leur indignation quand ils constatent des rémunérations hors du commun et des écarts de revenus qui autorisent certains P-DG à s'octroyer des rétributions qui dépassent deux cents ou trois cents fois le SMIC. C'est pour cette raison qu'avoir exonéré d'impôts les grandes successions des héritages importants n'a pas été une décision juste. Paul Doumer, président de la République jusqu'au 6 mai 1932, président-ouvrier car il était graveur, aimait répéter cette phrase : « Dans la République, il vaut mieux mériter qu'hériter ». J'aime bien ce principe.

■ Comment penser l'action en politique ? Le réformisme ?

Il faut se donner des buts, s'y tenir, avancer résolument, et les faire partager. Il y a là une différence très nette avec la droite, qui prétend représenter désormais le mouvement et qui instrumentalise l'idée même de réforme au point que le mot seul finit par inquiéter tant il s'est identifié à un recul ou

une régression. Des réformes seront nécessaires dès notre victoire en mai 2012. Elles n'auront pour seule finalité que de faire avancer le pays. Des efforts seront sollicités, des contreparties seront proposées, la justice inspirera l'ensemble. Elles s'appelleront « pacte productif », « contrat générationnel », « révolution fiscale », « transition énergétique »...

VII. La France que nous voulons

■ Quel État ?

Nous voulons une France attachée à son État, un État stratège, un État garant droits de chacun, un État au service des Français, un État impartial. L'État a en définitive trois missions fondamentales : le respect de la règle commune permettant le vivre ensemble, la recherche de l'intérêt général pour contenir le marché et la solidarité entre les citoyens pour garantir la cohésion nationale.

C'est pourquoi l'État ne peut rester absent de la vie économique. Pendant trois décennies, il a été présenté comme le mal absolu, l'empêcheur de spéculer et de gagner de l'argent sans restriction. La crise financière depuis 2007, accélérée en 2008, l'a remis au premier plan. L'État retrouve sa légitimité : banque publique d'investissement, soutien de la recherche, priorité à l'éducation, encouragement du développement productif et industriel, protection des consommateurs, organisation de la transition écologique. Mais il ne peut réussir seul. Le pouvoir territorial est devenu une force encore aujourd'hui trop entravée, limitée, amoindrie. Aussi bien juridiquement que financièrement, il devra être pleinement libéré sans que l'État ne juge cette liberté nouvelle comme une dépossession. Ce sera l'instrument de sa propre réforme.

■ Quelle sécurité ?

C'était la grande promesse de Nicolas Sarkozy depuis 2002. Ce sera son grand échec en 2012 (+ 20 % des violences aux personnes en six ans). L'école elle-même a cessé d'être un sanctuaire. La police qui ne devait plus être de proximité sous prétexte que ses membres n'étaient pas faits pour jouer au football avec les jeunes, est devenue une police à éclipses. Le candidat Sarkozy s'est laissé aller à des formules dangereuses : la « racaille » devait être éradiquée à coup de « Kärcher » comme si la sécurité pouvait être assurée à coups de menton comme hier à coups de bâton. Aujourd'hui chacun sait que la lutte contre la violence se gagne quand tous les leviers sont actionnés en même temps : l'éducation par la famille, l'apprentissage des règles dans l'école, la prévention par les associations, la présence des forces de sécurité là où elles sont les plus attendues, la répression quand elle est nécessaire, la sanction ferme et rapide chaque fois que la loi le prévoit ; sans oublier les établissements pour les mineurs délinquants, la réparation pour les victimes car celles-ci ne doivent être ni abandonnées ni laissées à elles-mêmes. Le prochain quinquennat ne doit pas être une course à la statistique, il n'y a pas non plus besoin de lois nouvelles. Plutôt de moyens à rétablir car le président a supprimé les postes que lui-même comme ministre avait créés. Plutôt des lois appliquées que des lois annoncées. Plutôt des actes que des discours. Plutôt la vérité assumée que les faux semblants.

■ Quelle justice ?

La dernière proposition du président de la République, concernant l'introduction de jurés populaires dans les tribunaux correctionnels, a montré son absence

de considération pour la justice : méfiance à l'égard des magistrats professionnels, indifférence à la charge de travail que suppose cette décision et donc aux moyens qu'elle implique, sensibilité d'abord à l'opinion avant la patiente recherche de la vérité. Ce projet est la résultante d'un terrible drame. Mais ce n'est pas ainsi que se rend la justice.

Au total, mes priorités seront les suivantes : rétablir l'autorité de la justice d'abord. Cela passe par le respect des avis du Conseil supérieur de la magistrature et l'interdiction de toute instruction donnée au parquet dans les affaires individuelles. Ensuite, adapter les lois à la réalité du pays et pour cela demander au gouvernement de prévoir, chaque année, un débat au Parlement sur la justice, permettant de donner des orientations générales à la politique pénale. Enfin, garantir l'exécution des décisions de justice, c'est une forme de prévention contre les récidives, à condition de faire de la prison un premier stade de réinsertion et pas seulement le lieu de la punition. J'ajoute que sa place doit être rendue à la justice civile qui doit être plus efficace et plus diligente. Conciliation et médiation doivent être également encouragées pour désencombrer les tribunaux. La justice doit remplir sa mission qui est de dire le droit, mais aussi de le rendre plus simple pour les justiciables ; d'où ma proposition de baisser sérieusement le coût de son accès.

■ Le pouvoir et les médias

Vous connaissez la formule : « la presse est libre, même d'être mauvaise ». Les journalistes ne doivent pas mal prendre l'expression. Leur liberté peut s'accompagner d'imperfections, même de manipulations. Cependant, elle doit être garantie, notamment concernant leurs sources.

Il y va du bon fonctionnement du système démocratique. La presse écrite, audiovisuelle, télévisuelle doit être indépendante du pouvoir politique, mais aussi du pouvoir financier. Depuis des années, est évoquée une loi pour interdire aux grandes sociétés dont un pourcentage du chiffre d'affaires dépend des commandes de l'État, civiles et militaires, de posséder de grands médias. Au Parlement de fixer ce pourcentage mais il est temps de passer à l'acte. Quant au président de France-Télévisions, ce n'est pas à l'Élysée qu'il doit être choisi. Il sera donc mis un terme à cette façon de faire. Nicolas Sarkozy avait prétendu logique qu'il procède à cette nomination au principe qu'il était le « patron » du service public. Je conteste cette expression, ce sont les Français qui en démocratie sont les seuls maîtres. Ils doivent donc être rassurés sur la liberté de manœuvre de la personne nommée à la tête de la télévision publique grâce à l'intervention d'une haute autorité incontestable.

Enfin Internet est en passe de devenir le véhicule d'informations le plus utilisé au monde. Il charrie le meilleur comme le pire, il a été au cœur de la loi Hadopi, celle-ci sera évidemment revue et remplacée par un nouveau dispositif, plus simple, plus large et plus protecteur aussi bien pour les utilisateurs que pour les auteurs.

■ L'école dans la République

Jamais l'école n'a été autant sollicitée. De toute part et pour tout motif. Et pourtant, jamais elle n'a vécu ce sentiment amer d'être autant délaissée.

D'un côté, l'ardente nécessité de transmettre des savoirs, de forger l'esprit critique, de faire apprendre quoi qu'il en coûte les devoirs fondamentaux de la vie en commun, comme de rappeler l'histoire de la nation pour faire partager dès le plus jeune âge aux futurs citoyens les valeurs

de la République, sans oublier la préparation aux métiers de demain. De l'autre, la marchandisation de l'accompagnement scolaire, le démantèlement de la formation des enseignants, la détérioration des conditions pédagogiques, la dévalorisation des professeurs comme de leur statut sans occulter l'affaiblissement de l'autorité, la reproduction des inégalités, la montée de l'échec scolaire et pire le constat apitoyé devant la déscolarisation. Ce sera une tâche considérable pour le prochain président que de redonner espoir aux Français dans l'école et confiance au personnel qui la sert.

Des ressources publiques supplémentaires seront indispensables, c'est certain ; mais il y faudra bien davantage : une répartition différente des moyens sur le territoire, une préscolarisation élargie, une école primaire renforcée avec l'obligation de ne pas laisser un seul enfant entrer en sixième sans qu'il possède les savoirs de base essentiels, un meilleur accompagnement au collège des élèves les plus en difficulté, une orientation scolaire plus personnalisée et moins définitive, une filière professionnelle et technologique bien plus attractive qu'aujourd'hui.

Je ne multiplierai pas les réformes. Je ne chamboulerai pas tout. J'irai à l'essentiel. Aucun temps ne sera perdu. Dès la rentrée 2012, un dispositif d'urgence sera décidé et financé et une loi programme sur l'éducation sera votée dès l'automne pour la durée du quinquennat, car je sais que le préalable à cette remobilisation, c'est la considération de la nation à l'endroit des enseignants.

■ Quelle université ?

Je ne reviendrai pas sur le principe de l'autonomie des universités. Je souhaite qu'elles se rapprochent des grandes écoles, qu'elles nouent des relations avec le tissu économique de leur territoire d'implantation, qu'elles soient des

creusets d'innovation et de recherche. Aujourd'hui, il faut encourager les filières scientifiques. La France a une des meilleures écoles de mathématiques du monde. Elle ne doit pas perdre cette avance.

Mais l'université connaît un énorme problème : trop d'étudiants interrompent leurs études, par désintérêt, mauvaise orientation ou impossibilité de suivre les enseignements. Trop d'étudiants sortent des universités avec des diplômes mais ne trouvent pas l'emploi ou le salaire à la hauteur de leurs espérances. Il s'en suit déception, frustration, voire humiliation. Là doit être fait un gros effort pour une bonne et juste orientation. Car ce qui compte ce n'est pas d'aller le plus loin possible dans ses études, mais d'être à coup sûr sur un parcours de réussite, que le cycle soit court ou long.

■ Poursuivrez-vous la réduction des effectifs de la fonction publique ?

Je veux d'abord cesser de faire du principe de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux un dogme. Le ministère qui paie cette politique est celui de l'Éducation nationale. Dès 2012, celui-ci doit donc voir son budget sanctuarisé sur plusieurs années. Dans un autre domaine, celui de la santé et de l'hôpital public, les missions d'intérêt général doivent être reconnues et financées, la concurrence avec le secteur des cliniques privées mise sur un pied d'égalité. Dans le secteur rural, cet attachement aux services publics est d'autant plus sensible qu'ils participent à l'aménagement du territoire. Le département de la Corrèze dont je préside le conseil général m'a depuis longtemps sensibilisé à cette question. Je ne suis pas hostile à ce que des maisons des services publics soient mises en place, pour regrouper ces derniers afin d'éviter que, laissés à eux-mêmes, ils ne ferment les uns après les autres.

- Quelle sera votre politique en matière de lutte contre les inégalités, de lutte contre l'exclusion ?

Certains de nos compatriotes sont des « cassés » de la vie, à la suite de divers accidents : professionnels quand le chômage frappe durablement ; familiaux quand des ruptures interrompent le cours d'une vie, sanitaires quand la maladie ou l'accident viennent briser des parcours. Dans ce cas, la société a le devoir d'aider, l'obligation d'assister, même si la droite cherche à dévaloriser ce mot. Le but, c'est l'accompagnement vers l'autonomie. Personne ne doit rester sur le bord du chemin. Toute main tendue doit être saisie et non repoussée. Ce n'est pas seulement une politique de solidarité, mais une politique de civilisation, expression utilisée une fois par le président de la République et abandonnée dès le lendemain.

- La République peut-elle être encore le ciment de la société française ?

Il y a République et République. Certaines ont été dites « populaires » et je ne regrette pas leur disparition. Les peuples ont fini par les rejeter. D'autres se déclarent « islamistes », autrement dit soumises aux règlements religieux. Je ne les envie pas davantage. La nôtre est démocratique et en particulier laïque. La grande loi du 9 décembre 1905 consacrant la séparation des Églises et de l'État n'a pas été votée dans le consensus. Elle a été combattue par la droite de l'époque. Elle est aujourd'hui acceptée par tous. Marine Le Pen en fait un mauvais usage pour lutter contre l'Islam. C'est en détourner et l'esprit et la lettre. À l'époque, cette loi a permis de s'émanciper de la religion catholique en prônant la liberté de croyance et la liberté de conscience. En 2011, il n'y a plus en France une religion dominante. Toutes sont d'une certaine façon minoritaires. La laïcité doit leur

permettre d'exercer leur culte et à la société de vivre dans la paix civile. Ainsi, il ne me serait jamais venu à l'esprit d'aller dire au pape en décembre 2007 que le curé était supérieur à l'instituteur. Il n'y a pas de hiérarchie à établir. Chacun mérite d'être respecté, l'un dans son apostolat, l'autre dans sa pédagogie. Mais l'enseignement est au service de la seule République.

VIII. Conquérir la prospérité

■ L'esprit d'entreprise

L'esprit d'entreprise est le contraire de l'esprit de rente. L'entreprise elle-même est à la fois lieu de tension entre patrons et salariés et lieu de création de richesses pour la collectivité tout entière. Elle doit donc être respectée, comprise et encouragée. Cela suppose de la confiance dans les relations de travail et le dialogue pour une juste répartition de la valeur produite.

La fiscalité ne doit pas freiner l'envie de créer une entreprise pas plus que le circuit administratif lui-même.

Nous avons besoin de davantage de PME et surtout de les faire grandir. De même, l'artisanat reste un formidable potentiel pour notre économie à condition de lui faciliter son développement et de lui éviter des concurrences déloyales (comme l'autoentreprise). La réindustrialisation du pays exige un véritable contrat de la nation avec les entreprises. L'État, les collectivités locales et les partenaires sociaux devront prendre des engagements communs. Et assurer une stabilité dans le temps des règles et des modes d'intervention publique.

■ Une France écologique ?

La conversion intellectuelle est faite. C'est un acquis de la dernière période. Les doux rêveurs sont devenus désormais les

réalistes les plus sérieux sur l'avenir de l'humanité. Si tout continue comme aujourd'hui, les ressources naturelles vont s'épuiser plus rapidement que prévu. Le prix des matières premières va inexorablement monter, la sous-alimentation devenir un sujet majeur de la décennie et le réchauffement climatique se poursuivra dangereusement. Ce constat n'est plus contesté. Mais les solutions sont régulièrement repoussées. L'échec de Copenhague en a été hélas l'illustration à l'échelle mondiale. La Chine s'exonère de toute contrainte. Et les États-Unis refusent toujours de ratifier le protocole de Kyoto. Quant à l'Europe, elle se révèle incapable de définir une politique énergétique commune.

Convenons que, sur cette question, le début du mandat de Nicolas Sarkozy avait pu créer l'illusion. Le Grenelle fut une bonne procédure et les conclusions rassemblèrent largement l'opinion. Néanmoins l'initiative ne franchit pas l'étape des traductions concrètes. La fiscalité écologique fut renvoyée à plus tard et aux frontières de l'Europe, c'est à dire à jamais. La filière photovoltaïque fut arrêtée nette dans son développement après un revirement que seul l'État peut s'autoriser en toute impunité. Les transports urbains furent privés de financements. Et les crédits d'impôts sur les économies d'énergie furent les premiers concernés par la remise en ordre – pourtant bien timide – des niches fiscales. Nicolas Sarkozy siffla même la fin de la partie lors d'un salon de l'agriculture : il crut bon de déclarer par une facilité de langage qui trahit sa tentation irrésistible de plaire à des clientèles, « que l'environnement, ça commence à bien faire ».

Le prochain président sera moins attendu sur des déclarations alarmistes que sur des choix volontaristes : un plan de transition énergétique sera engagé pour isoler le logement et pour accélérer la diversification de nos sources d'approvisionnement. La part du nucléaire dans la production

d'électricité tombera de 75 % à 50 % d'ici 2025 et les énergies renouvelables seront encouragées sur le plan budgétaire et fiscal. Parallèlement, les réseaux électriques intelligents seront généralisés. Enfin, la fiscalité écologique sera introduite avec pour vocation de substituer au prélèvement qui pèse sur le seul travail.

■ Peut-on encore parler d'un nouvel impératif industriel ?

La France décroche. Sa compétitivité ne faiblit pas : elle flanche. Le déficit de notre balance commerciale atteindra 70 milliards d'euros à la fin de 2011. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée nationale est tombée à 15 %. Moitié moins qu'en Allemagne. La désindustrialisation n'est plus une menace, c'est un fait accompli. Dans aucun domaine sauf le luxe, l'énergie, l'aéronautique et peut-être encore l'automobile, une entreprise est en situation de leadership. Même dans les industries agroalimentaires, nous perdons des parts de marché. Durant le mandat de Nicolas Sarkozy, près de 400 000 emplois industriels auront été supprimés. Et contrairement à bien des idées reçues, tout ne se résume pas aux délocalisations. Le plus grave, ce sont les opportunités manquées, les créations ratées, les développements interrompus, les transmissions d'entreprise en faveur des fonds d'investissement étrangers, les grands contrats jamais signés faute de compétitivité.

Aussi, c'est une stratégie de réindustrialisation qu'il convient de concevoir pour les dix ans qui viennent. Ce serait la vocation d'un commissariat général au plan, si les mots avaient encore un sens et s'il ne fallait pas craindre un retour à une autre époque. Le grand emprunt aurait pu en être l'occasion. Des initiatives intéressantes ont été lancées, des projets utiles identifiés, des financements

dégagés, mais là encore dans l'improvisation, l'incantation et l'incohérence. Tout doit partir d'une analyse des secteurs où la France peut disposer à moyen terme d'un avantage comparatif sur le plan technologique. Les rapprochements publics/privés doivent être facilités. Un partenariat État/régions en sera le vecteur. Les universités seront invitées à s'associer à ce processus. Le crédit d'impôt de recherche sera non seulement maintenu, mais élargi pour stimuler les pôles de compétitivité.

Mais l'industrie, ce sont des entreprises. Les allemandes ont la taille critique. Les françaises sont soit très grandes, soit trop petites. L'enjeu, c'est de faire gagner les premières et de faire grossir les secondes. Un des obstacles à leur croissance demeure le financement. Rien ne s'est arrangé avec les conséquences de la crise. Les règles posées par ce qu'on appelle le Bâle III rendent encore plus difficile l'accès des PME au crédit et les banques ont encore relevé le niveau des garanties qu'elles exigent pour prêter.

Je propose une meilleure affectation de l'épargne vers l'industrie à travers la création d'un livret « industrie » à l'image du livret A, dont les ressources seraient entièrement dédiées au financement des entreprises innovantes. En outre, un objectif serait fixé aux banques en matière de capital développement, c'est-à-dire d'apport aux fonds propres des entreprises. Une fraction des dépôts qu'elles reçoivent devraient y être consacrées ; à défaut une taxe leur serait demandée.

Je n'ignore pas non plus les écarts de compétitivité avec l'Allemagne. Beaucoup tiennent à un défaut de spécialisation industrielle, mais une part concerne les coûts de production. Outre-Rhin, une réforme audacieuse des prélèvements sur les entreprises a été engagée par le gouvernement Schröder. Nous n'y échapperons pas. Une

part des cotisations patronales devra être transférée sur d'autres impôts : l'impôt sur les sociétés, la contribution sur la valeur ajoutée ou la fiscalité écologique. Comment admettre en effet que le travail demeure l'assiette du financement des dépenses liées à la famille ou à l'assurance maladie ?

■ **Moraliser le capitalisme ?**

Est-il moralisable ? Je ne suis pas sûr que l'expression soit la bonne. Le capitalisme est un système mû par le profit. Inutile de vouloir lui donner un autre objectif. Le Parti communiste chinois l'a tellement bien compris qu'il a épousé le capitalisme, mais sans les libertés démocratiques, notamment syndicales. Par contre, le marché a besoin de règles et celles-ci au niveau mondial. Quand il fait de l'argent en dormant, il faut le taxer. D'où la proposition d'une taxation sur les transactions financières de court terme. Si la spéculation diminue, son rendement sera plus faible et tant mieux. Sinon il sera plus fort. L'Union européenne au moins pourrait se mettre d'accord pour s'en prendre aux paradis fiscaux, aux agences de notation, aux bonus bancaires, aux produits dérivés. Les socialistes européens sont prêts à passer à l'acte pour cette régulation. La droite finira toujours par remettre à plus tard la mobilisation dont elle fait grand cas pour le système qu'elle défend chaque fois que celui-ci est pris à son propre piège. La crise est pour elle un mauvais moment à passer en attendant de reprendre le cours normal des affaires.

■ **Est-il raisonnable de parler de révolution fiscale ?**

La richesse est à l'évidence mal répartie, plus qu'avant. Aujourd'hui, les disparités sautent aux yeux. La crise a eu ce mérite de les faire ouvrir à ceux qui refusaient cette réalité.

Pour résumer, le capital prend trop, le travail ne reçoit pas assez et au sein du salariat les dirigeants ont pris la part du lion. Comment changer cette donne injuste dans un système démocratique et une économie ouverte ? Par la négociation sociale et il faut des syndicats forts, unis et représentatifs pour un meilleur rapport de forces ; par une politique de réduction du chômage qui depuis longtemps déséquilibre ce rapport au détriment des salariés ; par une fiscalité qui touche autant les revenus du travail que du capital ; par un impôt sur les sociétés qui encourage à investir plus qu'à distribuer ; par une limitation des écarts de rémunération au moins dans les entreprises où l'État est présent dans la structure du capital ; par une présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration des sociétés importantes par une progressivité de l'impôt et la limitation des rémunérations variables, voire la suppression pure et simple des stocks options. Tous les leviers sont à utiliser et peut-être que les dirigeants peuvent comprendre que leur intérêt n'est pas d'accroître ces écarts au risque de mettre en cause leur propre légitimité.

■ Revaloriser le travail ?

Le travail est revalorisé quand il est reconnu. Il l'est quand le travailleur est respecté, le contrat de travail bien appliqué et le salaire à la hauteur de la productivité fournie. Quand la précarité laisse place à la sécurité, laquelle n'empêche pas la flexibilité, c'est la dignité du travail qui est alors reconnue. Tout s'enchaîne et le cercle peut devenir vertueux.

■ Est-ce cela la démocratie sociale ?

Je veux changer la méthode de réalisation des réformes. D'abord en fournissant un cadre de négociation et en

établissant un agenda avec une claire répartition des tâches entre la loi et la démocratie sociale. C'est l'objet de la conférence que je propose au lendemain des scrutins de 2012. Elle serait saisie des priorités du quinquennat : l'emploi des jeunes, la mise en place d'un système de sécurisation des parcours professionnels national et territorial, la lutte contre la précarité, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, la souffrance au travail, la lutte contre les discriminations et une nouvelle gouvernance des entreprises. La gauche a besoin d'un pays qui se mette en mouvement, ce qui suppose la confiance réciproque. Elle l'aura si ce dialogue est engagé et si une distinction claire est tracée entre la démocratie politique et la démocratie sociale.

IX. La France dans le monde

■ Quel rapport au monde défendre pour la France et les Français ?

J'entends défendre une France ouverte et européenne, celle qui tient ses engagements, celle qui affronte courageusement son passé et notamment la décolonisation, celle qui envisage des vraies relations d'égalité pour le développement des pays les moins avancés. Celle qui assume son rôle historique de pays des Droits de l'homme et de nation fraternelle. Mais je sais aussi partir du réel. La France ne peut pas avoir raison seule contre le reste du monde. Elle ne doit pas confondre exception et arrogance, elle doit entraîner et non s'isoler. En même temps, beaucoup de peuples dans le monde admirent son histoire, celle de la Révolution de 1789, des libertés et des droits.

- Quelle solidarité avec les pays émergents, avec les peuples appauvris ?

Aujourd'hui on parle de pays émergents, hier de pays en développement, avant-hier de pays sous-développés, pendant longtemps de tiers-monde, encore en ce moment de pays les moins avancés, de PMA. Quel que soit le nom, l'intérêt reste le même, le nôtre comme le leur, c'est-à-dire le développement qui permet à leur population de trouver sur place de quoi vivre, travailler, s'éduquer, se soigner. Pour nous, Français et Européens, notre plus proche continent avec lequel bâtir des liens de développement, c'est l'Afrique. Gardons en tête l'explosion démographique que connaîtra la planète d'ici 2050. Les experts en ce domaine annoncent 9 milliards d'êtres humains en 2050, c'est-à-dire dans moins de 40 ans. C'est très proche. Un enfant qui naît en 2011 connaîtra cette situation quand il aura 40 ans. C'est donc demain. Le co-développement devient une urgence et c'est à l'échelle de l'Union européenne qu'il faut s'en emparer.

- Vous étiez à Tunis en juin dernier. Quel message souhaitez-vous adresser au Moyen-Orient arabe en lutte contre la tyrannie politique et la corruption généralisée ?

N'oublions jamais que la France a été le pays colonisateur de toute l'Afrique du Nord. Faisons attention à ne pas nous montrer donneurs de leçon par facilité. La Tunisie n'est indépendante que depuis 1956, paradoxalement sous le gouvernement de Guy Mollet quand celui-ci refusait la même évolution pour l'Algérie et expédiait le contingent dans ce pays.

J'ai voulu me rendre à Tunis auprès du premier peuple qui a entraîné le soulèvement du monde arabe. J'ai même retrouvé le schéma que nous avons connu il y a plus de

deux siècles : demande d'une constitution et d'élections libres et pluralistes pour engager le mouvement vers la démocratie. Il fallait ce voyage pour que le peuple tunisien, ignoré par le président de la République au début de sa révolte comme par sa ministre des Affaires étrangères, sache que beaucoup de Français étaient à leur côté. Ils ont besoin d'encouragements, je les ai donnés, ils ont besoin de solidarité, je les en ai assuré, ils ont besoin d'aides de différentes sortes, je m'y suis engagé.

■ La Méditerranée est-elle un horizon pour la France ?

Nous avons à bâtir un lien fort entre les deux rives de la Méditerranée, donc entre l'Union européenne et les pays qui bordent sa rive sud et est. Cette mer concentre des conflits historiques, dont celui qui secoue la Palestine trouve écho dans le monde entier. En même temps, les peuples arabes s'éveillent à la démocratie. Ils secouent les despotismes politiques autant que religieux. Le devoir de la France et de l'Europe est de contribuer à la réussite de ces révolutions. Le passé n'éclaire pas forcément l'avenir. Mais ces grands mouvements populaires rappellent 1789. Notre Révolution a fécondé la France, mais elle est aussi un soleil qui éclaire le monde, pour reprendre le jugement du philosophe Hegel. La Méditerranée est aussi le creuset de nos racines, qu'il s'agisse du droit romain, de la démocratie grecque, du judaïsme, du christianisme, également de l'islam. La rencontre avec la philosophie des Lumières a produit notre civilisation. Le processus de Barcelone ouvert en 1995 n'a pas donné les résultats escomptés. Le lancement d'une Union pour la Méditerranée a pris un mauvais départ puisqu'il excluait tous les pays de l'Union européenne qui ne la bordaient pas. Deux priorités s'imposent : les efforts constants pour aboutir à une paix durable et à une

sécurité permanente entre Israéliens et Palestiniens ; le soutien aux révolutions arabes pour bâtir le grand ensemble euro-méditerranéen. 2012 marquera le 50^e anniversaire des accords d'Évian au mois de mars. La guerre d'Algérie prend fin à cette date. Elle aura duré huit ans et même plus si on la commence le 8 mai 1945 avec les manifestations réprimées et les milliers de morts dans le Constantinois. Il est temps d'ouvrir une nouvelle page entre la France et l'Algérie. La réconciliation est faite, tant de liens nous unissent encore davantage que par le passé, liens humains, culturels, linguistiques, économiques. Nous avons le devoir de les prolonger par de nouveaux projets communs.

■ La Turquie ?

La Turquie est à la fois en Europe et en Asie. L'histoire depuis le xv^e siècle est parsemée de moments difficiles entre Turcs et Européens, de la prise de Constantinople à la guerre devant Vienne en Autriche, jusqu'au démantèlement de l'empire ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale. Jusqu'à une date récente, Grecs et Turcs se combattaient, et le partage de l'île de Chypre en est le témoin toujours contemporain. Beaucoup de Turcs vivent en France, encore plus en Allemagne. Depuis octobre 2005, l'Union européenne a ouvert des négociations d'adhésion avec la Turquie. Quelle que soit l'opinion de départ de chacun, elles doivent être menées à leur terme et loyalement. Nicolas Sarkozy est hostile à cette adhésion mais il n'a rien fait pour l'interrompre lorsqu'il présidait l'Europe au second semestre 2008. Cette discussion se fait chapitre par chapitre et il y en a 35. Nous ne sommes qu'au début. J'y rajouterai pour ma part la reconnaissance par la Turquie du génocide arménien. Mais quoi qu'il arrive, il ne faut pas rejeter ce grand peuple. L'Europe en a besoin. Et lui-même

sait qu'il représente un trait d'union entre deux continents et plusieurs cultures.

■ Plus largement au-delà des frontières, l'Europe a-t-elle encore un projet ?

L'Europe a besoin de répondre d'abord à l'urgence et celle-ci est monétaire et budgétaire. Mais se contenter de solutions d'urgence, c'est se condamner à retrouver les mêmes problèmes plus tard. L'Union européenne a besoin de projets, y compris de long terme, pour qu'elle reste vivante dans le cœur des peuples. Ceux-ci sont aujourd'hui méfiants, au mieux réticents, au pire opposants. Nous devons inscrire la construction européenne dans le temps long : il y a eu les traités de réconciliation au lendemain de la guerre, les traités de consolidation au lendemain de la chute du mur de Berlin, les traités d'élargissement pour tous les peuples de l'Est et du Sud avides de libertés, le traité pour une constitution dont on connaît le sort.

L'Europe a besoin aujourd'hui de traités d'harmonisation fiscale, sociale, budgétaire, économique, voire énergétique. Elle a besoin d'un nouvel élan mené par le couple franco-allemand. Elle a besoin d'approfondir sa politique étrangère et de défense. Bref, entre l'éclatement possible, le repli sur ses intérêts nationaux et plus d'intégration, je choisis la relance de la construction européenne autour de grands chantiers, l'université, l'énergie, l'industrie, la gouvernance de la monnaie unique avec les pays qui veulent s'engager plus avant dans une Europe de la cohérence. Je n'oublie pas non plus le rendez-vous qui s'annonce pour la révision de la politique agricole commune en 2013. Que cela plaise ou non, cela représente 40 % du budget européen et cela concerne bien plus que les agriculteurs, mais la sécurité alimentaire des consommateurs, la qualité de nos produits,

l'équilibre de nos territoires. Je ne laisserai pas faire ce que les libéraux ont en tête. C'est-à-dire la fin d'une régulation du marché agricole. La spéculation s'y est déjà engouffrée. Si ce pas décisif dans la relance de l'Europe n'est pas accompli, le risque le plus sûr, c'est le lent délitement et l'effacement du vieux continent. Mais il en est un autre, qui est celui de l'effondrement de la zone euro et de l'éclatement même de l'Union. Je ne peux plus l'exclure. C'est pourquoi comme Européen, je mesure l'ampleur de la responsabilité qui nous attend à l'occasion du prochain quinquennat.

■ Quel rayonnement diplomatique et culturel de la France ?

La France est un pays de paix. Elle a une armée pour se défendre et non pour agresser. Elle n'a plus depuis un siècle de revendication territoriale. Elle a le devoir de s'organiser pour la sécurité de ses ressortissants à l'étranger, pour la sécurité de ses approvisionnements notamment énergétiques. Elle lutte contre le terrorisme et elle répond présent dès lors que l'ONU a autorisé une opération comme en Libye et en Afghanistan même si le moment est venu de retirer nos soldats de ce pays. Elle accepte d'être force d'interposition pour séparer des belligérants quand il le faut comme en Côte-d'Ivoire. Elle prend des initiatives pour concourir à la paix là où il le faut comme en Palestine. La France est un pays pacifique sans être un État pacifiste. À ces conditions, son rayonnement dans le monde peut être considérable. Elle dispose d'un des grands réseaux diplomatiques du monde et elle le met également au service de toute l'Union européenne. Son réseau culturel a été réduit ces dernières années. Si l'État retrouve des marges de manœuvres financières, il sera à consolider. La francophonie est une grande cause car il y va du pluralisme linguistique, de la diversité culturelle et de la promotion d'un mode de vie. Soyons fiers que des

LE RÊVE FRANÇAIS

peuples qui n'ont rien à nous demander nous offrent le plus beau cadeau de parler notre langue. À nous de contribuer à son enseignement partout dans le monde en recevant des étudiants étrangers qui viennent apprendre et mener des recherches en Français.

■ Quelles relations avec les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil ?

Cette question et la liste des pays cités indiquent la façon dont le monde s'organise pour le xxi^{e} siècle. Il n'y a plus d'empires. Le dernier, celui de l'Union soviétique, s'est disloqué sur lui-même. Quant aux États-Unis, Barack Obama a courageusement abandonné l'unilatéralisme de son prédécesseur. Et pour des raisons économiques et financières, l'hyperpuissance américaine s'est amoindrie. Chaque nation a repris son indépendance. Les deux blocs, dont le centre était pour l'un à Washington, pour l'autre à Moscou, ont disparu dès lors que l'un d'entre eux s'évaporait. En retour, des grandes nations-continentes structurent la planète en concentrant l'essentiel de la population : USA, Russie, Inde, Chine, Brésil. Un continent n'a pas une nation dominante : l'Afrique. Un continent a des nations éclatées : l'Europe. Mon souhait est qu'avec chaque pays, outre les relations bilatérales, de grandes coopérations se nouent à l'échelle européenne. Même ébranlée, notre monnaie reste forte. Notre population est nombreuse, notre production intérieure brute importante. Dans ce monde du xxi^{e} siècle, la voix de la France sera d'autant plus forte qu'elle passera par l'amplificateur européen, à condition qu'elle en fournisse la matrice de sa doctrine et la cohérence de son expression.

■ Quelle est la place de la France à l'ONU, au Conseil de sécurité ?

L'ONU en 1945 a été un progrès par rapport à la Société des nations de 1919. Les deux sont nées du besoin d'organisation mondiale après deux conflits destructeurs. Mais l'une et l'autre ont été conçues avant le dernier grand mouvement de décolonisation. Elles ont été pensées et mises en place par les seuls vainqueurs de la guerre. La nouvelle donne exige une réforme. Le Conseil de sécurité doit être élargi au-delà de ses quinze membres. Il devrait comporter plus de cinq membres permanents. Mais je ne suis pas prêt à renoncer au droit de veto de la France. Il a été bien utile pour que la parole de la France soit entendue en 2003 au moment où la guerre en Irak se préparait.

Conclusion

Le « rêve français » est un projet permanent. Il vient de loin. S'il semble parfois décliner, il se trouve toujours une échéance suffisamment forte capable de rallumer le flamme. 2012 est ce rendez-vous ; voilà pourquoi je sollicite la confiance de mes compatriotes. En suis-je capable ? En tout cas, je ressens le devoir de l'être. Réussirai-je si j'obtiens leur confiance ? J'y consacrerai toutes mes forces. Et je mobiliserai largement autour de l'engagement que je porte. Je voudrais que la France de 2017 n'ait pas le visage de 2012. Est-ce un projet de société ? Oui, d'une certaine façon, parce que c'est le destin d'une nation qui se décide pour un temps long, une génération ! Le « rêve français » inclut l'égalité dans son ressort comme dans sa finalité. Et si au terme d'un quinquennat, les Français peuvent se convaincre que leur pays est plus juste qu'à son début, la gauche pourra alors proclamer qu'elle a été à la hauteur de sa tâche. Tout en sachant que celle-ci est encore loin d'être accomplie.

DEUXIÈME PARTIE

Une parole de gauche

Discours de François Hollande

(juin 2009-mars 2011)

On les appellera des socialistes

Discours de Lorient, 27 juin 2009

JE RETROUVE avec plaisir Lorient. Non par goût, l'âge venant, de la nostalgie. Pas davantage pour une cure de jouvence. Certes, il y a toujours des lignes à faire bouger, des réponses à imaginer. Mais c'est l'amitié d'abord qui me conduit de nouveau en Bretagne. C'est à Brest que je fus élu premier secrétaire, et c'est Jean-Yves Le Drian qui préside la Région, après une campagne – celle de 2004 – qui reste l'une des plus belles que j'eus à conduire. Le contexte a changé, notre niveau de responsabilité aussi.

La vie nous bouscule. Les temps sont devenus difficiles. La droite domine l'Europe, en France elle est installée jusqu'en 2012. Cela fera dix ans. La gauche peine à trouver la formule qui lui ferait retrouver la confiance des peuples, au moment même où partout le capitalisme est dans la tourmente et le libéralisme dans l'échec.

Nous sommes là pour chercher et offrir des solutions aux Français.

Ils subissent, en effet, la plus grave crise économique de l'après-guerre.

Cette crise va être longue. Une année de récession. Deux années de stagnation. En économie c'est court, mais dans la vie de tous les jours c'est interminable.

Cette crise va être profonde. La production industrielle revenue à son niveau d'il y a quinze ans, les déficits vont atteindre des niveaux historiques, le chômage continuera à croître jusqu'en 2012 avec au-delà la suppression d'au moins 1 million d'emplois.

Cette crise va être injuste. Elle va aggraver la précarité, notamment celle des jeunes, contenir les salaires, déprécier les patrimoines des ménages, tout en permettant à ceux qui disposent de liquidités de saisir les opportunités de bonnes affaires.

La France va donc sortir de cette tourmente avec une économie affaiblie, un appareil productif dégradé, un taux d'activité diminué, une dette publique record, des inégalités renforcées. Cela ne se fera pas sans tensions, sans conflits. Et le calme apparent d'aujourd'hui, au moment où la crise souffle avec le plus d'intensité, ne doit pas rassurer. À force, le sentiment de ne plus rien avoir à perdre va coaguler des mécontentements et des peurs jusque-là retenus.

Réfléchir à la France d'après la crise ne dispense pas d'agir dès à présent. Partout des plans de sauvetage des banques ont été, dans la hâte, mis en œuvre par les États comme par les banques centrales, non sans résultats.

Partout des plans de relance ont été décidés. Leur ampleur, leur contenu comme leur intensité varient selon les pays. Ils finiront par produire leurs effets. Mais nous connaissons leurs limites : défaut de coordination dans le temps comme dans l'espace, protectionnisme déguisé, lenteur dans leur exécution, impact considérable sur les comptes publics... au point d'entraver pour longtemps la liberté de manœuvre des États.

Que faire de plus pour accélérer la reprise ?

- Baisser les taux d'intérêt : ils sont à des niveaux historiquement bas.
- Annoncer un programme de grands travaux : l'Europe pourrait le faire. Elle s'y refuse. Et une telle politique exige du temps. Il n'y en a plus.

- Ajouter de la dette publique par un grand emprunt pour frapper les esprits et donner le nom d'un président à la postérité : l'opération de communication est à double tranchant. Elle mobilise l'épargne de précaution, mais cache d'un voile transparent le gouffre du déficit.

Alors, que reste-t-il à faire d'efficace et de sérieux ?

Revenons à l'origine de la crise. Ce sont les errements du système financier qui ont conduit les banques à rationner les prêts aux particuliers comme aux entreprises. D'où l'effondrement du marché immobilier et le repli de l'investissement. Avec ses conséquences sur la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat.

Alors, pour accélérer la reprise, il convient donc de réalimenter le crédit, réorganiser et réguler les marchés financiers. Bref, restaurer la confiance en mobilisant l'épargne en faveur de l'investissement.

Et c'est là que je veux revenir sur l'emprunt. En période de crise, le taux d'épargne s'élève mécaniquement, la crainte du futur alimentant la prudence. Et, dans le même temps, les entreprises ont plus de mal à se financer auprès des banques ou des marchés. Aussi, ce n'est pas d'un emprunt d'État dont l'économie a besoin – et j'allais dire « quelles que soient les dépenses qu'il servira à couvrir » –, mais d'une épargne affectée à l'investissement productif. **La bonne procédure n'est pas de créer une dette publique supplémentaire.**

La bonne idée serait donc de lancer un emprunt garanti par l'État et dont le produit servirait à financer à long terme et à faible coût les projets d'investissement des entreprises.

Ce serait plus efficace, plus rapide, plus structurel et sans conséquences sur les finances publiques.

Quant à l'accompagnement social, il devient une nécessité économique, puisque seul le maintien de la consommation permet de soutenir encore l'activité. Le risque, c'est une chute provoquée par la montée du chômage.

Aussi, faut-il pour une durée d'un an **considérer le contrat de transition professionnelle comme le statut de tout licencié économique** et couvrir cette charge par la suppression des exonérations de cotisations sociales sur **les heures supplémentaires.**

La pensée de crise traduit souvent par la crise de la pensée. Les libéraux sont devenus des régulateurs ; les contempteurs du modèle français ses plus zélés adorateurs ; les orthodoxes du marché parfait les promoteurs d'un État prodige.

Ces conversions ne doivent pas faire illusion. C'est l'état d'urgence qui a suscité l'urgence de l'État. Quand le capitalisme financier n'a plus d'argent, rien de mieux que l'État comme prêteur en dernier ressort. Il n'y a là aucun acte de contrition. Pas davantage la découverte de la sagesse ou l'accès à une ascèse précieuse. C'est le principe de nécessité qui a fait loi. Et si, en haut lieu, on affirme que rien ne sera plus comme avant, en fait **tout change pour que rien ne change.**

Les socialistes sont interpellés par le choc. Oui, ils peuvent se flatter d'avoir été les premiers à mettre en garde le monde sur les risques liés à la libéralisation des marchés, au retrait de l'État, aux privatisations et aux déréglementations. Mais ils sont regardés comme les ayant tolérés quand ils ne les ont pas accompagnés.

Aussi, la défaite du 7 juin 2009 aux élections européennes n'est-elle pas si paradoxale qu'il y paraît. Je rappelle

que dans seize des vingt-sept pays européens, la social-démocratie a subi des défaites (hors Grèce et Malte), notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie et en France, là où précisément les modèles étaient les plus divers : social-démocrate, travailliste, démocrate et socialiste.

Je vois trois raisons dans ces déconvenues :

1. Une rigidité conceptuelle.

Qu'elle soit moderne ou traditionnelle, elle reste figée sur un modèle qui est celui né dans l'après-guerre sous forme de droits, de garanties, de prestations... Et la mondialisation qu'elle a acceptée courageusement l'a mise en permanence sur la défensive, faute d'avoir su l'organiser et la dominer. Aussi donne-t-elle toujours l'impression de s'excuser, soit d'être trop peureuse face à la mutation économique, soit d'être trop poreuse face à la prétention des marchés... Bref, elle donne le sentiment d'être toujours en retard par rapport à l'accélération du monde alors que ses principes n'ont rien perdu de leur actualité.

2. Une incapacité à formuler une doctrine commune.

Au-delà des spécificités nationales, le socialisme peine à s'identifier à des références, des exemples, voire un modèle. Les sociaux-démocrates, qui avaient été les premiers à concevoir les politiques de développement durable au milieu des années 1990, ont manqué de volonté pour les traduire aussi bien dans leur pensée que dans leurs actes. Et n'en ont pas fait un renouvellement de leur doctrine.

Les droites n'ont pas cette difficulté : elles s'adaptent. Elles sont idéologiques puisqu'elles se confondent avec le réel. Leur idéologie, c'est le système lui-même regardé comme inéluctable, irréversible, immuable.

3. L'effacement du projet européen.

L'Europe n'était pas une idée des socialistes. Mais les socialistes l'avaient investie d'une mission presque mystique : unir les peuples autour de valeurs communes et conférer à leur union une force capable de porter des politiques communautaires conjuguant production et protection.

L'élargissement joint à la mondialisation ont ramené cette ambition à un marché dans un espace démocratique. C'est déjà beaucoup, mais ce n'est plus le projet fédérateur que les socialistes avaient porté. D'où le désenchantement des catégories populaires chaque fois qu'elles sont consultées sur le sujet.

Les droites peuvent vivre sans l'idéal européen. Elles ont obtenu de l'Europe ce qu'elles voulaient, y compris le droit au chauvinisme. Les gauches en revanche se retrouvent à porter des objectifs pour l'Europe que désormais sa taille, son organisation et son budget n'autorisent plus.

D'où l'urgence de relancer le projet européen.

Ainsi, la crise a donné à la droite une avance momentanée. Son avantage réside dans sa plasticité. Elle n'est sévère qu'à l'égard des plus faibles.

Elle s'autorise donc tout : le crédit, les déficits et même le laxisme. Pour elle, l'État n'est pas un maître, mais un valet.

Quant à la politique, elle est une affaire de chefs. La démocratie, une affaire d'opinion, et les institutions, une affaire personnelle.

L'enjeu, ce sont les classes populaires. Convenons qu'elles se sont détachées de la gauche, avec le sentiment de n'être plus représentées, défendues et tout simplement

comprises dans leurs difficultés. Elles cherchent l'adversaire et le trouvent, hélas, tout près d'elles. **Elles sont passées de la lutte des classes à la lutte contre le déclin.**

Elles se sont mises de côté.

Cependant, ces catégories comme l'ensemble de la population attendent des solutions. Elles demandent à la politique de leur offrir un avenir, mais avec une exigence de crédibilité à la mesure de la lucidité qui est désormais la leur.

Aussi la question fondamentale posée à la gauche est-elle celle de sa pensée. Il n'y a pas de conquête politique durable si elle n'est pas précédée d'une victoire dans la bataille des idées.

Certes, les conditions de l'affrontement ont changé. La société s'est apaisée. Des sujets de conflit font peu à peu consensus. Je ne m'en plains pas.

Mais il y a aussi la tentative d'effacer les clivages, de voler les mots, de capter les noms, de dérober l'Histoire, de jouer avec les émotions pour rendre tout équivalent, pour unifier les problèmes et donc les solutions, pour étouffer le conflit, saturer l'espace médiatique, personnaliser la politique dans un dialogue singulier entre le « moi » du bas et le « moi » du haut. Pour faire de la présidence un job. Et de la démocratie une assemblée de consommateurs ou d'actionnaires.

Il faut donc revenir au cœur même de la démocratie, c'est-à-dire à l'affirmation des choix et à la délibération pour les départager.

Le mouvement des idées obéit à des cycles étroitement liés à ceux de l'économie mondiale.

La social-démocratie a été la grande idéologie de l'après-guerre : elle avait trouvé la recette dans les pays développés pour conjuguer croissance forte, État providence et démocratisation de l'éducation. Ce furent les trente glorieuses, dont une part du succès s'était construite sur la destruction des richesses du reste du monde. Elle se vengera avec l'explosion du prix des matières premières, et notamment du pétrole.

Le libéralisme, au début des années 1980, prit le relais. L'effondrement du communisme à l'Est et l'épuisement du pacte de solidarité à l'Ouest lui offrirent le monde entier comme terrain d'expérience. Les marchés furent investis, non seulement du pouvoir de fixer la valeur de tout, mais de donner une légitimité à l'argent, une vertu au-dessus même de la démocratie. Ce furent les trente flambeuses, qui brûlèrent toutes les digues, tous les interdits qui, jusque-là, avaient codifié la bienséance économique, sociale et politique : ces années viennent de s'achever dans le fracas de la spéculation, qui a consisté à donner une valeur à ce qui n'en avait plus.

La crise ouvre un nouveau temps, un nouveau cycle, où tout doit être redébatu, repensé, revisité.

C'est un défi pour la gauche ; son renouvellement indispensable passe par la fidélité à son propre récit.

Le socialisme se confond avec l'accomplissement des valeurs de la République. Il ouvre donc deux perspectives fondamentales : le progrès et l'égalité. C'est-à-dire la capacité de faire avancer l'humanité et le droit égal donné à chacun de réussir sa vie. Il s'inscrit dans un double mouvement : l'émancipation personnelle et le projet collectif, l'individualisation et le dépassement.

Ainsi se reconnaît la primauté de l'intérêt général comme un moyen donné à chacun de réaliser librement son destin.

À la condition de définir le progrès et l'égalité par rapport aux enjeux d'aujourd'hui.

Le progrès n'est plus seulement la production et la consommation mesuré par des agrégats économiques dont, on sait qu'ils n'intègrent pas les prélèvements sur la nature.

Il ne se confond pas non plus avec l'accumulation de technologies, qui peuvent se traduire par des aliénations ou des asservissements.

Le progrès aujourd'hui c'est de vivre mieux, plus longtemps et avec toutes les connaissances possibles. Sans altérer les possibilités des générations successives. C'est toute la logique des nouveaux indicateurs.

Le progrès est donc le contrat que la nation passe avec elle-même pour assurer un développement futur.

L'égalité est toujours l'étoile polaire de la gauche – comme le disait le philosophe italien Roberto Bobbio mais elle ne peut être réduite à une distribution dont le coût est jugé exorbitant pour ses participants et insuffisant pour ses bénéficiaires. Pas davantage à une égalité des chances dont on sait qu'elles ne sont pas les mêmes au départ et encore moins à l'arrivée. Elle ne peut se confondre avec la lutte contre les discriminations, qui n'en sont que l'une des illustrations. Là encore, c'est bien plus que par des services publics, des prestations, une fiscalité – par ailleurs nécessaire – que l'objectif doit être atteint, mais par l'accompagnement de chacun dans sa trajectoire personnelle en lui offrant toute sa vie durant les moyens de sa promotion, de sa participation au projet collectif, de son

émancipation (Amartya Sen). **C'est l'égalité des capacités ou l'égalité devant l'avenir.**

C'est ce double message qui fonde pour les socialistes la nation. Face à un marché qui segmente, disloque et met en concurrence, la nation et la République unifient sans uniformiser. Elles plongent dans les mémoires multiples et parfois blessées pour créer un lien, une cohésion, une harmonie, une communauté de réussite.

Je vous propose de retrouver un projet collectif.

C'est avec cette double clé, le progrès et l'égalité, que nous pourrons reprendre en compte le collectif, sans froisser l'aspiration individuelle.

C'est ce qui donne de la force au contrat que chaque génération ajoute – comme disait Léon Bourgeois – au legs de l'âge précédent.

La crise fournit aujourd'hui l'occasion d'une nouvelle étape de notre construction nationale. **Comme il a été possible de nouer un contrat de l'après-guerre, nous devons écrire avec nos concitoyens le contrat de l'après-crise. Il doit promouvoir la démocratie de la réussite.** C'est-à-dire une réussite commune et partagée. Et dont la démocratie est à la fois l'instrument et l'aboutissement.

Je propose trois choix fondamentaux :

1. Le choix de la compétitivité.

La France sortira de la crise plus affaiblie qu'elle n'y était entrée. Le risque est de conjuguer sur une longue période chômage élevé, déséquilibre commercial extérieur et salaires bas. La solution, c'est de réarmer la production française : politique industrielle, croissance verte, nouvelles technologies, effort de recherche.

2. Le choix de la solidarité.

L'après-crise sera le temps de l'ajustement budgétaire et fiscal, compte tenu des déficits publics gigantesques qui sont en train de se creuser. La gauche devra faire preuve de courage pour faire ses arbitrages entre les dépenses et les impôts.

Oui, je le dis, il faudra relever certains prélèvements, reprendre des avantages accordés aux plus favorisés et alléger la charge qui pèse sur ceux qui contribuent à la croissance.

L'allongement de la vie obligera, quoi qu'il arrive, à une autre organisation du temps de travail et à un élargissement du financement.

3. Le choix de l'écologie.

L'après-crise verra le retour d'un pétrole cher. La conférence de Copenhague en décembre 2009 renforcera les obligations en matière de lutte contre le réchauffement. C'est donc toute notre organisation de transports, notre habitat et nos modes de consommation qui devront être revus. Il faudra être prêt à aller beaucoup plus loin dans la diversification énergétique et dans le recyclage des déchets.

Nous avons dix ans pour changer et nous devons y consacrer 1 % au moins du PIB.

En 2012, c'est sur la réponse à ces choix que se décideront nos concitoyens.

Ne faisons pas mine de les découvrir à la veille de l'échéance. Ne construisons pas un projet pour aujourd'hui avec les mots d'hier, mais pour demain avec la vision d'après-demain. Ne faisons pas comme si nous pourrions disposer de recettes exceptionnelles : la croissance sera faible et la droite aura vidé toutes les caisses dont elle aura

eu la garde. Elles ne sont plus vides. Elles sont sans fond. Ne laissons pas penser que nous pourrions tout faire, tout additionner, tout conjuguer.

Notre électorat sait que ce n'est pas vrai. Il n'attend pas de nous un catalogue d'intentions, une énumération de mesures, un programme, fût-il bâti à partir d'une démarche participative. Mais des propositions limitées en nombre pas en intensité.

Le contrat de l'après-crise doit aller à l'essentiel. Il porte une perspective : la démocratie de la réussite. Il s'articule autour de trois pactes avec le pays.

1. Un pacte productif.

La France a besoin de ses entreprises. C'est la condition de sa place dans la mondialisation et de la résorption du chômage. Mais les entreprises ont besoin de leurs salariés. C'est la condition de leur productivité et de leurs performances. Voilà le pacte : **L'État s'engage** à faciliter l'accès au crédit, en fixant des obligations aux banques, en créant des produits d'épargne affectés à l'investissement productif, en garantissant certains prêts. **L'État favorise**, en liaison avec les Régions, des pôles de compétitivité avec une défiscalisation de l'effort de recherche des entreprises qui s'y consacrent. **L'État abaisse** significativement l'impôt sur les sociétés sur les bénéficiaires réinvestis et relève le taux pour les profits distribués. **En contrepartie, les entreprises négocient avec les partenaires sociaux des accords sur la formation, la rémunération et l'emploi des jeunes comme des seniors.**

L'ensemble des allègements de cotisations sociales (30 milliards d'euros) est revu par rapport à ces trois objectifs.

Aujourd'hui, un pacte productif est un pacte écologique. C'est une nouvelle croissance qu'il faut faire émerger avec la diversification énergétique, l'isolation des bâtiments, les nouveaux modes de transport. La Caisse des dépôts doit être refondée pour devenir la caisse du développement durable, et tous ses produits d'épargne doivent être dédiés au financement écologique. La France dispose – encore pour combien de temps- de la présence d'un secteur public (EDF, AREVA, SNCF, Poste...), il doit être mis au service de cette mutation.

2. Un pacte éducatif.

Notre pays n'a d'avenir que s'il fait le choix de faire de la France l'une des nations la mieux formée du monde. Or, nous souffrons de deux handicaps :

a. La France compte un taux élevé de jeunes en échec (20 % sortent sans diplôme).

b. Elle ne parvient pas à fournir des élites assez nombreuses pour répondre aux besoins de la nouvelle donne économique.

Elle n'est ni juste ni efficace.

Ce n'est pas qu'une affaire de moyens. C'est aussi son organisation, son système d'orientation et sa tolérance aux inégalités.

Plusieurs propositions :

- La généralisation du service public de la petite enfance et des maternelles ;
- La fourniture d'un tronc commun élevé ;
- La valorisation de l'enseignement technique et professionnel et la priorité aux formations industrielles ;
- L'hybridation entre grandes écoles et universités ;
- L'orientation des étudiants ;

- L'attribution d'un chèque éducation sur toute la vie à tous ceux qui sont sortis précocement de la formation initiale.

3. Un pacte redistributif.

Il n'est déjà pas aisé de réduire les inégalités en période de prospérité. C'est encore plus difficile en temps de crise, mais encore plus nécessaire.

Face à l'ampleur des déficits, la question qui se pose immanquablement est de savoir qui va payer. Ainsi, le compromis à trouver se situe au point d'équilibre entre la solidarité à assurer à tous et le niveau de prélèvements qu'une société accepte de consentir.

C'est pour moi tout l'enjeu de la réforme fiscale. Elle doit être aussi simple que juste et efficace. Elle doit aller au-delà de la remise en cause des réductions d'impôt accordées aux plus favorisés depuis sept ans et être fondée sur trois principes :

- **Tous les revenus doivent être soumis au prélèvement progressif national, local et social. L'indivisibilité du revenu va de pair avec la progressivité de l'impôt.**

- La richesse produite par les entreprises doit être l'assiette de leur contribution, la base aussi bien pour le financement local que pour le financement social.

- Le prélèvement sur la nature doit faire l'objet d'une compensation fiscale. L'impôt doit aussi servir à prévenir les dommages causés par les activités humaines ; il doit à ce titre contribuer à maintenir intact le patrimoine dont nous héritons ; c'est le sens de la taxe carbone aussi bien sur la consommation des ménages et sur les entreprises qui polluent le plus.

Mais la redistribution, ce n'est pas seulement l'impôt.

C'est aussi la répartition des revenus. En vingt ans, les écarts se sont creusés considérablement, les hautes rémunérations se sont envolées quand le salaire moyen a stagné. Une société a le devoir de déterminer une hiérarchie soutenable entre les dirigeants et les salariés les plus modestes. De même, les stock-options, retraites chapeaux et les « golden parachutes » devraient être purement et simplement supprimés.

Le contrat de l'après-crise vise donc à réarmer l'économie française, à la spécialiser sur la valorisation du capital humain et la préservation du capital naturel.

C'est autour de ce contrat que doit d'abord se rassembler la gauche.

L'élection présidentielle de 2007 a créé une nouvelle donne politique. La droite est désormais unie dans un seul parti dominant, écrasé par un seul chef et sans concurrence sérieuse sur ses flancs ; l'extrême droite a été absorbée – au moins son électorat – et le centre –, nouveau en tout cas – satellisé, l'ancien cherchant encore son identité. Le pouvoir est minoritaire, mais il est en position de force. **En face, les oppositions sans doute majoritaires sont dispersées. Sans moteur, faute d'alliance, sans énergie, faute de projet,** la pluralité élargit son espace mais lui ôte la crédibilité. Comment faire ?

Évitons les fausses solutions. À la différence de la droite, la gauche n'est pas fongible dans un seul parti. Et le PS pourrait décider de se dépasser – tâche par ailleurs nécessaire –, d'ouvrir largement les bras, il n'étendrait que le vide. De même, le choix d'un candidat commun de la gauche ne peut être un préalable, mais peut être éventuellement un aboutissement.

Alors, la seule méthode qui vaille consiste à s'adresser à toutes les familles politiques décidées

à gouverner avec nous et à travailler à l'élaboration d'une fédération autour d'un projet commun.

Cette démarche doit trouver un premier acte dans la préparation des élections régionales. Elle est sans condition, sauf l'accord sur les idées. Elle respecte les stratégies autonomes au premier tour, même si l'union dès cette étape lui donnerait plus de force. Elle ne préjuge de rien sur les candidatures aux prochains scrutins. Elle crée une clarté sur l'offre politique présentée aux citoyens et une cohérence sur l'équipe supposée la porter. Elle fédère la gauche autour d'un projet en laissant à chacune de ses familles son identité.

Mais deux choses sont sûres :

– **Un PS faible et c'est l'ensemble de la gauche qui souffre !** Les élections européennes en ont été la démonstration. C'est le médiocre score du PS qui a donné à Nicolas Sarkozy sa victoire, même si les Verts ont pu alors pavoiser.

– **Un PS seul et c'est l'alternance qui se trouve empêchée,** car le changement a besoin d'une assise solide et d'un assentiment large de la population. Les bases électorales du PS sont à la fois étroites et fragiles. Il a besoin d'alliés, à condition qu'ils partagent la même exigence de crédibilité et de responsabilité. Les défis sont trop lourds, les contraintes trop fortes pour ne pas concevoir un rassemblement large et cohérent. Il ne se construit pas en quelques jours et encore moins entre les deux tours d'une élection décisive. Il réclame une sincérité dans les engagements et un dépassement dans les formes et les pensées politiques.

La gauche y est-elle prête ? À nous de la convaincre. C'est au PS de le faire. Non en nous excusant d'être nous-mêmes, ni en ressasant les mêmes propositions.

Ce qui exige d'abord de parler aux Français avec gravité et vérité. L'après-crise sera une épreuve aussi rude que la crise elle-même, mais elle peut nous ouvrir une nouvelle étape de progrès et d'égalité.

Ensuite de parler à tous les Français ; non à leurs intérêts particuliers, mais à ce qui les unit dans un projet collectif.

Enfin de parler non pour dénoncer, mais pour agir.

Voilà pourquoi, pour moi, les socialistes ont un double effort à faire : audace et dépassement. Tout en restant fiers de leurs valeurs et du sens de leur combat. Le socialisme est une belle idée.

Quand un parti a l'honneur de porter cette idée depuis plus d'un siècle et qu'il s'est battu pour l'égalité, le progrès, l'émancipation, qu'il a participé aux plus grandes conquêtes de la République, des droits sociaux et de la liberté, il n'a aucune raison de la laisser choir. Tant que demeurera une atteinte à la dignité humaine, une volonté de dénoncer l'ordre apparemment immuable des choses et le désordre insupportable des injustices, il y aura toujours des hommes et des femmes qui se lèveront.

On les appellera « des socialistes ».

**Notre pays
dispose d'atouts
considérables**

Discours de Bourg-lès-Valence, 28 juin 2010

IL Y A UN AN presque jour pour jour, j'étais à Lorient et j'engageais une réflexion sur la France de l'après-crise en évoquant la nécessité, plus précisément l'ordre et la hiérarchie, de ses priorités.

Depuis, à travers le pays, par plusieurs colloques, nous avons décliné nos propositions.

Pour la justice, c'est le pacte redistributif. Pour le redressement, c'est le pacte productif. Pour la réussite, c'est le pacte éducatif.

J'entends ici synthétiser ces réflexions et présenter le « contrat du changement », celui qu'il faut nouer avec les Français pour les convaincre que les efforts indispensables doivent avoir un sens et correspondre à de nouveaux progrès pour le pays, et en premier lieu pour sa jeunesse.

Faut-il au préalable appréhender les défis qui nous attendent :

Le premier, c'est la nature de la crise que nous traversons. Elle n'est pas mondiale, elle est occidentale. Née aux États-Unis, à travers les excès du capitalisme financier, elle s'est diffusée à l'ensemble des pays développés, mais a laissé intacts les pays émergents : la Chine, le Brésil et d'autres qui, il y a encore quelques années, étaient regardés – y compris en Afrique – comme en développement et qui connaissent aujourd'hui des taux de croissance de l'ordre de 10 %.

Le centre de la mondialisation s'est déplacé et ce processus est irréversible. Songeons que dans vingt ans, en 2030, les pays de l'OCDE ne représenteront que 40 % de la production mondiale contre 60% aujourd'hui.

La crise est européenne plus qu'occidentale : c'est sur notre continent que la croissance est la plus faible, les investissements les plus vastes et les déficits les plus lourds.

Et, au sein de l'Union européenne, c'est le cœur du réacteur, c'est-à-dire la zone euro, qui est apparue la plus vulnérable. Elle s'est révélée incapable de réagir rapidement à la spéculation et pusillanime quand il a fallu mettre en place les mécanismes de solidarité entre les États. Elle est apparue divisée face à l'urgence d'une gouvernance économique et à la responsabilité de partager à seize, la gestion d'une monnaie unique. C'est enfin le sud de l'Europe qui a connu les secousses les plus grandes, et ai-je besoin de préciser que la France en est le centre géographique.

Le second défi, c'est le renforcement des marchés. Les grandes déclarations, notamment celle du chef de l'État en 2008, les promesses de régulation, les incantations, les « plus jamais ça », sont restés lettres mortes. Les banques sauvées par les États mangent désormais la main qui les a nourries. Les agences de notation décriées à juste raison pour leur cécité devant les risques des *subprimes* décident – toute honte bue – du sort des dettes souveraines des principaux pays, justifiant ainsi des plans de rigueur de plus en plus douloureux.

Quant aux *hedge funds*, c'est-à-dire ces acteurs financiers délocalisés dans des paradis fiscaux, ou aux produits dérivés, loin d'avoir disparu, ils sont les vecteurs de la spéculation qui frappe la zone euro.

Donc les choses ne sont pas redevenues comme avant, mais elles sont pires qu'avant. Le G20 de Toronto en a d'ailleurs tiré les conclusions en changeant son agenda. Initialement son ordre du jour portait sur le renforcement de la supervision financière ; il a en fait été consacré à l'ampleur de la consolidation budgétaire que chaque État doit engager dans un délai plus ou moins rapide.

C'est paradoxalement Barack Obama qui a été le plus allant sur la supervision bancaire, sur le soutien de l'activité quand les Européens, pourtant frappés davantage que les États-Unis par la langueur économique, sont aujourd'hui lancés dans une surenchère dans l'austérité.

Le troisième défi, c'est la croissance molle. Pendant que les pays émergents, Chine, Inde, Brésil, poursuivent à folle allure non plus un rattrapage, mais un dépassement de nos économies, tandis que les États-Unis connaissent une reprise plus rapide que prévue, c'est en Europe que les moteurs se sont étouffés : l'effort d'investissement et de recherche s'est relâché, le vieillissement démographique a conduit à un ralentissement de la consommation et les plans de rigueur se multiplient pour conjurer un endettement public dont les États ont, en quelques années, perdu le contrôle.

Le vieux modèle, celui de l'après-guerre, a craqué sans que l'Europe soit capable d'en forger un nouveau. L'Europe n'est sûrement plus social-démocrate ; songeons qu'il n'y a pas si longtemps, dix ans à peine, sur les quinze gouvernements de l'Union, onze étaient dirigés par des Socialistes ; mais l'Europe n'est pas davantage libérale ; elle a certes cédé aux vertiges de la concurrence, mais elle n'a jamais osé en faire son projet.

Le problème c'est qu'elle n'est plus rien ; elle ne porte plus rien, elle ne construit plus rien. Elle s'élargit sans

s'élever. Elle grossit sans prendre du poids. Elle en revient à son « démon » : le particularisme national. Ne blâmons personne ni aucun État en particulier ; chacun est retourné complaisamment chez lui. Quant à l'Allemagne, dont on dresse le procès, elle n'essaye pas d'imposer son modèle au reste de l'Europe, c'est pire : elle a décidé de travailler pour elle-même, considérant que l'Europe n'est plus son cadre de référence, mais plutôt un fardeau qu'elle traîne en maugréant.

Dans ce contexte, le populisme gagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique, en Autriche, en Hongrie, et même dans des pays scandinaves jusque-là à l'abri de ce phénomène.

Voilà la vérité qu'il faut regarder en face, elle n'est pas simplement celle de 2010, elle est déjà celle de 2012.

La France, qui avait l'opportunité de provoquer un sursaut en renouvelant sa relation avec l'Allemagne, n'a plus aujourd'hui les moyens de cette prétention ; elle s'efface ; c'est ce qu'on appelle « le mal-être français » ; il est à la fois économique, financier, social et moral.

Sur le plan économique, la France est depuis plusieurs années à un niveau de croissance quasi nul ; son déficit atteint 140 milliards d'euros pour le seul budget de l'État, ce qui représente la moitié des dépenses. Autrement dit, jusqu'au mois de juillet, c'est l'impôt qui finance les charges publiques et, à partir du 1^{er} août, le Trésor vit à crédit.

Le déficit de la Sécurité sociale atteint 30 milliards d'euros. Ainsi, pour payer une partie des dépenses vieillesse, maladie, famille, il devient nécessaire de recourir à l'emprunt et donc de renvoyer sur les générations futures non

pas simplement la couverture de leurs propres dépenses de protection sociale, mais les nôtres.

Comment admettre ce transfert entre générations ? La dette publique dépassera 80 % du PIB cette année, 90 % à la fin du mandat de Nicolas Sarkozy. Les intérêts de la dette risquent de devenir à partir de 2013 le premier poste budgétaire de l'État, supérieur à celui de l'éducation nationale !

Le mal-être se retrouve également sur le plan social, avec la dilution des protections qui paraissent les plus essentielles : le contrat de travail, la retraite, la Sécurité sociale. Creusement des inégalités non pas tant entre les 10 % de la population les plus favorisés et les 10 % de la population les moins favorisés – l'écart est finalement de 1 à 4 en France, ce qui n'est pas scandaleux – mais entre les 1 % les plus riches de notre pays et les autres ; le gouffre s'est élargi entre une petite minorité de privilégiés et l'ensemble des Français, avec ce sentiment d'un déclassement des plus jeunes par rapport à la situation de leurs parents : diminution de la valeur de leurs diplômes, détérioration de leur position dans la hiérarchie salariale, difficulté d'accéder au logement. D'où cette impression de résignation qui induit un avenir plus difficile que le présent ; terrible idée qui voudrait qu'en définitive la course pour le progrès se soit arrêtée.

Le déclassement n'est plus vécu comme une responsabilité sociale, « la faute au système », mais comme un échec personnel, d'où le malaise au travail.

Le mal-être devient moral.

Nous sommes dans le « régime du contre-exemple », fondé sur la transgression et l'irrespect des règles. Voici

des banquiers intraitables sur les incidents de paiement du plus modeste des particuliers, mais capables de perdre en quelques jours 5 milliards d'euros faute d'avoir contrôlé les opérations d'un *trader*. Voilà des patrons qui appellent leurs employés à la modération salariale au nom de l'intérêt vital de l'entreprise, mais qui s'octroient pour eux-mêmes des rémunérations, des bonus, des stock-options dont le niveau dépasse l'entendement.

Et que dire des ministres qui n'ont pas de mots assez martiaux pour demander à nos compatriotes de sauver les régimes de répartition et qui cumulent, sans gêne, leurs indemnités ministérielles et leur retraite parlementaire ? Il a fallu que le fait soit révélé pour que, n'écoulant que leur vertu, ils en viennent à renoncer à « leurs droits ».

Dois-je être plus long sur le spectacle affligeant des errements successoraux au sein de la plus grande fortune de France ? On se prend à s'interroger sur ce que signifie une donation de plus de 1 milliard d'euros pour un photographe de salon !

Je n'oublie pas le désastre de l'équipe de France de football. Je ne parle pas de la déconvenue sportive – rien de grave de ce côté-là –, mais de la déconfiture morale faite de confusion des genres, de perte de repères et de dilution de l'autorité. Tout n'est pas politique. Et il serait dérisoire de donner à cette somme de manquements une interprétation idéologique ou une lecture sociétale. Mais ce relâchement général dans les comportements, cet individualisme exacerbé, cette méconnaissance assumée de la règle, tout cela fait sens !

Le président de la République est pour l'essentiel la cause des dérèglements actuels : l'injustice dans les choix, l'incohérence dans les décisions, l'ineffectivité des promesses, la concentration des pouvoirs, la protection des

proches, la volonté de nommer à tous les emplois publics, privés, médiatiques... Avec ce paradoxe qui aboutit à ce que le tout-pouvoir débouche sur l'impuissance.

Voilà les défis ! Car nous hériterons de tout. Sachons évaluer toutes les dimensions du legs, car aussi lourd sera le passif aussi impressionnant sera notre devoir. Et ce serait finalement un calcul bien imprudent d'imaginer que les difficultés actuelles seraient mécaniquement « évacuées » par un choc de confiance.

Forger l'alternative crédible est devenu une gageure. Comment résoudre tant de problèmes avec tant de contraintes ? Comment redresser le pays avec si peu de moyens, comment réparer avec si peu d'outils, comment lever l'espoir avec des boulets aux pieds ?

La gauche est devant un dilemme. Soit elle tente de répondre à toutes les demandes, à toutes les urgences, à toutes les sollicitations, et elle additionnera les propositions aux promesses sans être d'ailleurs certaine de satisfaire toutes les attentes, elle perdra en crédibilité, en lisibilité, en sincérité ce qu'elle ne gagnera même pas en surenchères ; soit à l'inverse, convaincue de la rigueur des temps, elle s'en tient à un discours de vérité économique mâtinée de justice sociale et renvoie à plus tard l'affirmation d'une ambition forte pour le pays, elle court alors le péril de l'indifférenciation. Je récuse ces deux options.

Nul besoin d'en rajouter pour vaincre et convaincre ; les Français sont lucides, ils attendent moins un programme complet que des engagements concrets. Ils sont prêts à participer à un effort s'ils l'estiment juste et utile. Mais le sacrifice pour le sacrifice ne peut être une

perspective mobilisatrice, surtout face à une droite qui prétendra en 2012 conjurer le spectre du recours à l'impôt, annoncera qu'elle a changé et défendra contre toute évidence un catalogue de promesses, arguant que demain tout redeviendra possible.

La seule façon de dépasser cette contradiction, c'est de prendre la mesure du moment historique que la France traverse, c'est de relever l'enjeu, de reprendre le récit qui a permis à notre pays de surmonter bien des épreuves, que ce soit la reconstruction après la guerre, la modernisation du pays dans les années 1960, l'Union européenne dans les années 1980 et la monnaie unique dans les années 1990.

À chaque fois notre pays a été capable de mobiliser ses forces et de réussir. Aujourd'hui, l'enjeu c'est la place de la France dans la mondialisation.

De la même façon qu'à la Libération nous avons été capables de conclure un contrat de l'après-guerre, il est nécessaire aujourd'hui dans un tout autre contexte de nouer un contrat de l'après-crise. Ce contrat doit dessiner l'avenir de la France à dix ans, et pas simplement le temps d'une échéance présidentielle. Il s'agit de voir loin pour voir clair.

Ce contrat doit fixer l'objectif de la démocratie de la réussite, c'est-à-dire la possibilité pour chacun d'accomplir ses aspirations tout en contribuant au succès de son pays, la réconciliation de la promotion individuelle avec l'intérêt général, l'émancipation personnelle avec la nation.

C'est la conjugaison de la mobilité et de la solidarité qui doit permettre l'égalité dans les destins possibles.

La démarche que je propose, c'est de fédérer les citoyens sur une ambition qui les unit et les élève.

J'ai beaucoup réfléchi à ce que devait être cet enjeu, cette tâche commune capable de dépasser nos intérêts personnels, catégoriels, générationnels. J'en suis arrivé à cette conclusion simple : c'est pour la jeunesse de notre pays que nous devons nous engager. Pour nos enfants, la France de demain doit être meilleure que celle d'aujourd'hui.

La jeunesse, c'est elle qui souffre le plus de la crise : chômage, précarité, dévalorisation des diplômes, perte d'autonomie, accès au logement plus difficile, sans compter ce que nous lui laissons, une planète abîmée, un environnement dégradé, une dette publique considérable, des retraites non financées. Voilà pourquoi nous devons réduire la fracture générationnelle.

Notre pays dispose d'atouts considérables qui nous distinguent en Europe : la vigueur de la natalité, la présence de jeunes actifs, le renouvellement démographique, une population qui croît régulièrement. Comment peut-on admettre que cette chance devienne une charge ?

Là réside le malaise français. Aujourd'hui, la fracture générationnelle n'est supportée que parce que s'est renforcée la solidarité familiale et que se sont multipliés les transferts que parents et grands-parents accordent à leurs enfants.

La jeunesse doit sortir du cadre privé pour devenir une priorité publique autour de laquelle toutes les générations, toutes les classes sociales sont susceptibles de se retrouver.

Le contrat du changement, c'est le pacte où tous les efforts qui sont faits ont pour contrepartie l'avenir des jeunes : leur formation, leur insertion, leur logement, leur promotion, leur reconnaissance, leur dignité.

Une élection présidentielle, c'est le moment démocratique qui permet de rassembler la nation autour d'un thème fédérateur.

Chaque grand rendez-vous a correspondu à une grande ambition ; on pouvait la contester, elle exprimait néanmoins une aspiration largement majoritaire : la volonté de changement en 1981, la France unie en 1988, la fracture sociale en 1995, la sécurité en 2002, le « travailler plus » en 2007. À chaque fois, un sujet prend le pas sur les autres ou plutôt les résume tous.

On dit souvent qu'un pays qui sacrifie sa jeunesse n'a pas d'avenir ; à l'inverse, une nation qui consacre sa jeunesse se construit un futur.

Cette ambition nous permet de retrouver le récit national, ce que j'appelle « le rêve français », celui qui émerge avec la Révolution française, qui se prolonge avec la République, le Front populaire, la reconstruction et Mai 1981.

Qu'est-ce que « le rêve français » ?

C'est l'idée du progrès, pas seulement de la croissance, mais du développement humain, c'est la conviction que, par le savoir, l'éducation, la science, l'humanité avance et que, par la force de la nation, les périls peuvent être conjurés. C'est la justice sociale mais aussi générationnelle. C'est l'accomplissement personnel dans la solidarité nationale. C'est la chance de l'égalité : l'égalité des capacités, l'égalité dans les choix.

Voilà ce qu'est le rêve français, une double confiance : dans l'avenir et dans la démocratie, qui doit être plus forte que les marchés, l'argent et les croyances.

Écoutant Barack Obama au lendemain de son élection évoquer ce moment historique pour les États-Unis d'avoir

pour la première fois un président noir, je pensais qu'il se définirait comme un président de la rupture ; n'est-ce pas Nicolas Sarkozy lui-même qui avait prétendu engager tel processus par rapport à un gouvernement dans lequel il siégeait...

Mais en réalité, qu'a dit Barack Obama ? Il s'est inscrit dans le rêve américain. Il s'est placé comme son plus emblématique continuateur.

Le rêve français est différent du rêve américain. Il est l'achèvement de la promesse républicaine autour de l'école, de la laïcité, de la dignité humaine et de l'intérêt général.

Le rêve français, c'est le creuset républicain qui permet à toutes les couleurs de peau d'être à égalité de devoirs et de droits.

Le rêve français, c'est l'affirmation de valeurs universelles qui vont bien au-delà des frontières et qui font que la nation n'est pas un espace limité, mais est, comme l'affichaient les révolutionnaires de 1789, ouverte à tous ceux qui partagent cette belle ambition.

Le rêve français n'est pas une nostalgie, c'est un projet. Il se retrouve dans les trois pactes que j'ai présentés.

Le pacte productif, c'est la marche vers le progrès. Il faut produire plus. En matière industrielle, mais aussi de services, si nous ne produisons pas mieux pour être plus compétitifs, quel sera le ressort de la France ?

Il faut aussi produire autrement, et c'est tout l'enjeu de l'économie verte : consommer autrement, se déplacer autrement, se loger autrement. Tout cela constitue un formidable gisement d'emplois, à condition d'engager des réformes sur le financement de notre économie, sur la politique énergétique, sur la politique fiscale.

Le pacte redistributif, c'est la marche vers l'égalité. Je me félicite que la réforme fiscale figure désormais au rang des premiers principes du projet socialiste. Elle n'est pas une punition, pas davantage un moyen de trouver un « trésor caché » qui nous dispenserait de l'effort. Ce serait tellement simple s'il suffisait de capter les patrimoines des 1 % les plus favorisés pour couvrir toutes nos dépenses collectives.

La réforme fiscale est un préalable. Elle donne la transparence, la clarté, la progressivité indispensable pour convaincre nos concitoyens de consentir à une contribution. La réforme fiscale a une double vocation : redistribuer justement et financer efficacement.

Le débat n'est plus de savoir s'il y aura des augmentations d'impôts en 2012 ou pas ; il y en aura ; la seule question c'est de savoir lesquelles, sur qui et comment.

Ce sera l'un des enjeux de 2012 ; si la gauche tombe dans la caricature de n'annoncer que des impôts, elle perdra ; mais si la gauche n'a pas le courage de réformer nos prélèvements, alors gare...

La redistribution, ce n'est pas seulement la fiscalité ; c'est la sélectivité dans les dépenses publiques ; c'est la conditionnalité des prestations, c'est la personnalisation des règles.

Ainsi, s'il est légitime de demander un effort, y compris pour les retraites, faut-il s'assurer que ce ne sont pas les plus fragiles, ceux qui ont commencé tôt leur activité professionnelle, qui seront victimes de la réforme.

Enfin, il y a le pacte éducatif, c'est la marche vers l'avenir. C'est l'engagement que nous devons prendre à l'égard des jeunes. C'est une grave faute de la part de ce gouvernement d'avoir réduit la préscolarisation. Une autre est d'avoir

supprimé de nombreux postes d'enseignants, obligeant à relever les effectifs par classe dans de nombreux établissements, y compris dans les zones sensibles. C'est une troisième erreur d'avoir gravement mis en cause la formation des enseignants.

Pour demain, s'il faudra sanctuariser les moyens de l'éducation nationale, il sera nécessaire de changer notre organisation : faire davantage pour l'accompagnement individuel dans le cadre du tronc commun et revoir les rythmes scolaires. C'est en France que le système est le plus sélectif, voire punitif, à l'égard des élèves qui sont en difficulté ; il faudra faire davantage d'émulation, de reconnaissance, d'encouragements. Repenser l'orientation et ne pas laisser des élèves dans des filières qui n'ont aucun débouché ; rapprocher les universités et les grandes écoles pour qu'il y ait plus d'étudiants dans les filières d'excellence ; revoir la formation sur toute la vie à travers une dotation universelle qui offre à chacun la possibilité d'accéder à une deuxième voire une troisième chance.

Mais le pacte éducatif, c'est aussi la priorité pour l'entrée des jeunes dans la vie active.

Je lance l'idée d'un « contrat de génération ». Si nous voulons que davantage de jeunes aient des contrats à durée indéterminée à un âge qui ne soit pas trop tardif et si nous voulons que des seniors puissent travailler plus longtemps et accéder à une retraite à taux plein, faut-il encore qu'ils puissent les uns et les autres travailler.

Le contrat de génération associe en définitive trois acteurs : l'employeur, le junior et le senior. Le premier serait exonéré de cotisations sociales chaque fois qu'il embaucherait un jeune en contrat à durée indéterminée et qu'il garderait un senior, permettant le transfert d'expériences.

Cette formule aurait plusieurs avantages ; d'abord des rentrées de cotisations du côté du jeune et du senior, ensuite un emploi plus précoce pour le junior et la certitude pour le senior d'avoir un taux de remplacement élevé au moment de son départ en retraite.

* *
*

En 2012, nos concitoyens se détermineront à partir de trois critères.

Le premier sera celui de la crédibilité.

Qui peut être président de la République ? Nicolas Sarkozy dira qu'il a quelques prétentions puisqu'il l'a déjà été. C'est incontestable, mais ses résultats ne lui donnent pas le droit de recommencer !...

Le second est celui de la justice.

Qui est capable d'assurer que le redressement de notre pays sera fondé sur l'équité, la solidarité et le respect ?

Le troisième est plus mystérieux, c'est celui de l'espérance.

Il faut conjuguer lucidité et volonté. Montrer une capacité de réussir là où tant d'autres ont échoué. Et offrir une mobilisation autour d'une grande cause.

La méthode, c'est de définir un but ultime qui dépasse tous les autres. C'est d'inscrire une stratégie dans le temps. C'est de proposer un contrat qui donne une contrepartie à l'effort et, enfin, c'est la justice, qui doit être à la fois un levier et un objectif. Les conditions d'une victoire en 2012 pour la gauche sont objectivement réunies, ce qui

pourtant, forts de notre expérience, ne nous rassure pas. L'impopularité du président de la République, le rejet personnel dont il est l'objet, la connivence avec l'argent qui est la marque de son quinquennat, tout cela paraît difficilement réversible. La crise amplifie les contraintes, lesquelles s'ajoutent à des choix malencontreux en terme de finances publiques. Les promesses du candidat UMP de 2007 sont autant de fardeaux pour celui de 2012. Enfin, l'unité dont la droite avait fait preuve en 2007 s'est fissurée et les rançunes paraissent insurmontables... comme en 1981.

Mais nous-mêmes, serons-nous capables de rassembler ?
Là est l'enjeu.

Notre rival de droite, aussi décrié qu'il soit, a du ressort, une capacité pour brouiller, pour confondre, pour promettre. Il cherchera à faire surgir des peurs, à instrumentaliser des inquiétudes et à instruire à la gauche tous les procès possibles. Une campagne est toujours pleine d'imprévus.

Alors comment faire si nous voulons être prêts ?

Il faut admettre la difficulté des temps, marquer des priorités, appeler à l'union. Et la démocratie est une voie de la réussite.

Gagner une élection présidentielle, c'est d'abord rassembler son camp ; il y aura sûrement des actes à poser au lendemain de la primaire pour éviter à la gauche de se disperser. C'est enfin rassembler au-delà. Comment mieux unir qu'en offrant cette priorité pour la jeunesse de France, non pas pour la flatter ou pour la calmer parce que nous la craignons, mais pour lui faire partager la responsabilité à son tour de poursuivre le rêve français ? Ce rêve qui a fait avancer depuis deux siècles, notre grande nation. Une

LE RÊVE FRANÇAIS

nation qui a fait le choix du monde, qui a fait l'Europe et qui sait que son premier devoir c'est de faire réussir d'abord la génération qui vient.

Le contrat pour le changement est pour les jeunes d'aujourd'hui et pour la France de demain.

Un pacte productif pour préparer l'avenir

Discours de Paris, 19 janvier 2010

NOUS ÉTIIONS à Lorient il y a quelques mois, nous évoquions les conséquences de la crise sur les équilibres budgétaires, les recettes fiscales comme sur l'endettement. Nous en concluons à l'urgence d'un contrat de l'après-crise qui puisse porter à la fois sur la redistribution, l'éducation et la production.

Après avoir relevé la gravité de la situation des finances publiques de la France avec un niveau de déficit qu'elle n'a jamais connu dans son histoire et qui ne se réduira pas avec un rythme de croissance aussi faible (moins de 2 %), nous ouvrons cette seconde étape de nos réflexions avec un constat sur l'état des forces productives. Celui-ci peut également faire surgir bon nombre d'inquiétudes.

La France sort de la crise affaiblie ; le chômage va dépasser 10 % de la population active : 350 000 emplois ont été détruits pour la seule année 2009, le nombre des faillites a atteint un record depuis 1993 ; le déficit commercial, qui était déjà considérable avant la crise (60 milliards d'euros), reste à un niveau élevé en 2009 malgré le recul des importations (plus de 45 milliards) ; il est à craindre qu'en 2010 le solde commercial reste largement supérieur à 50 milliards d'euros.

Le problème de l'économie française est donc double : les gains de productivité se font au détriment de l'emploi sans que les salaires y trouvent leur compte, les entreprises souffrent d'un défaut de compétitivité structurelle et les parts de marché se rétractent ; ainsi, le rang de la France dans la mondialisation recule.

Autrement dit et sans tomber dans je ne sais quelle facilité de langage, nous sommes dans le déclin. La désindustrialisation en est le premier symptôme. Dès lors que notre économie conjugue chômage élevé, déficits publics considérables et compétitivité dégradée, nous sommes entrés dans un processus de déclassement.

Comment comprendre cette tendance ? **Cinq explications peuvent être avancées :**

1. L'euro a été une bonne protection, y compris pendant la crise, par rapport aux fluctuations des monnaies et à la spéculation financière. Cependant, le niveau de la monnaie européenne par rapport au dollar et au yuan pénalise davantage l'économie française que d'autres, notamment allemande. Ainsi, quel que soit le respect que l'on doit à l'indépendance de la Banque centrale européenne, il faudra bien que la question des parités à l'échelle du monde soit repensée ou redéfinie si l'on veut éviter que s'installent des distorsions de concurrence préjudiciables à nos entreprises.

2. La mauvaise spécialisation industrielle pénalise d'autant plus l'économie française au moment où le commerce international se rétracte ; à l'inverse, l'Allemagne bénéficie d'une structure industrielle qui la prémunit des évolutions de prix et de volume.

3. Le sous-investissement des entreprises pendant une décennie et la faiblesse de l'effort de recherche affectent durablement notre compétitivité.

4. La formation de la main-d'œuvre est trop inadaptée à la mutation des métiers et aux besoins des entreprises.

5. Le retard avec lequel a été engagée dans notre pays la transition écologique nous prive de champions nationaux dans ces domaines.

Comment en sortir ? La technique la plus sommaire consiste à procéder à des coups de menton, à convoquer des PDG récalcitrants dans le bureau présidentiel, à affirmer qu'il y a désormais une volonté, un impératif et à décréter la mobilisation générale !

Cette démarche, qui fait de moins en moins illusion, n'a guère de chances de réussir. Les problèmes structurels sont trop lourds pour s'effacer devant l'incantation médiatique. Mieux vaut prendre la dimension de ce qui non seulement est là, mais qui nous menace si rien n'est corrigé.

En effet, si nous laissons les déficits commerciaux se perpétuer avec cette ampleur, nous serons contraints d'une manière ou d'une autre à réduire notre niveau de vie soit en limitant le volume des importations soit en acceptant qu'une épargne étrangère vienne acquérir une partie de nos biens industriels ou de nos actifs financiers.

Je ne suis pas là pour faire peur, mais pour éclairer sur les conséquences douloureuses des tendances qui sont désormais à l'œuvre.

Face à cette situation, il y a trois attitudes possibles, mais aucune n'est satisfaisante :

La première serait de réduire les coûts du travail et notre protection sociale pour nous adapter à la mondialisation et redresser notre compétitivité en donnant aux entreprises plus de marges pour ne pas trop perdre de

parts de marché ; ce choix aboutit à abaisser le pouvoir d'achat des salariés.

La deuxième stratégie possible consisterait à introduire au niveau national ou au niveau européen un protectionnisme à l'égard des produits provenant des pays émergents. La tentation est forte, même si l'on y a jusque-là résisté. Je peux comprendre que l'on puisse introduire une taxe carbone aux frontières et être plus vigilants sur le *dumping* social et fiscal, mais je récuse l'idée simpliste que le relèvement des tarifs douaniers, si tant est que l'Europe nous y autorise, puisse être un levier efficace. Il y aurait sans doute moins d'importations, mais également moins d'exportations. Là encore, le protectionnisme, dès lors qu'il ne répercute pas dans les prix le bénéfice de la concurrence mondiale et maintient artificiellement à l'abri les entreprises, provoque des comportements de rente. Il en ressort une inflation plus forte qui ampute le pouvoir d'achat des ménages.

La troisième attitude consiste à accepter de gré ou de force la décroissance. Ainsi nous limiterions nos besoins en modifiant nos modes de vie conformément à ce que l'on serait capable de produire : puisque la France serait devenue une économie à faible teneur en croissance, pourquoi ne pas théoriser cette situation ? Pourquoi ne pas faire de ce mal un bien et nous organiser pour moins consommer, moins produire et mieux répartir ? Cette présentation, même vertueuse, n'est rien d'autre que du malthusianisme, cette vieille théorie consiste à admettre le rationnement de la richesse et à débattre de sa seule redistribution. Là encore, c'est une réduction du pouvoir d'achat.

Si nous récusons le libéralisme, si nous repoussons le protectionnisme et le malthusianisme, **alors il nous faut présenter une autre conception du développement.**

C'est le fondement d'une nouvelle social-démocratie.

Qu'était la social-démocratie au lendemain de la guerre ? Un système de régulation de l'économie autour de l'État, des mécanismes de redistribution par la Sécurité sociale et une répartition de la valeur ajoutée dans l'entreprise à travers un compromis social. Il nous faut reposer les termes de cette doctrine en fonction des défis que nous avons à relever pour le XXI^e siècle.

Faut-il néanmoins revenir sur notre conception du progrès et de la croissance ?

Le progrès ne peut plus être simplement l'accumulation de biens ou même de services ; il doit prendre en compte le bien-être et la promotion personnelle ; il appréhende la santé comme l'espérance de vie, l'environnement. Il ne se réduit pas à tels ou tels agrégats monétaires ou à des indicateurs de production ou de revenus.

Nous devons donner une dimension extensive du progrès, de ce qui donne du sens à la vie, ce qui permet de l'enrichir, ce qui affirme une dignité du travail et même de la consommation et prépare l'avenir ; c'est-à-dire éviter de créer pour les générations futures des contraintes supplémentaires à celles que nous avons nous-mêmes supportées.

Le progrès doit être élargi à tout ce qui est culturel, social, humain et s'inscrire dans une perspective de développement global.

Mais il doit y avoir progrès ; si nous renoncions d'une façon ou d'une autre à porter cette valeur, nous infligerions à notre société des reculs considérables. Si nous sommes aujourd'hui des progressistes, c'est parce que nous avons espérance non pas simplement dans la science, même si elle permet d'avancer, non pas simplement dans

la technologie en tant que telle, même s'il faut la valoriser, mais dans une société qui avance par la volonté humaine et la mobilisation de l'ensemble de ses ressources.

La croissance découle de cette démarche. Elle est ce qui va traduire le progrès : **la croissance, c'est ce qui a été créé quand on retire tout ce qui a été supprimé ou détruit.**

Elle est la condition indispensable pour créer des emplois, financer la protection sociale, réduire les déficits et dégager du pouvoir d'achat.

Je considère que le socialisme et le développement vont de pair et qu'il ne peut pas y avoir de progrès sans qu'il y ait croissance. Mais ces leviers ont changé. **Certes demeure la technologie**, mais elle est désormais incorporée non plus seulement à la fabrication des biens, mais à la fourniture de services. Il est devenu désormais difficile d'établir une distinction entre industrie et services ; les entreprises doivent répondre à un « besoin fonctionnel » ; il ne s'agit pas simplement de fabriquer un bien mais d'accompagner, élargir, démultiplier l'utilisation de ce produit. C'est cette alliance entre usages et fabrications, c'est-à-dire entre manufacture et intelligence humaine, qui va permettre la croissance de demain.

C'est ce que l'on appelle « l'économie des usages », qui devient aussi importante que « l'économie des produits ».

Le second levier c'est la transition écologique ou croissance verte ; la mutation que vont connaître des secteurs comme la construction, le bâtiment, l'automobile va générer des emplois nouveaux comme la diversification énergétique.

Le troisième levier, c'est la valorisation du capital humain : la qualité de la formation, l'efficacité du travail, la productivité des salariés par leur implication dans le processus productif au sens le plus large.

Le dernier levier est celui des territoires : les collectivités locales deviennent des facteurs de croissance. Sans rentrer dans le débat d'actualité de la réforme territoriale, il y a quand même un grand paradoxe : pourquoi affaiblir les collectivités locales au prétexte de chercher des économies au moment où la pertinence de leur intervention sort renforcée de la crise ? Qui soutient les PME ? Qui favorise le lien entre les universités et les entreprises, qui contribue à l'installation des chercheurs si ce n'est en définitive les collectivités, même si elles outrepassent la limite de leurs compétences ?

Nous avons donc aujourd'hui besoin de redonner du sens au progrès, urgence à affirmer une stratégie de croissance : nous disposons des leviers qui nous permettent d'y prétendre.

D'abord, l'État, qu'est-ce qui relève de l'État ?

Aujourd'hui, il est appauvri, affaibli, amaigri. Pourtant il reste le seul acteur légitime, s'il sait ouvrir les concertations indispensables, pour définir une stratégie nationale.

Il a fallu que Nicolas Sarkozy improvise le grand emprunt, convoque une commission avec deux anciens Premiers ministres à sa tête pour que l'on découvre les vertus et les mérites de feu le commissariat général au plan. Et l'on a vu cette situation cocasse où la plupart des dirigeants des grandes entreprises françaises sont venus

présenter leurs projets à une instance dont nul ne savait vraiment ce qu'elle avait à y faire en espérant récupérer malgré tout une part du produit du grand emprunt !

S'il y avait eu un « commissariat général au plan », les secteurs stratégiques auraient été depuis plusieurs années identifiés, les programmes d'investissement de l'État auraient été prêts, les collectivités locales auraient été associées à ce projet ainsi que les partenaires sociaux ! Une ambition collective pour le pays aurait été définie et les financements depuis longtemps évalués à défaut d'être trouvés.

Néanmoins, définir une stratégie ne suffit pas. Il faut être capable de la mettre en œuvre. C'est l'idée du contrat de l'après-crise ; il pourrait affirmer cinq engagements :

1. **La valorisation du capital humain**, à travers notre capacité de qualifier et de former les générations qui viennent et de donner à notre pays et à chaque individu les possibilités de réussir.

De ce point de vue, trois décisions s'imposent :

– **Conditionner les exonérations de cotisations sociales** à la conclusion d'accords avec les partenaires sociaux sur la formation, l'insertion des jeunes et l'emploi des seniors.

– **Attribuer un « chèque éducation sur toute la vie »** qui permettrait d'assurer une « compensation formation professionnelle » aux personnes sorties précocement de l'école.

– **Élargir l'enseignement supérieur**, ses moyens financiers comme son accès. Ne croyons pas que nous avons

réalisé la démocratisation de la formation postbac ; les filières d'excellence doivent être davantage ouvertes et les rapports entre grandes écoles et universités facilités. Aussi conviendrait-il de mettre en place un **système d'allocations ou de prêts publics** au financement des études pour que les étudiants puissent, avec des contreparties, notamment en termes d'orientations et de choix de certaines filières, poursuivre des parcours universitaires professionnalisés.

2. Le capital technologique.

Un consensus s'est dessiné depuis plusieurs années, mais il manque deux volontés : l'une publique, en relevant l'effort de recherche, y compris à travers des ressources extras-budgétaires, l'autre fiscale, en repensant le crédit impôt recherche pour qu'il soit attribué aux entreprises qui confient une partie de leurs travaux de recherche aux laboratoires universitaires.

3. Le développement de l'entreprise.

– **En donnant les moyens aux PME de devenir grandes.** L'accompagnement des petites entreprises est indispensable ; celles-ci sont en définitive en France très petites ; elles emploient en moyenne six salariés contre plus de vingt aux États-Unis ; elles créent beaucoup d'emplois, mais en définitive occupent peu de parts de marché.

Le développement des PME suppose un certain nombre d'adaptations sur le plan fiscal ; aujourd'hui, les prélèvements obligatoires sont d'autant moins importants que l'entreprise est grande. Ainsi, la fiscalité des entreprises (l'impôt sur les sociétés et d'une manière générale les contributions sociales) est plus lourde sur les petites

entreprises que sur les grandes. La raison en est simple : les dispositifs comme le crédit impôt recherche, les règles du bénéfice mondial, voire les normes d'amortissement des investissements avantagent les grandes entreprises ; c'est une inégalité dans la compétition et un handicap pour le développement de l'emploi.

De la même manière, si nous voulons favoriser l'investissement, il faut que les bénéfices réinvestis soient imposés à faible niveau ; en revanche, les bénéfices distribués aux actionnaires doivent être davantage taxés.

Un « biais », au moins pour quelques années, serait introduit en faveur de la création de richesse et en défaveur des actionnaires.

– **En créant une charte entre l'entreprise et les pouvoirs publics** (aussi bien État que collectivités), pour que soient clairement précisés les conditions des aides publiques et les contreparties aux interventions sur la mutation technologique, la localisation d'activité ou le respect d'engagements sociaux. Cette charte doit être opposable.

– **En introduisant une plus grande participation des salariés à la gouvernance des entreprises.** Elle peut intervenir dès le stade initial de l'information, de la consultation des instances représentatives du personnel, mais aussi par la présence des salariés dans les conseils d'administration.

– **En favorisant la transition énergétique.** Un consensus s'est créé après le Grenelle de l'environnement et avant Copenhague ; ne nous en plaignons pas, mais il ne peut pas rester sans conséquence.

Cette transition sera difficile. Comment passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables ? Comment accélérer la mutation électrique dans la fabrication

automobile, isoler thermiquement l'ensemble des logements ?

Nous proposons que, **sur dix ans, 30 milliards d'euros soient consacrés à cette mission sous la forme de crédits publics.**

– **Enfin, en maîtrisant davantage le crédit.** La production et la finance ne sont pas contradictoires, au contraire ; nous avons le devoir d'assurer le financement du système productif ; beaucoup se reposent aujourd'hui la question de la maîtrise publique du crédit. Jacques Juillard est allé jusqu'à demander la nationalisation du crédit ; j'y ai vu une nostalgie, mais aussi une forme de prise de conscience : remettre une logique économique dans la distribution des prêts bancaires.

Nous avons suffisamment d'éléments de régulation qui nous permettent, si nous les utilisons, d'affecter les crédits aux entreprises qui en ont le plus besoin sans qu'il soit nécessaire d'élargir la propriété publique.

Il existe en effet un établissement financier de long terme, la Caisse des dépôts, qui participe en plus au capital de nombreuses entreprises ; il demeure dans le système financier une banque publique, la Banque postale, qui peut devenir une référence.

Parallèlement, il faut créer des produits financiers spécifiques ; de la même manière qu'avec le livret A il a été possible de financer la construction pendant des années de logements sociaux, pourquoi ne pas proposer des produits financiers, des livrets d'épargne qui pourraient être dédiés au financement des PME ?

Une intervention publique ne suppose pas toujours des dépenses publiques supplémentaires ; elle peut parfois consister à mobiliser un certain nombre de moyens et à lever de l'épargne supplémentaire.

Capital humain, capital technologique, capital financier, capital d'entreprises, nous avons besoin de mobiliser toutes les énergies.

Il faut une volonté, un État qui donne le sens, mais aussi le cadre ; c'est le contrat de l'après-crise.

Un contrat suppose de nouer une relation durable et respectueuse avec l'ensemble des partenaires : les entreprises, les employeurs, les partenaires sociaux, les collectivités locales, le secteur public ; nous avons donc besoin, pour une nation qui s'interroge sur son avenir, d'un « instrument » qui nous engage tous.

Ce contrat ne peut pas être unilatéral et exiger des efforts sans contrepartie ; pour le monde du travail, une meilleure insertion, une meilleure sécurité, une meilleure promotion ; pour les entreprises, une donne fiscale et des conditions financières claires et stables.

Ce qu'il faut promouvoir, c'est une stratégie qui soit à la fois un ajustement (il va falloir limiter nos déficits) mais qui soit également un acte positif (une sortie par le haut).

Je reviens au socialisme ; ce que nous avons à porter, c'est un message qui est contradictoire avec le libéralisme, c'est une confrontation, mais c'est aussi un rassemblement et une concorde.

Ce qui fait problème dans la gestion actuelle : le président de la République introduit toujours dans ses politiques et ses discours une part de division, de stigmatisation, de défiance.

Notre rôle, notre mission, notre devoir, c'est à la fois de marquer les enjeux, de souligner les différences et ensuite d'être capables, de réussir le compromis indispensable.

C'était déjà l'idéal des socialistes au début du xx^e siècle ; la lutte des classes était une contradiction majeure dans la société, mais elle n'empêchait pas de rassembler la nation autour de principes qui dépassaient les catégories pour s'incarner dans l'intérêt général.

Cet intérêt général n'est pas simplement celui d'un seul pays, c'est aussi celui de l'Europe ; nous ne pouvons pas concevoir un pacte productif sans lien avec le reste du continent.

Il nous appartient de tracer ce contrat, de nouer le compromis, de réouvrir la perspective du progrès et de rassembler les Français.

La France de l'après-crise sera fondamentalement différente de ce qu'elle était jusque-là. Elle doit faire face à trois défis : produire plus pour élever le niveau de croissance et d'emploi, produire différemment, en respectant la planète, et mieux produire pour nous prémunir des risques qui s'amplifient (santé publique, environnement, développements industriels, mondialisation). Au lendemain de la guerre, le Conseil national de la Résistance avait bâti un nouveau contrat social avec la nation pour reconstruire le pays et forger un nouveau système de protection sociale. Aujourd'hui, toutes choses égales par ailleurs, **nous devons proposer un contrat d'après crise qui fonde les conditions d'une nouvelle croissance.**

Le réarmement de notre économie part du constat qu'il n'y a pas de développement durable et équilibré sans complémentarité entre le redressement de

l'investissement, la répartition des revenus et la qualification des actifs.

Nous devons réorienter notre appareil de production vers de nouvelles technologies, diversifier les services aux personnes et renforcer l'attractivité territoriale. Le pacte productif doit allier éducation, recherche et formation avec la priorité donnée au développement de l'entreprise.

Parallèlement, une transition énergétique doit être engagée.

1. Élargir l'enseignement supérieur.

L'accès à la connaissance et aux filières, notamment celles d'excellence (grandes écoles), doit être élargi. L'Université doit avoir les moyens d'assurer l'insertion complète de ses étudiants sur le marché du travail. L'orientation des étudiants doit être entièrement revue.

Pour que chaque étudiant ne se consacre qu'à ses études, nous devons mettre en place un système d'allocations et de prêts publics au financement des études, accessibles dans l'université et assortis de conditions de remboursement liées aux revenus futurs du diplômé.

2. Mutualiser l'effort de la recherche.

Les dépenses de recherche en France sont insuffisantes et le lien entre recherche et innovation se fait mal. Pour corriger ces défauts, il faut décloisonner les différents domaines et formes de recherche, en créant des plates-formes de mise en commun des connaissances, compétences et recherches (biotechnologies, nanotechnologies, sciences cognitives, écotechnologies).

Il s'agit de créer **au niveau régional**, sur le modèle des *Kompetenznetze* allemands, « des guichets uniques » mettant à la disposition des entreprises, notamment des PME/PMI, les produits de la recherche. La recherche publique et l'innovation privée doivent être mises en synergie. **Le crédit d'impôt recherche (CIR) doit être attribué aux entreprises qui confient tout ou partie de leur recherche aux laboratoires universitaires et aux organismes de recherche publique.**

3. Donner à chacun les moyens de se former en continu.

Rien ne sert d'investir dans de nouvelles technologies si l'ensemble de la population ne peut se les approprier. La formation continue doit permettre à chaque salarié de rester le plus en phase avec les évolutions du marché du travail ; il est donc nécessaire de **renforcer les moyens du Pôle emploi pour déployer un réseau de liens avec les employeurs, conditionner les exonérations de charges sociales patronales à la conclusion d'accords avec les partenaires sociaux sur la formation et l'emploi des jeunes ; un chèque éducation sur toute la vie doit assurer une « compensation formation » aux personnes sorties précocement de l'école.**

4. Impliquer les salariés dans la gouvernance des entreprises.

Une plus grande participation des salariés à la gouvernance des entreprises, au sein des conseils d'administration, est une condition nécessaire pour que ceux-ci se sentent impliqués et concernés par les choix de l'entreprise et fassent valoir leur droit à la formation continue.

La participation financière aux résultats de l'entreprise doit être entièrement revue à travers la promotion des mécanismes collectifs d'épargne salariale.

5. Donner les moyens aux PME de devenir grandes.

En France, les PME restent de taille moyenne et n'acquièrent pas de stature européenne. Ainsi, une PME française emploie en moyenne six salariés contre plus de vingt aux États-Unis. Les PME détiennent 12 % des marchés des grands comptes (23 % aux États-Unis) alors qu'elles représentent 59 % de l'emploi. **Il faut réserver une partie des marchés aux PME**, ce qui suppose de plaider cette cause auprès de la commission européenne.

L'investissement suppose une relation de long terme (dix ans) avec les financeurs. Or les banques accordent peu de prêts de ce type et les autres financeurs considèrent que les projets des PME sont sous-dimensionnés. **L'État doit faciliter l'accès des PME au crédit en accordant sa garantie aux emprunts destinés à financer des investissements innovants et/ou durables.**

L'impôt sur les sociétés doit favoriser les bénéfices réinvestis par rapport aux bénéfices distribués. Une modulation des taux doit être introduite.

6. Organiser la transition énergétique.

Nous devons mettre la réforme fiscale en cohérence avec l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment en soumettant à contribution toutes les entreprises. À court terme, il conviendra de maintenir à son niveau actuel la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) quel que soit le cours du baril de pétrole.

Il faut lancer un « **plan de transition énergétique** » **sur dix ans** par le financement de l'isolation des logements existants, le développement des sources d'énergie renouvelable et l'offre de transport collectif (train, tramway et tram-train). Ce plan sur dix ans visant à modifier le mix énergétique de notre pays serait engagé par un investissement de l'État et des collectivités locales de 3 milliards d'euros par an (soit l'équivalent de la perte de recettes sur la TVA de la restauration).

Cet élan contribuera à repositionner la France sur les marchés des technologies propres porteuses de croissance à long terme (énergies renouvelables, stockage de l'énergie, éolien, photovoltaïque, véhicules propres). Il faut ainsi inciter les investisseurs à préférer les « technologies préventives » aux « technologies curatives » (nettoyage, dépollution, etc.).

La Caisse des dépôts doit devenir la Caisse du développement durable et assurer en partie le financement de cette mutation, entraînant à ses côtés d'autres acteurs comme la Banque européenne d'investissement.

Un pacte éducatif pour démocratiser la réussite

Discours de Paris, 4 mai 2010

J'AVAIS ÉVOQUÉ, c'était à Lorient il y a un an, ce que me paraissait devoir être le projet pour 2012 à travers trois pactes permettant d'unir la nation autour d'un objectif commun, la réussite.

Le premier, c'est le pacte redistributif, à travers une réforme fiscale. C'est la condition de la justice. C'est la réforme préalable à toutes les autres. Les raisons qui justifient l'impopularité du président actuel n'ont pas d'autres fondements que le sentiment d'iniquité dans ses choix ; d'où la défiance de la nation devant l'effort demandé pour réduire son endettement, redresser ses comptes sociaux ou relever ses investissements.

Aussi, si nous voulons susciter la confiance sans laquelle rien ne peut être bâti, il nous revient de placer l'égalité au cœur de nos arbitrages ; c'est tout le sens de la réforme fiscale.

Le second, c'est le pacte productif, celui qui prépare l'avenir du pays. Avec la crise comme accélérateur, le centre du monde est en train de basculer des pays développés vers les pays émergents. On peut craindre cette évolution, mais elle est inscrite. Elle ne nous décline pas, elle ne nous met pas de côté, mais elle pose le dilemme de la marche en avant ou du déclin. Dans la mondialisation choisit-on simplement de préserver, de protéger ou fait-on le pari de la conquête à travers l'investissement, la formation, la mobilisation de nos forces productives. Le pacte productif, c'est le chemin qui conduit au progrès.

Enfin vient le pacte éducatif. Il n'est pas simplement une assurance individuelle grâce à la dotation en faveur de chacun des savoirs essentiels, il constitue un défi collectif à travers la valorisation du capital humain.

Il ne s'agit pas de donner à l'école un rôle qu'elle ne peut assumer elle seule. On la charge de tout, à la fois de la promotion personnelle, de la mobilité sociale, de la lutte contre les violences, de la conscience civique et même de la performance économique.

Pauvre école ! Pourquoi cette institution serait-elle chargée de résoudre tous les problèmes que notre société ne parvient pas à régler ? En même temps, nous savons bien que l'éducation sous toutes ses formes, y compris la dimension de l'éducation populaire, c'est l'arme par laquelle nous pouvons honorer la promesse républicaine.

Cette espérance s'appelle « la réussite ». Réussite pour chacun d'entre nous, réussite pour le pays. L'enjeu éducatif, c'est le destin de la nation.

Nous organisons ce colloque à un moment où la crise a encore accentué le déséquilibre entre les générations. Je considère aujourd'hui que la jeunesse risque d'être la génération sacrifiée.

La plupart des arbitrages implicites ou explicites rendus par les pouvoirs publics, et ils ne remontent pas simplement à quelques années, ont en définitive donné la préférence à ceux qui sont dans l'emploi, détiennent un logement, bénéficient d'une couverture sociale comme de la perspective d'une retraite convenable par rapport à celles et ceux qui demandent tout simplement à accéder à l'ensemble de ces conditions de vie. La crise a élargi cette distance entre les générations.

Songons que le taux de chômage pour les 18-25 ans atteint aujourd'hui 24 % contre un peu plus de 9 % dans l'ensemble de la population. Nous sommes au 24^e rang sur les vingt-sept pays de l'Union européenne en matière d'emploi des jeunes ; un jeune sur cinq est considéré comme pauvre (c'est-à-dire vit avec des ressources inférieures à 60 % du revenu médian) contre un peu plus de 13 % pour l'ensemble de la population. Les diplômés mettent, au moins pour un tiers d'entre eux, près d'un an avant d'accéder à un emploi et davantage s'ils prétendent à un contrat à durée indéterminée.

Nous avons à l'égard de cette génération un devoir moral, mais aussi une exigence politique.

Pour l'ambition que nous portons en faveur de l'égalité, nous devons réconcilier non pas seulement les classes sociales, mais aussi les générations. Nous devons faire de la jeunesse la priorité majeure de nos engagements pour 2012.

Une élection présidentielle se gagne toujours autour d'un thème fédérateur. C'est le-la candidat(e) qui arrive à convaincre les citoyens de la primauté d'un sujet considéré comme essentiel pour le pays et susceptible de dépasser les clivages de classes ou d'âges qui l'emporte.

Je considère que c'est l'avenir de la jeunesse qui peut aujourd'hui rassembler le pays.

Cette démarche peut permettre aux plus âgés de dépasser la défense de leurs acquis, aux actifs de considérer que leur emploi est leur première richesse mais que celui de leurs enfants est leur première obligation.

Cette ambition peut réunir aussi bien les jeunes des catégories populaires, des quartiers les plus difficiles comme

ceux issus des classes moyennes, qui éprouvent à tort ou à raison un déclassement.

Comment notre pays pourrait-il avoir le ressort nécessaire s'il doute de sa jeunesse, s'il ne la reconnaît pas comme la génération essentielle pour assurer au-delà du financement de nos régimes sociaux la capacité de renouvellement de notre société, de notre innovation, de notre capacité de création, s'il s'en défie ?

Dans le cadre de cette politique, l'éducation trouve sa place, et ce d'autant plus fortement que notre choix se fera à rebours des arbitrages qui ont été rendus depuis 2002.

Sur les suppressions de postes, il y en aura eu 80 000 depuis 2007. Sur un effectif de 700 000, plus de 10 % des postes d'enseignants auront ainsi été supprimés. Et l'on nous ferait croire que cette déflation des effectifs n'aurait guère de conséquences ni sur la qualité ni sur l'offre d'enseignement, que ce mouvement pourrait être compensé sans douleur par je ne sais quels arrangements sur la formation des enseignants ou sur les heures supplémentaires. Si l'on ajoute qu'aujourd'hui des enseignants se retrouvent devant des classes sans avoir reçu la formation initiale, oui, nous sommes bien devant un recul de l'ambition éducative dont je ne garde pas de trace dans nos mémoires depuis au moins soixante ans.

Est-ce à dire qu'il faut, une nouvelle fois, promettre des moyens ?

Répondons en posant deux principes :

Le premier est celui de la sanctuarisation des ressources de l'éducation sur une longue période. Il doit être mis un terme au non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite pour ce qui concerne l'éducation.

Le deuxième principe, c'est de réformer à moyens constants. Cela ne veut pas dire qu'ici ou là il ne faudra pas faire davantage ; mais, nous connaissons parfaitement l'état des finances publiques et ce qui est prioritaire doit être sûrement engagé, mais avec l'économie de moyens qui nous est désormais imposée.

Comment réformer et quelle école voulons-nous ?

Partons des points positifs du système éducatif :

Le niveau monte, contrairement à ce qui a été longtemps asséné. Nous avons trois fois plus de diplômés du supérieur que de non-diplômés ; en 1993, c'était exactement l'inverse ; le nombre de sortants du système sans qualification, même s'il est trop élevé, a considérablement diminué par rapport à ce qu'était la situation il y a vingt ans (60 000 aujourd'hui contre 170 000) ; la durée de scolarisation s'allonge.

La massification a permis une réelle démocratisation. Il y a aujourd'hui 60 % d'une classe d'âge qui a le bac ; 50 % d'une génération qui accède à l'enseignement supérieur. Certes, cette proportion tombe à moins de 40 % chez les enfants d'ouvriers ; certes, la mécanique de la reproduction sociale continue de « tourner », mais il n'empêche, le nombre d'entrants a permis aux enfants des classes modestes d'ouvrir au moins la porte à défaut d'en franchir toujours le seuil.

Enfin, le diplôme reste un atout pour la réussite. Et de ce point de vue les études statistiques démontrent que mieux vaut être diplômé que non-diplômé pour accéder à l'emploi.

Mais est-ce que l'emploi correspond toujours à la qualification, à l'effort de formation ? Le sentiment de déclassement s'est installé. Cependant, c'est le diplôme qui

demeure la justification de l'effort. Il reste le sésame de la réussite. Ce qui nous conduit à amplifier l'effort de formation des jeunes.

Quelles sont les réformes nécessaires ?

Le premier point critique adressé au système éducatif, c'est l'inégalité. En 1995, sur les dix enfants de cadres qui entrent au collège, huit seront étudiants ; sur les dix enfants d'ouvriers qui les accompagnent au collège, trois seront étudiants ; la scolarité s'allonge, mais davantage pour ceux qui font le plus d'études et donc les plus favorisés. *A contrario*, elle se réduit pour les enfants des catégories populaires.

Le second point qui appelle nécessairement réponse est celui de la déscolarisation et donc de l'échec. Il s'est réduit, mais 20 % des jeunes à 18 ans sont hors du système scolaire.

L'école française est finalement trop et trop tôt sélective. Elle est l'une des meilleures du monde pour une moitié des enfants et l'une des plus mauvaises pour l'autre. Quand on demande aux jeunes s'ils aiment l'école, ils répondent plutôt « oui » au début de leur parcours, mais plutôt « non » à son terme. Le système de notation, de sélection est conçu à chaque fois comme une forme de punition, de sanction et non pas d'émulation et d'encouragement. Ce sont dans les pays anglo-saxons, souvent considérés comme les plus libéraux, que l'école est non seulement un lieu de travail mais aussi d'épanouissement, de valorisation, et c'est là qu'est exprimée la plus grande confiance accordée au corps enseignant.

Je situe sur ce champ-là l'inefficacité relative du système éducatif français. Nous avons un niveau d'échec trop élevé et des élites trop peu nombreuses pour répondre aux besoins de l'économie.

L'école n'est ni juste ni performante. Elle réduit médiocrement les inégalités et fournit insuffisamment de jeunes adaptés aux emplois de demain.

Enfin, la faiblesse de la formation professionnelle aussi bien dans sa phase initiale que tout au long de la vie est démontrée. Seulement 8 % des salariés français ont reçu une formation permanente, quand ce chiffre est de 25 % pour les Britanniques, 30 % pour les Danois et les Suédois. En outre, c'est en France qu'il y a le moins de reconnaissance des acquis de l'expérience.

La France est le pays où tout se mesure et donc se joue à partir du titre scolaire que l'on a reçu. Finalement, toute sa vie, on porte ou comme « une croix » ou comme « un acte de bravoure » la grande école de laquelle on est un ancien ; l'élitisme jusqu'au bout ! Cette méritocratie en dit long sur les formes, les méthodes de notre système de sélection.

La crise accentue encore le besoin de réformes, car nous sommes aujourd'hui dans une montée de la précarité, dans un déclassement ressenti ou réel. Les diplômés ne conduisent plus nécessairement aux mêmes emplois et pas toujours avec la reconnaissance salariale que le travail engagé aurait pu laisser espérer.

Le déclassement ne se situe pas seulement par l'écart entre les diplômés obtenus et l'emploi exercé, mais aussi par rapport au logement habité, à l'autonomie contrariée voire au spectre d'une retraite hypothétique. Une iniquité intergénérationnelle s'est installée.

Nous devons donc faire de l'éducation le moyen de donner à la jeunesse ses chances, sa place, sa reconnaissance et sa dignité.

Notre première proposition concerne la petite enfance :

Dans le cadre d'un contrat entre l'État, les collectivités et les organismes sociaux, il nous faut offrir 400 000 places d'accueil, pas nécessairement en crèche, mais dans tous les réseaux qui permettent d'accueillir les jeunes enfants. Le mieux est qu'ils soient socialisés au plus tôt, mais l'essentiel est qu'ils soient tout simplement accueillis. Si nous voulons favoriser la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale, c'est une voie nécessaire. Si nous voulons aussi favoriser l'épanouissement de l'enfant, c'est un devoir.

Depuis cinq ans, le nombre d'enfants préscolarisés est en diminution. En 2007, 24 % des moins de 3 ans étaient en classe maternelle ; seulement 18 % aujourd'hui. Les économies et les suppressions de postes ont d'abord porté sur l'encadrement des plus jeunes. Nous devons donc prendre l'engagement de faire que la scolarisation soit obligatoire à partir de 3 ans et qu'il y ait une large ouverture de la préscolarisation avant 3 ans.

Ensuite, l'individualisation dans le primaire mais aussi dans le collège doit être renforcée pour que les enfants puissent être accompagnés dans le cadre d'un parcours commun.

Toutes les études démontrent que ce sont les systèmes éducatifs qui préservent un tronc commun le plus longtemps possible qui sont les plus égalitaires et les plus efficaces dans la diffusion du savoir. À cet égard, nous ne devons pas être sur la défensive par rapport au collège unique, mais nous devons revendiquer la promotion d'un corps commun d'enseignements et de connaissances à la condition d'introduire des soutiens individuels mais aussi des compléments pour ceux qui veulent aller plus vite.

Nous devons revenir sur cette pratique proprement française des redoublements. Pas pour des raisons budgétaires, mais parce que le redoublement n'est en définitive qu'une réponse « paresseuse ». Mieux vaut que l'enfant puisse continuer dans son cycle avec les rattrapages indispensables.

Dans les quartiers les plus difficiles, la composition des écoles est devenue le symbole même de la ghettoïsation. La mise en cause de la carte scolaire a été une décision plus que malencontreuse. Il faudra y revenir. De même faudra-t-il ajouter plus de moyens que par le passé dans l'objectif de relever le taux d'encadrement et de multiplier les accompagnements dans le cadre du service public.

Nous avons aussi à répondre au défi de la présence d'enseignants dans ces établissements. Sans doute faut-il que ces établissements aient plus d'autonomie, qu'il y ait plus de dotations accordées librement aux établissements dans ces quartiers. Je considère que l'un des piliers du système éducatif c'est le chef d'établissement. Ne pas vouloir lui reconnaître toute l'autorité, tous les moyens nécessaires est en définitive une volonté de préservation d'une organisation qui n'a plus de sens aujourd'hui. Une certaine autonomie des établissements doit se conjuguer avec l'attribution de gratifications aux enseignants (salaires, temps de travail, retraites) qui se dévouent dans les écoles et les établissements des quartiers difficiles.

Nous faisons donc la proposition qu'il puisse y avoir des bonifications en terme d'années de cotisation au titre de la pénibilité pour celles et ceux qui font une partie de leur carrière dans ces zones.

L'Université a connu une démocratisation massive. C'est un incontestable progrès. Cet élargissement de l'accès a été parfois le chemin de nombreuses désillusions dans un contexte de paupérisation de bon nombre d'universités françaises.

Je récusé la sélection à l'entrée, mais soyons lucides. Quelle est la chance d'un bachelier professionnel de pouvoir connaître un cycle universitaire même court débouchant sur un diplôme ? 10 %. Quelle est cette probabilité pour un bachelier technologique ? 30 %. Ce sont les bacheliers généraux qui ont finalement capté les diplômes de l'enseignement supérieur et occupé les places qui étaient théoriquement réservées aux bacheliers technologiques ou professionnels ; je pense aux IUT et aux BTS.

Il faut donc que ces structures puissent accueillir celles et ceux pour lesquels elles étaient prévues.

De la même manière, s'il faut laisser largement ouverte l'Université, il est nécessaire d'avoir un système d'orientation plus ferme. Après le premier cycle, les étudiants doivent être orientés là où les débouchés existent.

Enfin, un système d'incitations pour aller vers les filières scientifiques (aujourd'hui désertées par trop d'étudiants) devra être mis en place.

Le rapprochement grandes écoles-universités s'inscrit dans cette démarche, les passerelles doivent être plus nombreuses, les effectifs des promotions des grandes écoles relevés.

Quel malthusianisme a-t-on laissé prospérer dans notre pays où demeure depuis cinquante ans le même nombre d'élèves dans les grandes écoles alors même que la population a largement augmenté et les besoins de l'économie

avec ! Davantage d'étudiants devront être accueillis dans ces grandes écoles en liaison avec l'Université.

Enfin, la formation professionnelle devrait être une obligation dans l'entreprise et pas simplement être un droit.

Il doit être attribué à chaque salarié une « dotation éducation » dont le crédit serait d'autant plus important que la formation initiale a été courte. La seconde chance, ce n'est pas une possibilité qui doit être offerte, mais une norme qui doit être imposée aux employeurs.

Dans cette perspective, une cohérence doit être établie entre toutes les réformes portant l'égalité au cœur de notre action et la priorité éducative.

Car l'école n'atteint ses objectifs de réussite que dans le cadre d'une société juste. L'école est d'autant plus réductrice d'inégalités que l'environnement dans lequel elle évolue partage cet objectif. Plus la politique du logement, de redistribution, de transferts sociaux atteint de bons résultats, ce que l'on appelle « l'égalité des places », plus « l'égalité des chances » rencontre les conditions de son déploiement. Tout se tient !

Pour évoquer ce partenariat entre jeunesse et emploi, je veux conclure sur le contrat que nous proposons pour qu'il puisse y avoir davantage de jeunes dans l'emploi le plus tôt possible et toujours des seniors dans l'activité pour faire valoir leurs droits pour la retraite dans de bonnes conditions.

Le contrat de génération que je propose serait le suivant : un employeur aurait un double engagement pendant cinq ans, garder un senior déjà présent dans l'entreprise pour lui permettre de rester jusqu'au

terme de sa carrière professionnelle et accueillir un jeune entrant dans l'entreprise, qui pourrait s'y insérer plus tôt et sans le passage par la « case » chômage ou précarité.

La contrepartie pour l'employeur consisterait à l'exonérer de toute cotisation sociale pendant cinq ans. Ce projet pourrait concerner 500 000 jeunes et seniors. Il coûterait 12 milliards d'euros.

Quand on sait qu'il y a aujourd'hui 25 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales, il faudrait donc en redéployer la moitié. Une partie viendrait de la suppression du mécanisme de défiscalisation générale des heures supplémentaires, dont on sait aujourd'hui qu'elles n'ont plus cours et qu'elles ne doivent pas d'ailleurs être encouragées ; l'autre partie, ce sont les exonérations de cotisations liées à l'emploi ou aux 35 heures, 35 heures qui ont été largement remises en cause.

Cette alliance des générations doit être au cœur de nos engagements. La jeunesse est la première victime de la crise. Elle s'interroge sur sa place ; elle constate son manque de reconnaissance ; elle s'inquiète des arbitrages financiers et sociaux qui la désavantagent. Elle vit son insertion dans l'emploi comme un parcours d'obstacles ; elle souffre d'une autonomie de plus en plus réduite. Si elle ne se révolte pas, c'est parce qu'elle vit dans une solidarité matérielle fondée sur le transfert familial, affective grâce aux réseaux sociaux et à une socialisation horizontale par les « pairs ».

À l'évidence, les jeunes sont une « classe d'âge », mais pas une « classe ». Les différences sont à l'image de celles qui structurent la société : elles se trouvent dans les origines familiales, les établissements scolaires, les lieux de

loisirs comme les formes d'emplois. Mais il existe au sein d'une génération la même interrogation sur l'avenir. Y a-t-il une place pour le progrès ? Y a-t-il une chance de réussir sa vie ?

Cette alliance des générations est la seule façon de régler l'équation impossible de 2012. Comment faire des promesses à tout le monde sans avoir les moyens de les honorer ? Comment être capable de réduire nos déficits publics et en même temps de considérer que, de la petite enfance jusqu'à la fin de la vie, tout doit être prioritaire ? Comment accumuler les droits et n'imposer aucun devoir.

Je refuse d'accumuler les propositions pour obtenir la confiance du pays ! Cette posture n'a plus de sens, même tactique ! Au mieux c'est une illusion. Au pire un cynisme.

Nos concitoyens sont lucides et inquiets. Jamais le pessimisme n'a atteint un tel niveau dans notre pays !

Il faut donc aller à l'essentiel. L'essentiel, c'est l'avenir de la génération qui monte. Elle nous permet de dépasser ce qui parfois nous oppose et de donner à la France la perspective qui lui manque.

Je retiens la célèbre citation de Paul Nizan qui disait : « Je ne laisserai pas dire que 20 ans est le plus bel âge de la vie. »

Eh bien, je considère que dans la France que nous voulons 20 ans doit être le plus bel âge de la vie !

Un pacte redistributif pour une France plus juste

Discours de Périgueux, 17 octobre 2010

JE VEUX VOUS REMERCIER pour votre participation, saluer Michel Moyrand qui nous accueille ici à Périgueux. La dernière fois que j'y étais venu, c'était il y a dix-huit mois, il était candidat, aujourd'hui il est maire. Il est l'un des symboles de nos victoires de mars 2008.

Je salue également Bernard Cazeau, président du conseil général ; je l'ai souvent regardé avec, comment dire... jalousie, parce que nous, en Corrèze, espérions depuis si longtemps la présidence du conseil général, et nous nous disions : « Comme ils ont de la chance en Dordogne ! Ils ont la majorité et un bon président » ; mais je découvre, une fois la Corrèze passée à gauche, qu'elle est le département le plus endetté de France et que bientôt la réforme territoriale va supprimer en fait la collectivité et qu'il n'y aura plus de département. Alors me voilà obligé de me consacrer à d'autres tâches... Le débat de ce matin nous a à la fois informés, inquiétés et interpellés.

Je veux donc préciser les choses : si nous abordons le sujet de la réforme fiscale, ce n'est pas pour nous faire du mal ou pour faire du mal aux autres ; c'est pour chercher ensemble des solutions ; c'est pour gagner et non pas pour perdre les élections. C'est pour redresser la France.

Je remercie Guillaume Duval d'Alternatives économiques de nous avoir prévenu. Nous avons tout à redouter en évoquant le thème fiscal ; on croit faire du bien en étant courageux et l'on découvre la frilosité de notre électorat. Nous connaissons nos concitoyens. Ils sont majoritairement pour la réforme en matière fiscale sauf quand elle les

concerne... ce qui rend, il faut bien en convenir, l'exercice difficile. Aussi, nous avons la volonté d'aller au cœur de cette problématique. Elle va être au cœur des choix de 2012.

Avant d'y arriver, je veux situer le contexte dans lequel ce rendez-vous va se dérouler.

La crise semble se retirer ; elle est comme une immense marée qui, à un moment, nous a submergés et qui amorce le reflux. Elle laisse derrière elle un champ de désolations : un chômage supérieur à 10 % de la population active, une croissance timide, des déficits exceptionnels et une dette publique qui gonfle comme une bulle au point de provoquer la prochaine déflagration financière.

Paradoxalement, les seuls qui s'en sortent, ce sont les coupables. Les banques vont réaliser, en 2009, l'une de leurs meilleures années ; elles vont distribuer un record de bonus et des rémunérations exceptionnelles ; quant aux cours de la bourse, ils ne cessent de progresser depuis six mois et retrouvent les niveaux d'avant la crise. D'un certain point de vue, le plan de sauvetage décidé il y a un an a fonctionné : le système financier est bien hors de l'eau, mais l'économie réelle, elle, est noyée. Pire même, elle est plongée dans un océan de dettes. Ce ne sont plus les dettes du secteur privé qui font problème, beaucoup ont été apurées, mais celles du secteur public, celles des États, sans que l'on sache comment l'ajustement va pouvoir se réaliser.

En définitive, si des progrès ont été accomplis dans la régulation financière et notamment lors des réunions du G20, trois problèmes majeurs de la planète n'ont pas été réglés :

Le premier, c'est l'ampleur du déséquilibre de l'économie américaine ; aux États-Unis est née la crise, de là encore elle peut resurgir : faible épargne, déficit public historique et un solde commercial impressionnant ; tous les ingrédients sont réunis pour un nouveau choc.

La deuxième impasse, c'est la volatilité des monnaies ; puisqu'on n'arrive pas à régler les questions des déficits et des excédents commerciaux, c'est sur le front monétaire que peut se faire la correction. La baisse du dollar et la remontée de l'euro compliquent forcément la stabilité du système économique.

Enfin, la troisième impasse, c'est l'explosion des dettes publiques. Tout laisse donc penser que le monde est sorti de la crise mais est entré dans l'inconnu.

Nul ne sait ce que sera la vigueur de la reprise, son ampleur, sa durée, et j'admire les experts qui maintenant utilisent quasiment toutes les lettres de l'alphabet pour décrire ce que va être la future configuration de l'économie mondiale. Sera-t-elle en V, c'est la version des plus optimistes, ou en W, c'est celle des inquiets. Voilà que maintenant, abandonnant les lettres de l'alphabet, ils en viennent aux sigles mathématiques : nous serions dans une sortie en racine carrée...

Je n'en sais rien moi-même. Néanmoins, j'exclus une rechute à court terme : des verrous ont été posés, ils tiendront. Je ne crois pas non plus à un miracle : nous ne retrouverons pas rapidement en Europe des taux de croissance supérieurs à 3 %. Quand bien même y parviendrait-on, nous n'en serions pas pour autant tirés d'affaire, et notamment en France. Or, c'est là tout le sujet de notre débat de ce matin.

L'enjeu de 2012, c'est de savoir, nous qui incarnons l'alternative, quelles perspectives nous pouvons sérieusement offrir au pays, de quelles marges de manœuvre nous pouvons disposer ? Quels instruments, quelles politiques publiques pouvons-nous utiliser pour changer la donne ?

La situation de la France en 2012 est d'ores et déjà connue. Le chômage sera élevé ; on annonce 300 000 suppressions d'emplois en 2010 ; l'emploi des jeunes et la précarité seront le grand problème. Les déficits publics seront supérieurs à 100 milliards d'euros et l'endettement public représentera l'équivalent d'une année de la richesse nationale. En cinq ans de présidence Sarkozy, la dette rapportée au PIB sera passée de 65 %, c'était son chiffre en 2007, à près de 100 %, soit 30 points d'augmentation de la dette publique en trois ans.

Réussir demain exige au préalable de dire la vérité. Il ne s'agit pas de tomber dans je ne sais quel catastrophisme, laissant penser que nous serions condamnés d'avance.

Je suggère de proscrire deux attitudes. La première serait le déni de la réalité : « cacher cette dette que je ne saurai voir ». Ce réflexe existe à droite. Celle-ci est soumise à la tentation de l'irresponsabilité et au vertige de l'illusion, croit que la crise finie tout redeviendra comme avant. Ce réflexe peut aussi exister à gauche : multiplier les propositions comme si nous avions tous les moyens pour agir et dispositions de tous les leviers. Les trésors cachés n'existent pas.

Ce comportement peut être séduisant électoralement : nos concitoyens préfèrent entendre « tout est possible » plutôt que « l'État ne peut pas tout ». Et quand certains, avec sincérité, ont fixé les limites de l'action publique, ils ont subi les foudres de l'opinion publique.

La deuxième attitude tout aussi condamnable est le déni de volonté. Puisque tout serait devenu plus difficile, mieux vaudrait rester immobile.

La France a parfois fait ce choix ; ajourner, différer, reporter. Un président du Conseil de la IV^e République, un autre élu corrézien célèbre, avait théorisé ce raisonnement. Il considérait qu'il n'y avait pas de problèmes assez urgents qui ne puissent attendre. Il est passé à la postérité, mais a connu beaucoup d'imitateurs. Et parfois, les plus bavards ne sont pas les plus actifs.

Je propose donc une autre voie.

C'est un contrat de l'après-crise qui doit être proposé au pays, de la même manière qu'au moment de la Libération avait été ouvert un contrat de l'après-guerre permettant à la France de se redresser.

Trois pactes doivent être noués dans le cadre de ce contrat : un pacte productif, indispensable si l'on veut créer des richesses ; un pacte éducatif, pour disposer du meilleur avantage comparatif par rapport aux pays émergents, et un pacte redistributif permettant de partager l'effort.

Nous devons revenir au cœur même de l'engagement républicain ; il est fondé sur deux valeurs essentielles : le progrès et l'égalité, à condition d'en redéfinir les termes.

Je veux donc les préciser :

Nous devons réinstaller dans notre société l'idée de conquête, d'avancée, de marche en avant, car le doute s'est introduit de manière insensible et maintenant de manière excessive. Beaucoup pensent que l'avenir est devenu une source d'inquiétude. Ce scepticisme n'est pas nouveau dans notre histoire : chaque génération a, à un moment, eu la tentation de la nostalgie, comme s'il

existait dans notre passé un âge d'or, comme si, avant, on vivait mieux...

Cet âge d'or n'existe pas ; le monde meilleur n'est pas derrière nous, il est devant. Le progrès scientifique, le progrès des techniques, le progrès humain, le progrès des droits, tout cela se poursuit. L'humanité avance. La richesse se diffuse. De nombreux pays émergents accèdent à la consommation de masse et à des modes de vie comparables au nôtre.

À nous de redonner confiance dans le progrès, de redonner espérance dans la nation. Nous avons les moyens de convaincre. Nous avons déjà les signes : l'allongement de la vie, l'amélioration de l'état sanitaire, l'accès élargi à la connaissance et aux nouvelles techniques de communication. Nous vivons mieux, même si c'est plus dur pour beaucoup, même si la pauvreté se diffuse, même si le chômage demeure.

Je n'ignore pas les dégradations qui sont infligées à la nature, à la planète, voire même aux êtres humains. Notre système économique est prédateur ; il a besoin pour créer de la richesse d'en détruire d'autres en termes de réchauffement climatique, de réduction de la biodiversité et d'inégalités.

Il faut donc introduire d'autres critères pour mesurer la production, le bien-être, le développement, la prospérité. Nous pouvons améliorer, parfaire, réformer, changer, poursuivre la marche en avant vers le développement humain ; mais il est nécessaire de faire différemment du passé.

La droite n'a pas besoin de faire renaître cette confiance dans l'avenir. Tout son système est organisé sur la compétition des individus, sur la réussite des uns au détriment des autres. Pour la droite, le progrès n'est pas collectif ; il est simplement ce que le mérite, la naissance ou la

gratification, voire même les rémunérations excessives, peuvent offrir à certains.

L'égalité est devenue un principe controversé ; il s'en trouve toujours à droite pour agiter le spectre de l'égalitarisme. Nous avons donc à montrer que la justice n'est pas seulement une correction des inégalités dans la répartition des revenus ou dans les dérèglements de l'économie. L'aspiration républicaine à l'égalité, c'est de faire que chacun puisse réussir sa vie, être accompagné à des moments importants de son existence et avoir la garantie d'accomplir son destin.

C'est à partir de ces valeurs qu'il nous faut revenir à la question de la redistribution.

La fiscalité va être au cœur de la confrontation électorale de 2012 pour au moins deux raisons. La première, c'est l'ampleur des déficits : 140 milliards d'euros de déficit pour l'année 2009 pour l'État, 24 milliards pour la Sécurité sociale (30 milliards l'année prochaine) ; le déficit de la Sécurité sociale cumulé depuis 2004 atteint 170 milliards, ce qui veut dire qu'aujourd'hui une partie des retraites, des dépenses de santé, des allocations familiales sont financées non plus par nos cotisations, mais par l'emprunt. Notre Sécurité sociale, qui assurait la solidarité entre les Français, vit désormais à crédit.

En outre, la politique d'allègements fiscaux qui a été menée depuis 2002 en faveur des plus favorisés aura coûté environ 30 milliards d'euros. L'ajustement est donc nécessaire ; nous devons supprimer les avantages qui ont été accordés et restructurer la dépense publique pour remettre notre économie et nos finances publiques sur leurs pieds. En Allemagne, ils ont déjà, de manière consensuelle, fixé l'objectif : en 2016, ce sera l'équilibre.

Le débat n'est donc pas de savoir si on va augmenter ou pas les impôts ; la question est de savoir quels prélèvements vont augmenter et qui va les payer ?

Quand Nicolas Sarkozy prétend qu'il n'augmentera pas les impôts, non seulement il ne dit pas la vérité pour aujourd'hui, car il a déjà augmenté les taxes, mais il ne dit pas non plus la vérité pour demain, car chacun sait que la dette d'aujourd'hui ce sont les impôts de demain.

La deuxième raison qui justifie que la question fiscale soit au cœur de la campagne, c'est l'amplification des inégalités.

Nous avons assisté à un mouvement continu d'affaiblissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu : sa part des recettes fiscales et dans la richesse nationale a diminué ; les taux supérieurs ont été abaissés, le bouclier fiscal permet aux plus hauts revenus d'échapper à toute contribution supplémentaire, ce qui fait qu'aujourd'hui, s'il devait y avoir un appel à la solidarité pour boucher les trous de la Sécurité sociale, la seule catégorie de Français qui en serait dispensée serait précisément les plus favorisés.

450 niches fiscales atteignant 70 milliards d'euros atténuent le rendement de l'impôt, si bien que la CSG, impôt proportionnel, rapporte désormais davantage à l'État que l'impôt sur le revenu.

La seconde illustration des injustices est la montée de la fiscalité locale, compte tenu des transferts de compétences de l'État insuffisamment compensés, qui se traduisent par une augmentation continue des taxes, lesquelles sont les plus injustes de notre système fiscal.

Enfin a été organisée depuis 2002 une érosion continue des impôts sur le patrimoine à la fois pour les successions et l'ISF.

Depuis sept ans, c'est une redistribution à rebours qui est opérée. Ce sont les classes moyennes, voire les classes populaires, qui ont payé les cadeaux fiscaux aux plus favorisés.

Ainsi les plus favorisés ont-ils pu disposer d'une progression de leurs revenus plus élevée que la moyenne, mais, en outre, la politique fiscale leur a permis d'échapper à l'impôt.

La politique fiscale de Nicolas Sarkozy est directement en cause. Aussi avons-nous intérêt à mettre la question fiscale au cœur du débat public. Il ne s'agit pas d'avoir peur. Si nous ne plaçons pas là le clivage, nous ne le mettrons nulle part ailleurs.

Toute l'histoire de la République est une histoire fiscale : la Révolution française est née d'une aspiration à l'équité ; les États Généraux avaient été convoqués à cette fin ; ensuite, le programme de Belleville, au milieu du XIX^e siècle avec Gambetta et Clemenceau, ouvrait la perspective de l'impôt sur le revenu, et il a fallu plus de cinquante ans pour qu'un ministre des Finances, Caillaux, finisse par l'introduire ; ensuite, ce fut la bataille pour sa progressivité, puis, en 1981, la création de l'impôt sur la fortune. Bref, chaque fois que la gauche a agi, ce fut pour la justice fiscale.

Dans le contexte de la mondialisation et de la compétition entre les économies, elle est devenue plus prudente ; elle n'a pas eu tort : le *dumping* fiscal existe bien, la fuite des capitaux aussi ; il faut en tenir compte. Mais parfois, elle a été plus que prudente, frileuse même, quand il s'est agi de traiter les plus-values, les stock-options et les revenus du capital.

Il lui est arrivé aussi de céder à l'air du temps, engageant la baisse de l'impôt sur le revenu.

Ainsi, cette grande réforme fiscale que nous avons tant et tant annoncée, nous ne l'avons pas en définitive menée, voire même engagée.

Elle ne peut plus être différée. Notre système de prélèvements est devenu illisible ; nul ne sait qui paye l'impôt ; les taux apparents ne sont plus les taux réels ; qui peut comprendre quoi que soit à la fiscalité locale, au dispositif des exonérations de cotisations sociales ou encore au mécanisme de la fiscalité écologique ?

À force d'être mitée et minée, notre fiscalité est devenue opaque. Et le Parlement ajoute des « usines à gaz aux usines à gaz », de la taxe carbone jusqu'à la taxe professionnelle.

Le système est non seulement illisible, il est instable. Les exonérations de cotisations sociales supposées encourager l'emploi ont changé douze fois en quinze ans de mode de calcul. Comment les entreprises peuvent-elles elles-mêmes faire leurs arbitrages ?

Le système fiscal est non seulement instable, il est injuste socialement, inefficace économiquement, imprévoyant écologiquement. Il n'est ni favorable à l'emploi ni à l'investissement, pas davantage à l'environnement. Alors à quoi sert-il si ce n'est heureusement à financer les dépenses collectives ? Et encore seulement pour une part résiduelle !

Alors, face à ce constat, il faut une nouvelle donne autour de quatre principes :

Un rééquilibrage entre fiscalité directe et fiscalité indirecte.

Une part importante de l'impôt par rapport aux cotisations sociales dans le financement des dépenses

sociales (politique familiale, assurance maladie et chômage).

La modulation de l'impôt selon son utilité économique, sociale, écologique. Prenons un exemple simple : pour l'impôt sur les sociétés, un taux plus élevé lorsque le bénéfice est distribué aux actionnaires et plus bas lorsqu'il est affecté à l'investissement.

Une assiette large, une base large avec des taux modérés et progressifs.

C'est à partir de ces quatre principes que je veux définir ce que serait un nouveau système d'imposition pour le revenu, le patrimoine et l'entreprise.

Il nous faut taxer tous les revenus sans distinction d'origine, qu'ils proviennent du capital ou du travail, qu'ils soient tirés de l'activité ou des transferts. Tous les revenus doivent être soumis à l'impôt et de la même manière, avec les mêmes taux.

Ce qui suppose de supprimer toutes les déductions, tous les abattements, toutes les exonérations, toutes les niches fiscales, pour faire qu'au premier euro la règle d'imposition soit commune.

Est-ce à dire qu'il ne faut plus avantager ceux qui ont recours à un emploi à domicile, à un logement à haute qualité environnementale ou à un investissement supposé utile en matière de culture ? Sûrement pas, mais l'intervention publique relève alors d'une subvention, d'une allocation, d'un avantage, mais en aucune manière d'une réduction ou de l'assiette ou de l'impôt lui-même. Le prélèvement doit être sur le revenu global.

Cette conception d'une large assiette avec des taux modérés et progressifs permettrait de financer à la fois

l'État, la Sécurité sociale et les collectivités locales. Et le prélèvement à la source pourrait être généralisé.

Il n'y aurait plus qu'une seule imposition : contribution sociale généralisée, impôt sur le revenu, prime pour l'emploi, seraient fusionnés.

Quant à la taxe d'habitation, elle deviendrait un impôt additionnel à l'impôt sur le revenu.

L'avantage serait triple : justice, efficacité et simplicité.

Pour ce qui concerne les patrimoines, nous avons aujourd'hui un empilement d'impositions sur la détention (l'ISF), sur les successions et sur la transmission (les plus-values).

Je propose de recourir au même principe : une assiette large. Ainsi, le patrimoine dans son ensemble serait concerné et aucune part n'en serait exclue en fonction de la situation professionnelle de son détenteur, de sa capacité à collectionner des œuvres d'art ou à investir dans les PME. Tout le patrimoine serait appréhendé avec des taux modérés et progressifs permettant de laisser au contribuable le soin d'arbitrer entre ce qui est acquitté au moment de la détention, chaque année, ou ce qui est versé au moment de la succession. Le prélèvement de la détention pourra être considéré comme un acompte au moment de la succession. Là encore, simplicité, justice, efficacité.

Pour les entreprises, l'assiette en matière de financement de la protection sociale ne doit plus être les salaires, mais l'ensemble de la richesse produite, ce qu'on appelle « la valeur ajoutée » ; quant à l'investissement, il doit être encouragé dans le cadre du calcul de l'impôt sur les sociétés. Les facteurs de pollution doivent être taxés à la place des facteurs de production.

Toute contribution écologique doit être affectée à des investissements économes d'énergie et à des modes alternatifs de transport. Je ne suis pas favorable à ce qu'on redistribue un impôt à ceux qui l'ont acquitté ! Le produit de la taxe écologique doit servir à financer des dépenses qui agissent sur les équilibres écologiques de la planète ; sinon on rend indolore le prélèvement sans rien changer des comportements.

Enfin, pour inciter à l'évolution des modes de consommation, c'est à travers la modulation des taux de TVA qu'il faut peser.

Un dernier mot sur la fiscalité locale : ce n'est pas un débat de spécialistes, une affaire d'élus locaux ; si demain les collectivités n'ont plus la maîtrise de leurs impôts, elles n'auront pas le choix de leurs dépenses ou, plus exactement, elles seront obligées de renoncer à un certain nombre d'interventions ou de services publics.

Ce qu'il faut donc exiger, c'est que chaque niveau de collectivité ait un ou plusieurs impôts dont il aurait la maîtrise ; et que demeure une territorialisation de l'impôt : la base imposable doit être identifiée au nom du principe de responsabilité. Enfin, une péréquation entre les collectivités permettra la correction des inégalités territoriales.

Ainsi, la réforme fiscale doit être revendiquée par la gauche. Si elle n'a pas d'idées fortes, claires, simples et pédagogiques elle perdra la confrontation.

D'autant plus sûrement que la droite fera toujours croire qu'il est possible de se dispenser de l'effort en mettant en cause la dépense publique et la protection sociale.

L'impôt n'est pas une punition ou l'expression de la frustration, de la rancune individuelle et de la jalousie sociale ; on a bien le droit d'être riche dans notre pays. Mais on a alors plus que d'autres le devoir de contribuer à l'effort national.

Nous sommes pour l'impôt non pas pour spolier, mais pour préparer, pour investir, pour financer, pour stimuler. La fiscalité révèle l'état d'une société : « Dis-moi quels sont tes impôts, je te dirai dans quel pays tu vis. »

Nicolas Sarkozy a échoué dans sa stratégie fiscale. Quelle était-elle ? Il s'agissait de baisser les impôts des plus favorisés en laissant imaginer aux plus modestes qu'ils auraient leur part.

Madame Thatcher avait inventé ce théorème : « Parlons toujours de baisses d'impôts, les plus pauvres finissent par y croire » ; le cynisme est au cœur de cette stratégie. Elle peut réussir électoralement, mais pas économiquement, car les avantages qui ont été donnés aux plus favorisés n'ont pas d'influence sur l'investissement, sur l'épargne et pas davantage sur l'innovation et la croissance.

Cette politique a-t-elle eu un effet budgétaire heureux ? Avoir réduit les impôts a-t-il fourni aux États plus de recettes ? Beaucoup le pensaient au nom d'un autre théorème selon lequel « trop d'impôt tue l'impôt » ; ce qui *a contrario* signifiait que « peu d'impôt faisait davantage de recettes ».

On en mesure les conséquences : aujourd'hui un déficit budgétaire de 8,5 % du PIB ; en d'autres termes, pendant six mois l'État vit avec les impôts pour payer ses dépenses puis à partir du 1^{er} juillet à crédit.

Et nous ne ferions pas de la réforme fiscale le grand enjeu de la campagne présidentielle ! Nous nous priverions de cet argument majeur !

Mieux vaut cependant respecter plusieurs conditions : nous ne devons pas tomber dans une sorte de caricature où nous laisserions à la droite la proclamation de la baisse des impôts quand nous porterions le drapeau de leur augmentation ; je déconseille cette posture. S'il est vrai qu'aucun gouvernement n'est sûr de gagner les élections quand il baisse les impôts, démonstration a été faite en 2002, il est certain de les perdre quand il annonce des hausses. Il s'agit simplement de dire : « Nous avons à faire des choix et relever un certain nombre de prélèvements : qui les paiera et comment ? »

Si nous voulons gagner cette bataille, nous devons regarder aussi du côté de la dépense publique et être plus efficaces, plus performants, plus économes dans la gestion de nos propres administrations, qu'elles soient locales ou nationales. C'est la condition pour être crédibles ; nous devons aussi être attentifs à ce que les interventions publiques aillent véritablement à ceux qui en ont le plus besoin.

Nous devons être sincères. Compte tenu de ce que nous savons de la dette et des déficits, nous ne pourrions pas tout promettre, tout donner ; il n'est plus possible de présenter des programmes politiques qui accumulent toutes les propositions, qui n'oublient aucune catégorie d'âge ou de profession.

Nous devons être précis, pédagogues dans l'effort qui sera demandé aux uns et aux autres. Sinon nous inquiéterons tout le monde.

Nous sommes dans un moment décisif pour la préparation de 2012. Les élections régionales seront une étape.

La droite est en difficulté, elle échoue. La sortie de crise est une épreuve. Mais la droite, elle, est unie et soumise à un seul chef. Certes, ce n'est pas facile pour les intéressés : mettez-vous à un moment, si c'est possible, à leur place, ils supportent les excès, les foucades, les caprices du président monarque, mais finissent toujours par se soumettre. Ils se présentent à toutes les élections, rassemblés dans un seul parti, quand la gauche est dispersée, se fait concurrence.

Alors, la solution est simple : il faut que les socialistes prennent confiance en eux-mêmes, soient fiers de leur passé, conscients de leur idéal, innovants, audacieux dans leurs propositions.

Nous devons en finir avec une logique d'excuses parce que nous n'aurions pas bien fait avant ou parce que nous ne serions pas suffisamment « sûrs » après. Nous ne pouvons pas nous situer dans une logique de soumission à l'égard de nos possibles alliés, courir derrière ceux qui ne veulent pas de nous et repousser ceux qui veulent nous rejoindre. Nous devons être au clair sur les idées, sur les clivages, rassembleurs et forts.

Le problème de la gauche, c'est d'abord le PS ; c'est à lui de trouver les solutions. Non pas pour son fonctionnement interne, ça n'intéresse que nous, mais pour le pays. Face à l'échec de la droite, une alternative est nécessaire. C'est nous qui la portons.

À nous de faire le travail aujourd'hui pour réussir demain. Je crois au succès de la gauche en 2012 si elle-même engage un renouvellement de sa pensée par rapport aux enjeux majeurs de la production, de la redistribution et de l'éducation.

DISCOURS DE PÉRIGUEUX, 17 OCTOBRE 2010

La situation est grave. Le pays s'enfoncé dans la dette et dans le poison de l'injustice. Elle nous appelle au courage et à l'audace. À nous de mener la confrontation fiscale avec la droite, d'en faire un des éléments, un projet de société autour du progrès et de l'égalité parce qu'il n'y a pas plus belles valeurs pour la République et pour les socialistes.

Un pacte écologique pour vivre mieux

Discours de Paris (Maison de l'Amérique latine),
14 décembre 2010

JE SUIS D'UNE GÉNÉRATION qui est née dans l'abondance et la croissance. Je vais entamer maintenant le dernier tiers de ma vie dans la rareté et le ralentissement. Prenons conscience que le modèle de croissance qui était le nôtre depuis une cinquantaine d'années est aujourd'hui dépassé. Nous ne parviendrons pas malgré tous les efforts à le réparer et à le remettre en état.

Ce modèle connaît plusieurs limites :

D'abord, il ne produit pas de croissance, ce qui est, convenons-en, un défaut fondamental quand il s'assigne ce seul but. Il est supposé produire de la richesse, il en crée moins ou alors à un rythme lent.

Ensuite, ce modèle est épuisé au sens où il épuise les ressources naturelles. Dans ces conditions, il introduit lui-même de la rareté et provoque un renchérissement tendanciel du prix des matières premières.

Enfin, il n'est pas exportable. Aucun pays émergent ne pourra tolérer le prélèvement écologique que nous avons levé pendant un siècle. Notre mode de consommation est devenu incompatible avec la préservation des équilibres de la planète.

L'écologie n'est pas simplement une sensibilité politique, ni même une affaire électorale, c'est d'abord une doctrine fondée sur des réalités scientifiques. À cet égard, rappelons que tout ce qui a été avancé pendant des années sur le réchauffement climatique n'est pas une vue de

l'esprit, une opinion, une hypothèse, c'est le fruit d'observations incontestables. Prenons aussi en compte les préoccupations citoyennes et morales qui accompagnent le mouvement écologique ; je veux dire par là cette exigence d'une participation citoyenne, d'une démocratie élargie et également du sentiment moral qu'il n'est pas possible, par exemple, pour les États-Unis d'émettre 25 % de carbone alors que la population américaine ne représente que 4 % de celle du monde.

Voilà ce qui justifie que nous puissions aujourd'hui affirmer l'importance d'un impératif écologique. C'est à la fois une nécessité politique, morale, sociale, et c'est une obligation liée à l'avenir de notre planète et des générations futures.

Néanmoins, le contexte a changé depuis 2007. Nous étions alors dans la version de l'écologie « heureuse et consensuelle ». La gauche plurielle avait produit certaines avancées ; Jacques Chirac avait prononcé des discours qui faisaient référence. Une prise de conscience s'était installée. Et, lors de l'élection présidentielle, la signature du pacte écologique de Nicolas Hulot par les principaux candidats a marqué une étape. Le Grenelle de l'environnement en a été la consécration.

Mais la crise et les échecs rencontrés par un certain nombre d'initiatives ont modifié la perspective. D'autres urgences sont apparues. La question de la croissance s'est posée différemment dès lors qu'il n'y en avait plus du tout et que l'on était même en récession. La logique financière est apparue plus dangereuse que le dérèglement climatique. Par ailleurs, le retrait de la taxe carbone et l'échec du sommet de Copenhague ont suscité déconvenues et

désillusions. Puisque « la plus grande des réformes depuis l'abolition de la peine de mort » pouvait être remise, que la « réunion de la dernière chance » pouvait se conclure sans ne rien conclure et que le monde ne s'écroulait pas pour autant, alors pourquoi tant d'empressement !

De fait, la perception a évolué. Ainsi, parler d'écologie aujourd'hui ne présente pas forcément la même acuité, ne suscite pas le même enthousiasme, ne conduit pas à la même convergence qu'il y a encore quelques années.

Il faut donc penser l'écologie dans un projet global. Cela constituera la singularité de notre approche. Penser global signifie que la mutation qui s'accomplit doit porter à la fois sur le système productif, la politique énergétique, le mode de consommation, l'organisation des transports, mais aussi le système fiscal, la politique familiale, le développement urbain, la qualité de l'alimentation, sans oublier la santé publique.

Cette approche suppose de régler quatre grandes questions :

La première est sociale : comment mener une politique écologique, de lutte contre le réchauffement climatique dans un monde où les inégalités sont de plus en plus grandes et dans un pays, le nôtre, où les disparités sociales et territoriales sont de plus en plus fortes.

L'expérience de la fiscalité écologique est éclairante. Elle apparaissait comme une solution de bon sens dès lors que chacun s'accordait sur le principe d'introduire des biais fiscaux pour envoyer des signaux aux marchés sur la rareté des produits pétroliers et l'épuisement des énergies fossiles. Ce dispositif avait sa logique dès lors

qu'il visait à pénaliser les émissions de carbone. Cette proposition a néanmoins été largement rejetée par les catégories populaires. Elle a été vécue comme un renchérissement du prix et donc comme une amputation du pouvoir d'achat. Et elle a été considérée comme injuste à un moment où beaucoup d'agents économiques n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour se déplacer.

Faut-il tirer la conclusion que dès lors qu'il est créé un prélèvement pour indiquer la rareté, cette vérité des prix contredit le principe de justice sociale ? Je ne le crois pas !

Voilà pourquoi je propose d'intégrer la fiscalité écologique comme la dimension tarifaire déjà largement à l'œuvre dans toutes les politiques locales, notamment pour l'eau, l'assainissement, les déchets. La redistribution doit permettre aux catégories populaires frappées par une hausse des prix de leurs produits de consommation de trouver une compensation. **C'est l'enjeu de la réforme fiscale.**

Je pourrais aussi évoquer l'échec ou le dénouement malheureux de Copenhague avec la même argumentation. Cette conférence a échoué parce que les États-Unis n'étaient pas prêts à remettre en cause le mode de consommation des Américains, mais aussi parce qu'il était demandé aux pays émergents de renoncer à un modèle de croissance, le nôtre, au prétexte que nous-mêmes avions épuisé les ressources naturelles.

Comment les pays émergents, qui sont dans une logique de rattrapage et pour certains de dépassement, pourraient-ils accepter ce mauvais troc ?

Ainsi, s'il n'y a pas une politique de réduction des coûts de ressources à l'échelle de la planète et d'élaboration de règles communes pour la croissance de demain, il y aura forcément d'autres échecs. Cancún a permis d'effacer

l'échec de Copenhague, mais au prix d'une renonciation à tous les mécanismes contraignants et pour les uns, les États-Unis, et pour les autres, les pays émergents. **Le premier enjeu, c'est donc d'arriver à tisser un lien entre la lutte contre les inégalités et l'impératif écologique.**

Le second enjeu est territorial. Il convient d'intégrer l'écologie dans une logique d'aménagement.

Il s'agit de donner une dimension concrète, pas simplement morale, punitive ou précautionneuse, mais tangible pour le citoyen : « Que puis-je gagner à la nouvelle donne écologique ? » On arrive ainsi aux politiques de logement, de déplacements, de transport, d'urbanisme, d'éducation. Les projets écologiques doivent devenir des instruments d'aménagement et de développement. C'est pourquoi je propose une nouvelle étape de la décentralisation, un changement des modes de participation, une plus grande part donnée à l'intervention citoyenne et un nouveau partage des responsabilités entre l'État et les collectivités locales à travers la conclusion des « contrats de développement durable ». **Pour trouver les financements qui accompagnent cette mutation territoriale, la Caisse des dépôts doit être transformée en Caisse du développement durable.**

La troisième grande question est économique, c'est l'avenir de la croissance. Chacun a fait le constat que le PIB ne reflète qu'improprement la réalité du progrès. Dès 1973, Valéry Giscard d'Estaing avait suggéré de réfléchir à une nouvelle mesure de la croissance. Aujourd'hui c'est une évidence, mais que de temps perdu ! Il ne s'agit pas de remettre en cause le PIB en tant que tel. C'est un instrument utile de comparaison dans le temps et dans

l'espace. On en connaît parfaitement les vices de construction. Il s'agit de dégager d'autres paramètres : les indicateurs du développement humain ou les indices de réduction des inégalités.

Un pays comme la France doit pouvoir dire, au lendemain d'une élection présidentielle : « Nous avons une stratégie de croissance autour du PIB, mais aussi une stratégie de développement humain dont les citoyens vont définir ensemble les objectifs, le calendrier et les moyens de mise en œuvre. »

En ce sens, ce n'est pas simplement la redéfinition de ce qu'est la richesse ou le progrès, ce n'est pas seulement la meilleure appréhension des coûts, la reconnaissance des disparités que la croissance peut générer, c'est surtout un formidable moyen de participation et de gouvernance.

Au lendemain de l'élection présidentielle et des élections législatives qui suivront, je propose d'organiser des assises de la démocratie environnementale et solidaire.

Celles-ci auront pour objet de déterminer à échéance de cinq ans la voie pour réduire les déficits publics, améliorer notre compétitivité, favoriser une redéfinition de la protection sociale, assurer l'indépendance énergétique et réduire le bilan carbone.

La définition d'objectifs devient pour une société un élément de mobilisation.

La quatrième question est celle de l'entreprise et de sa responsabilité sociale.

La loi NRE (nouvelles régulations économiques) votée sous le gouvernement Jospin a eu au moins le mérite de contraindre les entreprises à publier dans leur rapport

annuel un certain nombre d'informations sur la manière dont elles prennent en compte les données environnementales et sociales. Ensuite, le Grenelle de l'environnement a élargi l'obligation d'informer dans les sociétés cotées avec un rapport spécifique, même si cette dimension du Grenelle II a été édulcorée dans la discussion parlementaire de l'automne.

Il faudra reprendre l'exigence de transparence, mais lui donner une perspective en termes de compétitivité et de mobilisation des ressources humaines. Car c'est un sujet de fierté collective pour une entreprise, ses salariés comme ses dirigeants voire ses actionnaires, de porter des objectifs de développement durable.

C'est aussi un moyen d'informer le consommateur et de lui envoyer un signal environnemental dont il peut faire usage en décidant d'acheter ou pas le produit.

Enfin, c'est un élément de concurrence par rapport à d'autres entreprises moins soucieuses du développement durable. **La responsabilité sociale, environnementale de l'entreprise doit donc être réaffirmée.**

Ainsi, la définition d'une nouvelle politique écologique s'intègre dans un projet global où les dimensions sociales, productives, démocratiques se conjuguent. Nous ne partons pas de rien. Je sais ce qui a été fait par la gauche plurielle. Évitions les moqueries sur le Grenelle de l'environnement au prétexte que bon nombre de ses dispositions ont été abandonnées en chemin. Reconnaissons que le Grenelle a été une heureuse prise de conscience qui a correspondu à une mobilisation considérable de nombreux partenaires qui, jusque-là, ne parvenaient même pas à travailler ensemble ou doutaient de la capacité des pouvoirs publics à fixer des objectifs de moyen terme.

Le Grenelle a marqué de nouvelles formes de gouvernance, a contribué à une modification même modeste des comportements, lesquels se sont largement diffusés aux collectivités locales. Toutes ont des Agendas 21, mènent des politiques de développement durable. Cette demande peut être faite avec plus ou moins de volonté, de sincérité voire d'effectivité, mais le fait même que ce soit évoqué confirme la réalité d'une demande sociale, d'une aspiration citoyenne et sans doute d'un enjeu électoral, et témoigne que grâce au Grenelle la préoccupation environnementale est mieux partagée.

Ses aspects décevants, on les connaît ; le ministère du Développement durable est redevenu banal ; la partie énergie a été rattachée à Bercy et chacun sait les conséquences d'une telle organisation en matière d'investissements publics ; par ailleurs, la taxe carbone n'a pas pu être mise en œuvre, mais cela tient moins au Grenelle qu'à la méthode qui avait été choisie. Enfin, la dernière déception est d'avoir réduit une large part des obligations des entreprises en matière d'information et de transparence.

Il faut désormais franchir une nouvelle étape et engager un nouveau modèle de développement.

Je revendique le progrès. Je réaffirme la nécessité de la croissance comme la prise en compte des exigences de la compétitivité et de l'emploi, mais en même temps je sais que pour atteindre ces objectifs les voies et les moyens doivent changer. De nouveaux concepts et de nouveaux instruments doivent correspondre à cette évolution.

La préservation des ressources, le signal du prix comme reflet de la rareté, le souci du long terme, la sobriété dans la consommation, la prévention,

la solidarité, la maîtrise des technologies au service de la personne humaine, la participation des citoyens, voilà les principes sur lesquels se fonde le modèle de développement du XXI^e siècle.

C'est durant la prochaine décennie que nous devons réussir cette mutation :

1. **D'abord, réussir la transition énergétique.** Je ne sais pas s'il faut être catastrophiste ou naïf, mais si l'on regarde l'évolution du prix du pétrole depuis plusieurs années comme celui des principales matières premières, il y a ce qui relève des mouvements spéculatifs et ce qui indique une tendance longue vers le renchérissement des énergies fossiles. Dans un contexte de croissance faible dans les pays développés, la montée du prix du pétrole souligne que le « pic de production » a été atteint et qu'il reste au mieux un demi-siècle de production au regard des réserves connues.

La transition doit être engagée sans risque d'une rupture dans les flux, et le plus tôt sera le mieux. Elle passera par des mouvements du prix en provoquant des arbitrages de la part des consommateurs et par des politiques beaucoup plus structurelles.

La première, c'est la contribution carbone. Elle doit concerner uniquement les entreprises. Je ne dis pas cela pour exonérer les ménages, car, de toute façon, en matière de fiscalité, ce qui est acquitté par les entreprises est au bout du compte payé par le consommateur final. Je préconise de faire simple, c'est-à-dire la création d'une contribution carbone sur l'utilisation des produits carbonés servant à la production.

L'autre élément stratégique, c'est le rééquilibrage du bilan énergétique français. Nous devons faire en sorte que la part du nucléaire dans la production d'électricité se réduise. Dans un premier temps, nous devons la ramener à 50 % de cette production, attendant d'aller plus loin. Ce qui exige des progrès sur la transparence, le recyclage et le contrôle des déchets comme une rationalisation des investissements avec la question de la fin de vie des centrales.

Sur les énergies renouvelables, la stabilité doit être la règle. Il n'y a rien de pire que de multiplier les incitations et lorsqu'elles marchent de les faire disparaître ! C'est ce qui s'est produit sur le solaire, où des opérateurs ont été poussés à investir exagérément au point de provoquer une bulle spéculative et sont désormais menacés dans leur existence même avec le changement brutal des règles du jeu. En ces domaines, les principes cardinaux doivent être la continuité, la cohérence, la constance. Cela vaut pour les énergies renouvelables comme pour les économies d'énergie. Si l'ajustement budgétaire à venir affecte les politiques fiscales en matière d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie, ce sera un considérable recul.

Je propose un plan de transition énergétique qui serait de 5 milliards par an soit, 50 milliards sur dix ans dont l'essentiel doit porter sur l'isolation des logements. C'est là que se situe le plus grand gain en termes d'économies et d'efficience énergétique.

2. Faire de la santé environnementale une priorité essentielle.

Nos concitoyens n'adhéreront à une politique exigeante sur le plan environnemental que s'ils sont convaincus

qu'elle peut avoir une conséquence heureuse non pas simplement sur leurs propres enfants, mais aussi sur eux-mêmes, c'est-à-dire sur leur santé dans toutes ses dimensions : au travail, dans la ville, au domicile, par l'alimentation.

Un programme écologique doit être un programme sanitaire avec la mobilisation de tous les acteurs du système de santé : prévention, éducation sanitaire, qualité des produits agricoles, informations, démocratie sanitaire, réseaux de soins, etc.

3. Favoriser l'économie verte.

L'écologie n'est pas une contrainte, c'est un levier de croissance, un vecteur d'innovations, un instrument d'efficience.

C'est évident sur la gestion des ressources naturelles, comme sur la qualité de la transition énergétique et sur l'usage des technologies. L'économie verte dépendra d'abord des entreprises elles-mêmes. Sont-elles prêtes à intensifier leurs efforts de recherche, leurs combinaisons productives pour se doter d'avantages comparatifs par rapport à leurs concurrentes ? Espérons-le ! Beaucoup d'entreprises françaises, les grandes sociétés d'eau, d'assainissement, les grandes entreprises de recyclage des déchets, sont d'ores et déjà en avance. Et bien d'autres sont engagées sur les secteurs les plus dynamiques de l'économie verte. Que faut-il faire pour amplifier le mouvement ? Sans doute une politique de normes, de réglementation, sûrement une politique fiscale pour soutenir les investissements écologiques.

4. Pour l'enjeu écologique dans les négociations internationales, et notamment au G20.

Certains thèmes s'imposent : la régulation financière, l'instabilité du système monétaire international, la lutte contre les paradis fiscaux... Mais un sujet pourrait aussi être introduit, celui de la rationalisation de l'ensemble des politiques mondiales en matière d'environnement et de développement durable. On recense en effet une quarantaine d'organisations, de programmes, de fonds internationaux en matière d'environnement. Ainsi une avancée majeure serait de **rassembler tous les programmes (Nations unies, FMI, Banque mondiale, fonds, notamment celui décidé à Cancún) et de créer une grande Organisation mondiale de l'environnement.**

* *
*

L'impératif écologique, c'est à la fois un modèle de développement solidaire, une méthode de changement et enfin l'affirmation d'une priorité, celle de la jeunesse.

Le nouveau modèle, c'est de rehausser la politique en lui fixant la perspective d'offrir à chacun les capacités d'assurer son destin, tous les éléments du choix de sa propre vie et toutes les conditions nécessaires pour s'inscrire dans l'avenir.

La méthode, c'est de considérer que le développement durable élargit la participation civique, implique la transparence dans les décisions et l'évaluation dans la conduite des politiques publiques.

Enfin, ce modèle de développement met l'accent sur la priorité qui à mon sens est la première de toutes, c'est-à-dire la place de la génération qui vient.

Dans ce contexte, la question se pose de savoir si le socialisme, qui a été conçu au temps des matières premières abondantes, des systèmes productifs les plus capitalistiques, avec des mécanismes de redistribution fondés sur le travail et un État providence prospère, a encore un sens au XXI^e siècle ?

Le socialisme est-il une théorie du XX^e siècle et l'écologie une du XXI^e siècle ? Pour ma part, j'estime que le socialisme n'est pas simplement un mode de production lié à l'industrialisation, une machinerie sociale ou un système de propriété dont la socialisation des moyens de production serait la forme la plus rudimentaire. Le socialisme, c'est une exigence de produire pour satisfaire des besoins. Des besoins qui évoluent nécessairement : les biens comme les services. Le socialisme n'est pas simplement une doctrine fiscale visant à corriger des inégalités, mais une organisation humaine fondée sur la justice : entre générations, entre catégories sociales et entre zones géographiques.

Le socialisme est surtout une promesse, la capacité pour chacun de réussir sa vie, d'accomplir son destin, de se libérer des contraintes de la nature ou de la domination de l'argent. Elle n'a rien perdu de sa force.

Enfin, le socialisme est et reste un internationalisme : comment dépasser les limites nationales pour porter une régulation au niveau du continent et de la planète ?

Regardons les grands défis d'aujourd'hui, économiques, financiers, écologiques, diplomatiques, ils appellent les mêmes exigences, les mêmes ambitions, les mêmes rêves que ceux qui étaient portés au début du XX^e siècle.

Mesurons bien l'ampleur de la tâche qui nous attend après 2012 : il s'agit à la fois de replacer l'économie dans

LE RÊVE FRANÇAIS

le bon sens, de remettre la finance à sa place, mais aussi de décider de l'avenir de la planète, sans oublier la nécessité de vivre ici ensemble !

Comment fait-on, même avec un bon programme, même avec un excellent candidat, même avec un score élevé au premier tour (ce qui n'est pas fait compte tenu de la dispersion de la gauche) et un second tour victorieux (au moins 50 %) ? Sera-ce suffisant ? Il n'y a pas de réussite possible et durable s'il n'y a pas un rassemblement très large qui implique une adhésion même de ceux qui n'auront pas voté pour nous. Il faudra les mobiliser, les réunir sur des objectifs qui dépassent les clivages de l'élection. Tel est le grand enjeu qui nous rapproche de l'impératif écologique. Nous devons avoir cette force non pas simplement pour créer la prise de conscience, mais pour prendre des décisions.

C'est là que la durée peut être une chance. Plus clairement nous fixerons des objectifs communément acceptés, consensuellement admis, avec des indicateurs de résultats pour atteindre la perspective que nous aurons fixée, plus facilement pourrons-nous conduire nos concitoyens vers des changements essentiels. Faut-il encore qu'ils aient la conviction que cette mutation sera utile pour leur vie et surtout pour celle de leurs enfants.

**Mieux au travail,
tous au travail
Pour une nouvelle
donne sociale**

Discours de Paris, 29 janvier 2011

JE VOUS RETROUVE avec bonheur. Je poursuis aujourd'hui la démarche que j'avais engagée il y a près de dix-huit mois. Elle consiste à aller à l'essentiel, à hiérarchiser des priorités, à prendre la situation telle qu'elle est : celle du pays, celle de l'Europe, celle du monde, et à donner une perspective, montrer qu'il y a un destin possible pour la France.

Je poursuis aujourd'hui cette démarche, je constate qu'elle rencontre quelques échos, je ne les mesure pas simplement par les sondages, et ce que je retiens surtout c'est le retour sur nos propositions.

Il y a dix-huit mois, j'avais souhaité montrer une cohérence, commencer par ce qui me paraissait être un des sujets de l'élection présidentielle de 2012 : **le débat fiscal, la question de la répartition, la confrontation sur ce qui est le plus difficile dans un débat politique, à savoir faire comprendre que le partage est nécessaire.**

Je constate que le débat fiscal s'est invité et qu'il y aura en 2012 avec le président sortant et le-la candidat(e) socialiste une grande discussion sur ce thème.

Il ne s'agira pas de savoir si les uns sont pour la baisse des impôts et les autres pour une hausse. Dès lors qu'il y aura de toute manière un effort collectif à faire, il s'agira de préciser qui sera l'objet d'un certain nombre de mesures, sur quelles catégories des prélèvements seront appelés et au bénéfice de qui la réforme fiscale sera engagée.

J'avais ensuite évoqué le pacte productif, le pacte industriel à un moment où nul n'en parlait vraiment

et où l'on doutait qu'il soit possible de mobiliser l'épargne vers l'industrie, d'avoir une politique plus attentive à l'égard des PME pour qu'elles prennent la taille nécessaire pour exporter et créer de l'emploi. À cette occasion, j'avais montré que la décentralisation était un moyen de mobiliser notre tissu productif.

Là encore, et je ne m'en plains pas, je constate que cette question sera l'une de celles de l'élection présidentielle parmi les plus urgentes à traiter.

J'avais aussi parlé de l'éducation, du pacte éducatif. Comment comprendre en effet qu'il y ait encore 10 % de jeunes qui sortent sans diplôme du système éducatif ? Comment admettre que l'orientation ne permette pas la pleine utilisation des talents de notre pays ? Comment tolérer aussi le gâchis d'un certain nombre de parcours dans l'enseignement supérieur ?

Ces questions encore seront présentes en 2012.

Plus récemment, au moment où l'écologie paraissait devenir une variable de second rang compte tenu de l'intensité de la crise, j'ai **rappelé l'impératif écologique dans les choix que nous aurons à faire.**

Aujourd'hui, je veux vous parler de la donne sociale, du pacte social que nous devons proposer aux Français.

La crise que nous traversons est bien sûr une crise de la finance. Il faudra la régler par rapport à cet enjeu : la place des marchés de capitaux, les rémunérations du capital, les paradis fiscaux, les guerres des monnaies. Toutes ces questions sont présentes dans l'actualité du G8 et du G20.

La crise est née de désordres dans le capital, mais la crise est également une crise du travail sous toutes ces formes :

Une crise de la quantité de travail : le chômage atteint près de 10 % de la population active.

Une crise de la répartition du travail : dans tous les pays industrialisés, nous avons un chômage élevé des jeunes et une sortie trop précoce des seniors de l'entreprise.

Une crise de la rémunération du travail : l'évolution des salaires est sans commune mesure avec celle des revenus du capital. En outre, au sein de la communauté salariale, il y a une évidente aggravation des inégalités au bénéfice de cadres qui sont très bien rémunérés avec des formules qui n'ont plus rien à voir avec le salaire.

Une crise de la qualité du travail : elle se retrouve dans tous les pays développés avec une augmentation des rythmes, une exigence accrue des performances individuelles, la disparition du sentiment d'appartenance à la communauté de travail et la crainte du chômage qui exacerbe encore les peurs. Tout cela génère une souffrance au travail, un malaise, voire même des maladies psychosomatiques.

Enfin, il y a une crise des relations du travail : le dialogue social s'est amoindri, les déséquilibres au sein de l'entreprise entre le travail et le capital se renforcent et les formes de représentation du personnel paraissent obsolètes. Voilà le tableau général.

Celui-ci n'est pas spécifique à la France, même si en France le chômage est plus élevé que dans la plupart des pays européens, le taux d'emploi est particulièrement faible chez les jeunes et le taux de précarité

particulièrement élevé pour eux. En effet, un jeune sur quatre qui a un emploi est dans une situation de précarité.

La seconde spécificité française est l'écart de rémunérations entre les hommes et les femmes alors même que nous disposons sans doute des dispositifs de garde d'enfants parmi les plus évolués ; il n'empêche que nous avons toujours cette distorsion.

Par ailleurs, le nombre de salariés payés au SMIC en France a eu tendance à augmenter ces dernières années.

Enfin, les relations sociales se sont particulièrement dégradées, comme l'ont montré les conditions dans lesquelles s'est effectuée la réforme des retraites.

Nous vivons donc dans le paradoxe d'une France qui est sans doute l'un des pays les plus attachés, à la dignité du travail, à la fierté dans le travail, à la mentalité ouvrière, au savoir-faire, et qui en même temps, exprime la plus grande souffrance, la plus grande inquiétude, le pessimisme le plus élevé et la frustration la plus grande par rapport au déroulement des carrières, à la manière d'être considéré et à sa place dans le système productif.

Voilà le tableau ! Je ne veux pas le noircir à dessein parce que nous serions à la veille d'une échéance, mais tous ces facteurs ont des conséquences.

Conséquences tout d'abord morales, avec un haut niveau de pessimisme ; conséquences économiques ensuite, car cette mauvaise relation au travail, cette mauvaise considération du travail, cette absence de reconnaissance a des effets sur notre performance en matière économique dans l'entreprise et au niveau national. Enfin, le dernier impact de cette situation c'est l'existence d'inégalités ; inégalités entre salariés

de petites entreprises ou de grandes entreprises et inégalités entre salariés « du bas » et salariés « du haut », comme s'il n'existait plus de communauté du travail et d'identité dans l'entreprise.

Dès lors, ce que nous avons à proposer, c'est une nouvelle donne : l'idée pourrait être d'être mieux au travail et d'être tous au travail !

L'objectif sera que ceux qui sont dans l'emploi vivent mieux le rapport au travail et que ceux qui ne sont pas dans l'emploi aient pour perspective de trouver du travail.

Nous avons donc à la fois l'obligation de favoriser la croissance et une responsabilité sociale.

Sur la croissance, les propositions que je fais sont liées les unes avec les autres : pacte redistributif, pacte éducatif, pacte productif, pacte écologique ; elle ont pour objectif de favoriser une nouvelle croissance autour d'une économie de besoin.

Il est nécessaire d'appréhender ce que sera l'économie de demain et pas simplement de poursuivre sur les tendances de l'économie d'hier. Il faut comprendre que c'est sur les nouvelles technologies, l'information, l'environnement, la santé, l'éducation que nous pourrons créer de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois.

Dans ce contexte, l'investissement est la condition de la croissance, et des correctifs en matière fiscale sont nécessaires. L'impôt sur les sociétés qui frappe les bénéfices doit être différent selon que le bénéfice est réinvesti dans l'entreprise ou distribué aux actionnaires. Ces dernières années, le bénéfice est allé beaucoup plus vers

l'actionnaire que vers l'entreprise elle-même. Enfin, pour favoriser la croissance, les formations initiale et continue doivent permettre d'avoir une élévation de la qualité du travail et donc de l'avantage comparatif qui peut être le nôtre.

La nouvelle donne sociale doit prendre trois dimensions :

La première dimension est celle de la démocratie sociale, c'est-à-dire les relations que nous pouvons avoir avec ceux qui représentent les salariés.

La seconde dimension, c'est le pacte pour l'emploi c'est-à-dire la manière avec laquelle nous mettons tous nos moyens en direction de la création d'emplois.

Enfin, la nouvelle donne sociale, c'est aussi un nouveau financement de la protection sociale.

Il nous faut donc d'abord un changement de méthode : c'est la démocratie sociale.

Démocratie sociale et démocratie politique ne sont pas contradictoires. Il y a une légitimité du suffrage. L'élection présidentielle donne à celui ou celle qui en est le vainqueur une responsabilité et une force. C'est sur la base de son programme que son mandat doit s'exécuter. En même temps, un homme, une femme élu(e) au suffrage universel ne peut pas décider seul(e), ne doit pas décider seul(e) et ne peut pas réussir seul(e). Un pays comme le nôtre, confronté aux difficultés que nous connaissons et aux défis qui sont les nôtres, doit mobiliser l'ensemble des acteurs si nous voulons avoir quelques chances de réussir. C'est en ce sens que la démocratie sociale, loin de contredire la démocratie politique, vient l'enrichir.

La démocratie sociale, c'est d'abord l'association des acteurs patronaux et syndicaux au programme que nous aurons à exécuter.

Ma proposition serait la suivante : **au lendemain des élections législatives seraient réunies des assises où se trouveraient syndicats, patronats et exécutif gouvernemental pour définir l'agenda, c'est-à-dire déterminer comment les priorités qui ont été voulues par le suffrage universel peuvent être atteintes et déterminer la répartition entre ce qui relève de la loi et ce qui relève de la négociation.**

Ce partage des responsabilités permet non seulement d'être plus efficaces pour être certains d'atteindre l'objectif, mais aussi d'être plus démocratiques dans la manière d'associer tous les partenaires.

Quatre grandes questions pourraient être soumises à cet agenda : l'emploi, la souffrance au travail, la participation des salariés et la réduction des écarts salariaux entre hommes et femmes.

Ces grands sujets appellent des lois et des négociations. Mais encore faut-il des syndicats représentatifs, des employeurs également représentatifs.

Des évolutions ont été heureusement faites, des lois ont été votées. **Il faut aller jusqu'au bout de la logique de la représentativité** quoi qu'il en coûte à certaines organisations, car il faut avoir des partenaires qui s'engagent, dont la signature compte et dont la responsabilité sera à la hauteur de leur propre légitimité.

Concernant la démocratie dans l'entreprise, il y aura ce qui relève de la loi. Comment réintroduire de nouveaux dispositifs de participation des salariés au changement dans le travail ? Ce n'est pas facile parce qu'il faut inventer.

Cependant, nous ne partons pas de rien. Les lois Auroux ont été votées il y a maintenant bien longtemps, sans que l'on sache exactement ce qu'elles sont devenues.

Il est donc nécessaire de retrouver des formes de participation permettant d'améliorer la vie au travail et de revoir le fonctionnement et l'organisation des institutions représentatives du personnel.

Nous ne sommes plus dans la même économie qu'au lendemain de la guerre. En conséquence, peut-on avoir les mêmes règles et les mêmes formes d'organisation de la représentation dans l'entreprise ? Ne faut-il pas élargir un certain nombre de possibilités, pour les représentants des salariés ?

Par ailleurs, concernant la gouvernance des entreprises, il faudra qu'il y ait une participation effective des salariés dans les entreprises de plus de 500 salariés.

Enfin, les règles de rémunération des dirigeants des entreprises devront être revues. Il n'est pas possible d'accepter des formes dérogatoires, des stock-options, des clauses particulières, des retraites chapeaux...

Il ne s'agit pas de stigmatiser, de punir ou de traiter les patrons de « voyous » (je laisse cela à d'autres...), mais il s'agit tout simplement d'avoir des règles.

Voilà ce que peut être une forme de démocratie dans l'entreprise.

Il faut également changer de priorité. Dans la nouvelle donne sociale, la priorité essentielle doit être celle des jeunes.

Il ne s'agit pas d'introduire comme une forme d'éclatement du marché du travail qui ferait que nous n'aurions de responsabilités que devant les jeunes, mais je considère qu'aujourd'hui c'est là que nous devons faire l'effort. **C'est l'idée du « contrat de génération ».**

Le « contrat de génération » permet de rassembler les catégories d'âge : l'employeur qui garde un senior, lui permettant de pouvoir liquider ses droits à la retraite dans les meilleures conditions, et qui embauche, dans le même temps, un jeune de moins de 25 ans avec un contrat à durée indéterminée pourra avoir une exonération totale de ses cotisations sociales.

Je sais ce que l'on m'objectera : encore une forme d'exonération de cotisations sociales, comme s'il n'y en avait pas déjà beaucoup ! Sur ce point, il faudrait certainement réviser toutes ces formes car même les employeurs ne savent pas exactement ce qu'ils doivent faire en contrepartie. En outre, je rappelle que normalement il devrait y avoir une négociation sur les salaires justifiant l'exonération de cotisations sociales ; est-il nécessaire de préciser que dans beaucoup d'entreprises ce n'est pas le cas ? Nous devons avoir une lisibilité concernant ces exonérations.

Ce contrat permet non pas d'exclure, d'écarter, de substituer, mais d'unir en mettant jeunes et seniors dans le même engagement, en permettant aux seniors de transmettre l'expérience aux plus jeunes. C'est autour du « contrat de génération » qu'il faut concevoir la politique de l'emploi.

Cela n'empêchera pas les politiques spécifiques pour les chômeurs de longue durée, ni les politiques de formation continue pour ceux qui sont encore dans l'emploi, ni les contrats de transition pour ceux qui sont victimes de plan de licenciement, mais cela favorisera la clarté dans le dispositif de la politique de l'emploi.

J'ajoute qu'il faudra sûrement mieux insérer les jeunes, avoir des politiques globales permettant des aides à la formation, au logement, à l'emploi, à la mobilité et un accompagnement particulier.

Enfin, dans la plupart des pays, les étudiants travaillent. En France, c'est un travail subi avec un volume horaire qui ne permet ni d'étudier ni de bien vivre. Si nous voulons réussir l'insertion, la transition et les études, il faut permettre qu'il y ait une alternance des temps de travail salarié et des temps d'étude dans le parcours initial de l'étudiant. Les entreprises ne seront plus obligées d'accueillir des stagiaires mais devront permettre aux étudiants d'avoir cette préformation, préinsertion dans l'entreprise et cet échange avec l'université.

Enfin, il y a le changement dans le mode de financement de notre protection sociale.

Le travail doit être la valeur sacrée de notre société. Pourtant, c'est sur le travail que l'essentiel du prélèvement social est organisé. C'est sur cette assiette que les cotisations sociales sont perçues.

En Allemagne, les cotisations sociales patronales sont plus faibles (de 10 points). Est-ce la raison de la meilleure compétitivité de l'Allemagne par rapport à la France ? Sûrement pas ! Ce qui explique les résultats allemands, c'est essentiellement leur bonne spécialisation industrielle et leur savoir-faire. Cependant, cela doit nous faire réfléchir sur le mode de prélèvement.

Ainsi, si nous ne prélevons plus de cotisations sur le travail, il y a plusieurs options : certains évoquent par exemple la création d'un prélèvement exceptionnel sur la consommation, il s'agit de la « TVA sociale ».

Est également évoquée la possibilité d'une taxe « anti-délocalisation ».

Cela revient en réalité au même, car il s'agirait de relever de 2 ou 3 points le taux de TVA. Les Allemands l'ont

fait, mais ils partaient d'un niveau de TVA plus bas ; en France, elle est à 19,6 % ; jusqu'où serait-il donc acceptable d'aller ? Je ne crois pas que ce soit la bonne voie.

En revanche, il faudra élargir l'assiette du prélèvement social à l'ensemble des facteurs de production, à l'ensemble de la richesse produite ; ceci suppose d'élargir l'assiette au prélèvement écologique nécessaire quand l'entreprise crée de la pollution ou rejette du CO₂ et ainsi dissuader ces entreprises d'un certain nombre de pratiques.

Il faudra aussi revoir l'ensemble des exonérations de cotisations sociales ; d'ailleurs, elles n'ont plus de justifications dès lors qu'il y a un autre prélèvement.

Enfin, pour conclure, j'attire votre attention sur le fait que le sujet du travail est un sujet essentiel. Le président sortant avait fait campagne sur le « travailler plus pour gagner plus » ; il aura du mal à justifier son slogan en 2012 ; il se prépare donc déjà à changer non pas de mots, mais de perspective. Aujourd'hui, c'est le « travailler mieux », sans doute pour « gagner mieux » ! Vous voyez que « gagner mieux » et « gagner plus » ce n'est pas tout à fait la même chose.

Ces jours-ci, il voulait également « réhabiliter » le travail. Ce n'est pas la bonne formule. Il faut valoriser, reconnaître le travail, il faut donner de la dignité au travail.

Nous devons donc être offensifs sur cette question du travail, car c'est un élément du pacte républicain.

C'est une façon non pas d'être simplement au travail mais de s'accomplir, de se réaliser, d'avoir une promotion,

une mobilité, de s'engager tout au long de sa carrière dans la meilleure manière d'assurer son destin.

Le travail, c'est aussi une valeur collective et pas simplement individuelle. Il s'agit de permettre, par le travail de tous la réussite de la nation, la réussite de l'entreprise, c'est à dire d'être capable par soi-même d'être plus efficace avec les autres et d'avoir des objectifs qui ne sont pas simplement sa propre réalisation, son propre salaire, mais le bénéfice de l'entreprise et la croissance du pays. Le travail unit, ne divise pas.

Nous devons donner une vision rassembleuse à nos propositions ; ce sera l'un des clivages de l'élection présidentielle.

Le candidat de la droite ne cesse de diviser, de stigmatiser, de fragmenter. Il nous faudra faire exactement l'inverse : réunir, réconcilier, rassembler. Il faudra des valeurs fortes qui ne sont pas simplement des concepts, des abstractions, mais des éléments de la vie.

Dans la campagne présidentielle, il faut être précis, simples, concrets, avoir une direction et être capables de changer la vie quotidienne de nos concitoyens. C'est celui ou celle qui permettra cette articulation entre « une vision de loin et une vie de près » qui arrivera à convaincre.

Il faudra donc être « mieux au travail, tous dans l'emploi », créer cette nouvelle donne **démocratique**, ce « pacte pour l'emploi ».

Il faudra concevoir une organisation différente de nos financements, de nos prélèvements et créer

un pacte intergénérationnel pour donner aux jeunes toute leur place dans notre société, car ils sont notre avenir.

Enfin, il faudra donner du sens, du sens au travail, du sens au projet que nous avons à présenter, et donner un destin collectif et individuel pour permettre à chacun de réussir sa vie en étant conscient de vivre dans un grand pays, la France, et qui a toutes les chances de réussir.

Nous sommes dans un moment de doute où la droite essaiera d'utiliser les peurs et où la gauche n'aura pas d'autre issue, pas d'autre levier que d'utiliser l'espoir.

Entre la peur et l'espoir, je fais le pari que c'est l'espoir qui gagnera.

La France en avant

Annonce de candidature, Tulle, 31 mars 2011

JE VOULAIS D'ABORD vous exprimer toute ma gratitude pour le soutien que vous m'avez apporté tout au long de ces dernières années, tout au long de ce long parcours corrèzien, fait de victoires, parfois d'embûches, mais toujours de joies partagées, et encore ces dernières semaines, à l'occasion des élections cantonales, qui m'ont permis grâce à vous de rester président du conseil général de notre département avec une majorité élargie. C'était pour moi indispensable si je voulais aller plus loin, car ma démarche est de l'ordre de l'évidence, de la simplicité, de la clarté. C'est en effet ici, par le suffrage, que je tire ma légitimité et la force de mon engagement. Comment pouvais-je prétendre à la plus haute responsabilité du pays, si un jour elle m'était confiée, si je n'avais pas, au préalable, la confiance de ceux qui me connaissent ?

Alors, désormais, c'est de la France dont il s'agit, notre pays, notre grand pays, un pays dont nous sommes fiers. Fiers des valeurs qu'il porte, des atouts qu'il recèle et des capacités humaines qu'il contient. Fiers de la diversité des hommes et des femmes, sur l'ensemble du territoire, diversité qui a toujours fait notre richesse. Fiers du lien social qui a donné à notre pays dans son histoire la cohésion qui lui a permis d'avancer.

C'est pourquoi je n'accepte pas l'état dans lequel la France, aujourd'hui, se trouve et je n'accepte pas davantage la situation qui est faite aux Français.

Je ne me résous pas à ce pessimisme, à cette difficulté de voir individuellement, collectivement, notre avenir.

Je refuse la division, sciemment entretenue par un pouvoir qui joue avec le feu en attisant les antagonismes et les peurs.

Je refuse l'injustice, les inégalités de revenu, de patrimoine, aggravées encore par des faveurs fiscales accordées aux plus privilégiés.

Je ne supporte pas la souffrance dans laquelle vivent trop de nos concitoyens, harassés qu'ils sont par tant de difficultés, par tant d'amputation de leur pouvoir d'achat.

Je n'admets pas la violence qui s'intensifie, signant l'échec des discours répétés sur l'insécurité.

L'État, et je ne m'en réjouis pas, au moment où je m'exprime, apparaît sans direction, sans cap, et pire encore sans morale, avec les risques d'une fuite en avant périlleuse, dans une forme de sauve-qui-peut de la part d'un président en fin de course.

Voilà pourquoi j'estime que le moment est venu de **mettre la France en avant**.

Mettre la France en avant, c'est lui donner un projet productif qui mobilise les forces du travail, mais aussi de l'épargne, et qui agrège l'ensemble des acteurs publics, État, collectivités locales comme privées, pour créer les emplois de demain et bâtir notre avenir.

Mettre la France en avant, c'est faire le pari de la jeunesse, de son éducation, de sa qualification, de son insertion, de son orientation, de son entrée dans la vie, de son accès au logement. De la réussite de la jeunesse dépend aussi la nôtre, c'est pourquoi je propose de conclure un pacte entre les générations pour faire avancer notre pays.

Mettre la France en avant, c'est faire le choix de la justice fiscale, sociale, territoriale. C'est de n'abandonner personne, aucun quartier ni aucun espace, en métropole comme en outre-mer, c'est faire en sorte que chacun puisse se sentir ici, en France, à l'égal de l'autre.

Mettre la France en avant, c'est réconcilier, rassembler, c'est unir autour des principes républicains, la dignité humaine, la liberté, mais aussi la laïcité, qui ne doit pas être un sujet de débat, et encore moins un pugilat, mais un ensemble de règles qui s'imposent à tous.

Mettre la France en avant, c'est porter un message fort en Europe, celui de la suprématie de la démocratie sur les marchés, c'est délivrer une parole claire à l'égard du monde, celui des Droits de l'homme, celui de l'émancipation des peuples, mais agir avec constance, cohérence et respect.

Voilà chers amis ce qui attend la gauche. Les socialistes ont plus que d'autres cette responsabilité. Ils doivent montrer la direction.

C'est un moment exceptionnellement difficile pour notre pays, la gauche doit se situer à la hauteur des enjeux sinon le pire est à craindre : l'extrémisme, la défiance, la résignation. Elle doit dire la vérité et en même temps lever une espérance, écrire une nouvelle page de notre histoire, ouvrir une période de changement et de progrès et montrer qu'un chemin est possible. Et surtout offrir à la génération qui vient un avenir meilleur que le nôtre, une vie meilleure.

J'estime qu'il n'y a plus de temps à perdre, il y a même urgence. Il faut un moment qu'il y ait des idées et une incarnation du changement. Et c'est la raison pour

LE RÊVE FRANÇAIS

laquelle, ici à Tulle, devant vous mes amis, **j'ai décidé de présenter ma candidature à l'élection présidentielle à travers la primaire du Parti socialiste.**

Permettez-moi de rajouter un mot, un seul, c'est que l'issue de cette primaire qui prépare l'élection présidentielle doit être la meilleure. Non pas seulement pour le Parti socialiste, non pas pour la gauche, mais pour la France. Ce qui nous attend, ce n'est pas une compétition entre nous, ce n'est pas simplement de savoir qui et pourquoi, c'est être capables de donner à la France la fierté qu'elle mérite et aux Français la confiance qu'ils attendent.

TROISIÈME PARTIE

À l'heure des choix

Discours de François Hollande

(avril 2011-juin 2011)

Je suis engagé sur un long chemin

Discours de Clichy, 27 avril 2011

CLICHY NOUS ACCUEILLE et j'ai compris que des hôtes prestigieux nous avaient précédé et avaient délivré des discours ici même dans ce théâtre Rutebeuf. Gilles Catoire a rappelé que François Mitterrand y était venu avant 1981. Certains verront un présage heureux, d'autres une prétention inconsidérée. Mais ne vous réjouissez pas trop vite ; partout où je vais en France et chaque fois qu'un maire m'accueille, il m'annonce fièrement que François Mitterrand, avant de devenir président, avait tenu réunion dans sa ville. Après cette évocation de ce qu'a été la plus belle des victoires, celle du 10 mai 1981, je vous engage non pas à contempler avec nostalgie ce temps glorieux, mais à regarder devant et à faire que 2012 soit une année dont on se souvienne comme de 1981.

Clichy est une ville de tradition socialiste, Pierre Bérégovoy y a vécu, Jacques Delors en fut le maire et Gilles Catoire a repris, avec ses colistiers, le drapeau du socialisme.

C'est un drapeau exigeant qui fait de ses élus des hommes et des femmes qui doivent non pas simplement respecter leurs engagements, mais l'espoir qui est placé en eux.

C'est d'espoir dont je suis venu vous parler ici. Je suis engagé sur un long chemin. De nombreuses étapes nous attendent, il faudra les franchir l'une après l'autre. Ce chemin commence aujourd'hui et l'issue doit être la victoire en 2012.

Nous sommes à un an de l'élection présidentielle. Un an, c'est long ! Tant de choses peuvent se produire dans le monde. Qui aurait pu imaginer ce réveil des peuples arabes qui aspirent eux aussi à la démocratie ? Qui aurait pu penser qu'une crise aussi violente puisse frapper notre continent au point de placer des pays sous le joug des marchés ? Qui peut savoir ce que la spéculation est capable de réserver d'ici quelques mois aux dettes souveraines des États les plus fragiles ? Qui peut écarter une secousse terroriste ou je ne sais quelle catastrophe qui mette en cause les certitudes les mieux établies ? À tous égards, nous sommes dans une période d'instabilité et de volatilité. Et sur le plan politique, qui peut prétendre avec assurance connaître quels seront les candidats du premier tour pour 2012 ? Qui peut connaître *a fortiori* les protagonistes du second ?

Il faut avoir ce sens du temps, ce rapport à un pays peut exprimer tant de souffrances et de mal-être. Il faut être conscient que les sondages n'indiquent pas le résultat de la prochaine élection.

Je fais en sorte aussi de comprendre que les thèmes d'aujourd'hui ne seront pas nécessairement les sujets de demain.

Je n'entends pas non plus fatiguer les Français par des polémiques, par des joutes récurrentes qui en définitive n'intéressent qu'une partie de plus en plus réduite de la vie publique.

Ce que je veux faire, c'est comprendre, entendre et parler avant qu'il ne soit trop tard. Un an, c'est court.

J'ai par expérience la conviction qu'une élection présidentielle se prépare de longue date. C'est une course d'obstacles. Il faut y être préparé.

En même temps, il faut savoir mesurer les peurs, les attentes, les aspirations de notre pays. Il faut également appréhender l'état du monde, à la fois ce qu'il révèle

d'heureux, comme les peuples qui se soulèvent contre leurs despotes, mais aussi le retour des nationalismes notamment en Europe.

Il faut prendre la mesure de ces marchés, qui n'ont rien perdu de leur puissance, de leur arrogance, comme de la faiblesse des États, incapables d'y faire face avec efficacité et rapidité.

Il faut aussi avoir le souci de comprendre les défis qui nous attendent, économiques, productifs, écologiques, sociaux, culturels.

C'est la raison pour laquelle je me suis engagé.

Une élection présidentielle réussie est la conjugaison de trois éléments : d'abord un projet, un candidat ensuite pour le porter et une coalition politique pour le traduire.

Un projet. Le Parti socialiste a élaboré le sien. Il a le double mérite de la cohérence et du sérieux. Il insiste à juste raison sur l'indispensable redressement économique. Il affirme l'exigence de la justice sociale et aspire au rassemblement autour des valeurs de la République.

Ce projet a veillé à rester dans un cadre économique réaliste sans lequel nous aurions perdu toute crédibilité. Il a intégré la priorité, celle que j'avais fixée, de la jeunesse. Il a fait de la réforme fiscale la première de toutes celles que nous devons engager.

Il est donc le socle à partir duquel le candidat socialiste, lorsqu'il sera désigné, ira vers les Français. Comment ne serait-il pas engagé par lui ? Mais il lui donnera une incarnation. Il traduira ce projet dans un contrat qui sera proposé au pays avec un thème majeur, avec un ordre de priorités et des propositions concrètes.

Il n'y a pas de temps à perdre, car le pays va mal. Son économie va mal : une croissance en berne, une compétitivité dégradée, une industrie affaiblie, un endettement grevé par la spirale des déficits.

Son système social va mal. Trop cher pour les entreprises mais trop chiche pour les assurés sociaux.

Son modèle républicain va mal ; il paraît à la peine, n'assurant plus la réussite des jeunes et laissant de côté des populations oubliées, méprisées, reléguées dans les quartiers les plus difficiles.

Un sentiment s'est installé que le pacte social, celui qui était né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'est progressivement dilué sans qu'un autre contrat social n'ait été élaboré, susceptible de redonner confiance et de fournir les repères dont un pays et une société ont besoin pour avancer.

D'où le malaise, d'où ce sentiment, exagéré d'ailleurs, de déclin que notre pays parfois exprime.

Mais il n'y a pas de temps à perdre parce que les Français eux-mêmes vivent mal.

Je ne parle pas seulement des plus pauvres, de ceux qui sont exposés au surendettement, à la faillite, aux fins de mois impossibles à boucler, aux familles monoparentales qui sont exposées non seulement à la précarité mais aussi à l'impossibilité de vivre dignement. Je pense aussi aux ouvriers qui avaient pu jusqu'à présent s'estimer à l'abri et qui subissent, eux aussi, l'érosion du pouvoir d'achat, la dégradation de leurs conditions de vie et surtout la perte de visibilité pour leur avenir et celui de leurs enfants.

Le malaise ne touche pas uniquement les plus exposés par les effets de la crise. Les professions libérales (avocats, médecins...) s'interrogent aussi sur leur place dans la société.

Celles et ceux qui sont supposés représenter l'autorité, les magistrats, les policiers, les gendarmes expriment leur incompréhension d'une politique qui perd toute cohérence. Ainsi, Nicolas Sarkozy ministre de l'Intérieur a-t-il créé 10 000 emplois de policiers et de gendarmes et Nicolas Sarkozy président de la République en a supprimé autant depuis 2007. Allez comprendre !

Tout est devenu plus dur et moins sûr. L'avenir est plus sombre et le présent plus rude. La France est saisie par le doute, la défiance, les divisions. Doute par rapport au progrès, à la mondialisation, à l'Europe. Tout fait peur !

Crise économique, crise écologique, crise financière, rien ne résiste. Chacun est confronté individuellement à la fatalité et à l'adversité. D'où la résignation et ce pessimisme sans commune mesure avec nos atouts, notre vitalité démographique comme nos forces vives.

La défiance en est le résultat. Elle s'exprime certes à l'égard du président sortant, mais elle devient aussi prise de distance à l'égard de la politique, qui est regardée au mieux comme une impuissance, au pire comme un cynisme.

Cette confusion laisse penser que les citoyens sont responsables de leur sort et réduits à un destin qui, en définitive, ne peut plus être maîtrisé par ceux qui se présentent devant le suffrage universel.

Les divisions que Nicolas Sarkozy a essayé non sans succès d'aviver minent notre cohésion. Divisions entre les générations, entre les secteurs publics et privés, entre les territoires, entre les religions et même selon les couleurs de peau. Ainsi, ce qui faisait la force de notre pays, son unité, est aujourd'hui mis en cause.

La responsabilité de cette situation incombe au premier chef au président sortant. Il avait tant promis et il aura si peu tenu. « Tout était possible », nous disait-il ! C'était vrai, même l'échec ! Pouvoir d'achat, emploi, sécurité, impartialité de l'État, immigration choisie, autant de thèmes de campagne qui sont devenus des redditions en pleine campagne depuis maintenant plus de quatre ans !

Certes, il y a eu la crise et il a su réagir promptement, mais il n'est pas parvenu à fournir une réponse articulée dans la durée, et, à force d'excès, d'exubérance, d'exhibitions, il aura fatigué les Français au point de les rendre irascibles, impatientes et intenable parfois, presque irrespectueux, au point que je me prends parfois à le défendre, non pas pour lui-même, il ne mérite aucune indulgence, mais pour la fonction qu'il occupe.

Il faut être capable de dénoncer au-delà de l'homme un système, une majorité, une politique. Il faut être aussi conscient que les plus révoltés aujourd'hui ne sont pas tant ceux qui n'ont pas voté pour lui mais ceux qui l'ont fait. Cependant, si nous voulons l'emporter en 2012, ne repoussons pas ceux qui ont voté pour lui en 2007. N'oublions pas que Nicolas Sarkozy a été élu avec 53 % des voix. Une part de ses électeurs devra nous rejoindre si nous voulons inverser le résultat. Nous ne refuserons aucun concours.

Mais si sa responsabilité est grande dans la situation que traverse notre pays, elle n'est pas la seule.

Il y a aussi l'arrogance des plus fortunés. Ceux qui avant la crise comme après continuent à se distribuer des rémunérations sans commune mesure avec leur talent ou leur travail. Ceux qui considèrent qu'ils ont tous les droits. Les patrons du CAC 40 se sont augmentés en 2010 de plus

de 20 % ! Sans doute ont-ils considéré qu'ils avaient subi une baisse à peu près équivalente en 2009 et qu'il était nécessaire pour eux qu'ils se garantissent une juste compensation.

En moyenne, ils gagnent 150 fois le SMIC. Est-ce raisonnable ? Est-ce sérieux, est-ce digne ?

Il y a aussi cette pusillanimité des gouvernements européens. Ils ont mis tant de lenteur à venir en aide aux pays de la zone euro face à la spéculation, ils ont été si timides pour lever des ressources pour financer d'utiles projets et ils sont tellement frileux quand des réfugiés se présentent portés par la guerre ou la révolution de leur pays qu'ils ont fini par ternir l'idéal du projet européen. Certains de ces dirigeants veulent même suspendre les traités européens de peur de les voir appliqués au nom de l'hospitalité. Comme si Schengen devait céder face à l'arrivée, à « l'afflux » ou « l'invasion » nous dit-on, de 20 000 Tunisiens qui n'auront que des droits précaires et qui, un jour ou l'autre, seront raccompagnés vers leur pays où, je l'espère, la démocratie sera consacrée.

Voilà notre situation : impopularité du chef de l'État, irresponsabilité des puissants, irrésolution des dirigeants européens.

Tous les ingrédients sont réunis pour nourrir le terreau du populisme. L'extrême droite s'est engouffrée dans la brèche en Europe, de la Finlande à l'Autriche sans oublier la Suisse et les Pays-Bas jusqu'aux pays scandinaves jusque-là prémunis de ce fléau. En France, avec la reprise du « stock » des thèmes du Front national et le lancement d'une « nouvelle collection » qui n'est qu'un habillage de circonstance pour porter avec un nouveau visage et le

même nom les mêmes idées, les mêmes mauvaises pensées en évitant les mauvaises manières, nous avons là, devant nous, un danger bien plus grand que celui de la droite.

La droite, nous devons la battre par les élections. L'extrême droite, nous devons la combattre dans les esprits, jusqu'au cœur même de nos quartiers où les thèses qui jusque-là étaient repoussées par nos concitoyens finissent par trouver droit de cité.

Qui peut croire que la préférence nationale, le protectionnisme, la sortie de l'euro, pourront offrir une sortie heureuse à notre pays ? Peut-on accepter de se réfugier derrière des barrières, derrière des barbelés pour être protégés des produits venant de l'extérieur ou des populations migrantes ? Une France assiégée, c'est une France perdue. Et c'est pourquoi nous avons deux adversaires en face de nous en 2012 : la droite et l'extrême droite.

L'une fait surenchère à l'autre au point de lui offrir une reconnaissance de légitimité par les thèmes utilisés et de provoquer un transfert à son détriment. L'autre, le FN, fait assaut de civilités au point de cacher ses origines en faisant mine de « tuer affectueusement le père » tout en donnant une nouvelle jeunesse aux mêmes pensées, aux mêmes thèmes, aux mêmes illusions, au même racisme.

Je ne confonds pas droite et extrême droite. Cependant, je vois bien que chez certains, à droite, ce qui était une différence de nature devient une différence de degré.

Je ne dis pas qu'il existe une alliance, mais je souligne une convergence d'intérêts. Leur objectif est commun, éliminer la gauche, capter l'électorat populaire quitte à proposer

un vote contraire aux intérêts des plus modestes. C'est la seule façon pour Nicolas Sarkozy d'espérer l'emporter en 2012 en créant une fluidité entre les deux électorats pour assurer un report au second tour en sa faveur voire même en misant sur la dispersion de la gauche et la disqualification au soir du premier tour du candidat socialiste.

Je n'écarte rien, car pour avoir vécu le 21 avril 2002 je sais que ce n'est pas une virtualité. Cela s'est déjà produit et peut donc se reproduire.

Nous avons donc le devoir de convaincre les Français de faire le choix, dès le premier tour, du seul changement possible.

Nous sommes à un an de la présidentielle, nous connaissons l'état de notre pays, ses forces, ses faiblesses, les aspirations, les crispations qui sont à l'œuvre.

L'envie de changer est forte, irréprensible même, mais elle n'est incarnée aujourd'hui ni dans une personne, ni dans un mouvement cohérent, ni dans une alternative programmatique. C'est notre responsabilité que de le faire. L'enjeu, c'est de redonner confiance et espérance, de montrer que la solution pour un grand pays comme le nôtre avec son histoire, ce n'est pas la fuite en avant démagogique sans autre perspective que d'adapter, de manière « ébouriffée », la France à la mondialisation. La solution n'est pas non plus dans le repli, le ressentiment et le rejet.

La solution est dans un projet qui met la France en avant, qui renoue avec le rêve français, c'est-à-dire la promesse, génération après génération, que la

République fait espérer notre peuple, à chaque étape de son histoire.

Ce rêve, né avec la Révolution française, s'est poursuivi tout au long de la République avec les droits fondamentaux, l'école, la Sécurité sociale. Ce rêve a été partagé par l'ensemble des citoyens qui voyaient dans notre modèle républicain la façon non pas seulement de réussir leur vie, mais au moins de donner à ses enfants les moyens d'accomplir leur destin.

Ce rêve français s'est dissipé, il nous appartient de le rendre de nouveau possible. Notre grand engagement, la cause qui nous anime est de porter ce rêve français, cette confiance dans le progrès, la promotion, la réussite. Rien d'autre ne peut nous mobiliser que ce rêve. Donner à la jeunesse de France toutes les conditions pour réussir sa vie, une vie meilleure, une vie pleine, une vie digne.

**Voilà pourquoi j'ai voulu mettre la France en avant !
Mettre la France en avant, c'est lui donner une envie de conquête !**

Rien ne sera possible sans un effort productif, sans une croissance durable qui puisse permettre aux entreprises de développer l'emploi, l'investissement et l'activité. L'effort productif concerne les grandes entreprises qui ont la capacité non seulement de vendre des produits à l'étranger, mais aussi de les fabriquer ici en France, et également les centres de recherche, de formation, de valorisation des produits, ceux que nous avons vocation à porter partout dans le monde sur les marchés.

Mais nous avons aussi une autre responsabilité que les petites entreprises partout sur les territoires puissent être

accompagnées pour leur développement, leur création, leur transmission.

Cette stratégie offensive, celle du pacte productif, est préférable à l'abaissement des protections sociales. On ne gagne jamais en perdant ses droits. Elle est la seule possible si l'on songe que l'édification de protection aux frontières que certains nous réclament ne serait qu'une digue de papier. Il faut être les meilleurs dans la mondialisation. Ceci ne veut pas dire être les plus naïfs. Il faudra évidemment proposer des conditions pour l'échange, il faudra que les monnaies soient fixées au niveau requis par les excédents ou les déficits commerciaux. Il faudra évidemment veiller à ce que les normes environnementales, sociales soient respectées par les uns comme par les autres. Mais nous n'allons pas mettre des sacs de sable pour nous protéger de l'extérieur ! On ne construit rien de vrai avec des faux-semblants.

Le pacte productif, c'est un État qui fixe la stratégie, précise des objectifs et donne priorité à l'intérêt général par rapport à l'immédiateté du marché autour des pôles de compétitivité, de la transition écologique, de la diffusion des nouvelles technologies et qui mobilise l'ensemble des moyens pour les atteindre.

Notre devoir est de favoriser l'investissement sous toutes ses formes. Le Parti socialiste a eu raison de retenir l'idée de la Banque publique d'investissement, qui aura pour mission de participer au capital des entreprises.

Le Parti socialiste a également eu raison de moduler l'impôt sur les sociétés, qu'il soit abaissé chaque fois que le bénéfice est réinvesti dans l'entreprise et qu'il soit relevé

chaque fois que le bénéfice est distribué aux actionnaires. J'ajoute dans le même esprit plusieurs propositions :

Je pense nécessaire de créer un produit d'épargne pour l'affecter à l'investissement productif. La France est un des pays où le taux d'épargne des ménages est le plus élevé et où les entreprises manquent cruellement de fonds propres pour développer leurs productions. Il faudra donc créer un livret spécial, « un livret de croissance » pour partie défiscalisé, à l'image du livret A, qui aura pour vocation d'affecter l'épargne à l'investissement sur le territoire pour éviter qu'elle aille se perdre ailleurs dans je ne sais quel usage.

J'ajoute une seconde proposition. Le prélèvement social tant dénoncé par les entreprises pour justifier de leur défaut de compétitivité ne peut plus simplement être basé sur le seul travail. Il va falloir qu'il soit appliqué à l'ensemble de la richesse produite, au capital comme aux salaires, et pas simplement à elle mais aussi à la richesse détruite, et c'est tout l'enjeu de la contribution carbone, qui doit être prélevée sur les entreprises en fonction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Nous devons avoir une fiscalité écologique qui puisse se substituer à la fiscalité qui pèse sur le travail et donc sur l'emploi des entreprises.

Nous aurons aussi à proposer un contrat de compétitivité avec les collectivités locales et particulièrement les Régions, qui sont les mieux à même de soutenir leurs entreprises, d'accompagner les efforts d'innovation, de recherche, de faire les liens avec l'Université.

Enfin, nous avons à proposer un plan de transition écologique. Entre ce qui devra être fait pour réduire les énergies fossiles et pour diminuer la part du nucléaire dans la production d'électricité, il va bien falloir fixer un objectif d'efficacité énergétique, d'économie d'énergie et en même temps de développement des énergies renouvelables, à la condition que nous ayons les industries qui correspondent à cet enjeu.

Mettre la France en avant, c'est faire le choix de la jeunesse, non pas pour la séduire ou la flatter, je ne suis d'ailleurs pas certain d'en avoir le retour. Mais quand on me dit que les Français sont de plus en plus âgés, qu'il faut parler donc de la fin de vie, franchement, peut-on donner une perspective à un pays qui consisterait à savoir comment nous allons vieillir ? Ce qui compte, c'est comment nous allons vivre, vivre ensemble et faire vivre les jeunes dans la dignité et le respect !

Si je mets la priorité sur la jeunesse, c'est dans une idée de rassemblement, d'union, de fédération de toutes les générations. Sa promotion sera la condition de notre propre réussite. Je ne parle pas simplement du paiement des retraites, je parle de notre capacité à renouveler les idées, à porter les initiatives, les nouvelles technologies, le savoir-faire.

La France est le pays le plus jeune d'Europe, celui qui a la démographie la plus dynamique, celui qui assure le renouvellement de ses générations, celui qui sera le pays le plus peuplé de notre continent dans quinze ou vingt ans. Ce pays ne doit donc pas faire de la jeunesse un fardeau mais un levier pour sa croissance.

C'est pourquoi la jeunesse n'est pas un thème de circonstance, c'est l'enjeu des années qui viennent et la capacité de notre pays à assurer son redressement.

Tout commence par la petite enfance et, quand je constate qu'il y a encore 40 % des enfants de moins de 3 ans qui ne sont pas accueillis, je mesure ce que cela représente pour beaucoup de familles, qui sont obligées parfois de renoncer au travail de l'un des conjoints ou d'en appeler à la solidarité familiale quand elle est possible. Ainsi, le droit des femmes à pouvoir travailler est altéré et en même temps la vie quotidienne de nos concitoyens en est compliquée.

Je fais donc la proposition de créer 500 000 places ou en crèches ou dans le réseau des assistantes maternelles avec les collectivités locales. Je ne dis pas qu'il s'agira d'un droit opposable. Souvenez-vous, Nicolas Sarkozy avait inventé « le droit opposable ». Cela valait pour la petite enfance comme pour les maisons de retraite. Eh bien « le droit opposable » à Nicolas Sarkozy sera de le remercier en 2012 !

Ensuite, l'enjeu, c'est l'école. Là encore, le projet du Parti socialiste a eu raison de proposer un pacte éducatif, d'insister sur l'école primaire, qui doit assurer l'acquisition d'un socle commun de savoirs, de connaissances. **J'y ajoute un système d'orientation personnalisé tout au long du parcours du jeune.**

Mais il va falloir poser un engagement supplémentaire : faire de la lutte contre l'échec scolaire une grande cause. Aujourd'hui, trop d'enfants, à la fin même du parcours primaire, ne disposent pas de l'acquisition de

ce socle de connaissances. Il faudra les prendre un par un, aller les chercher, y compris quand ils sont déscolarisés, pour les conduire vers la réussite, la chance qui doit leur être donnée à tout moment d'accomplir un parcours qui doit être un parcours de fierté et non pas un parcours de douleurs fait d'échecs répétés.

Enfin, il y a l'enseignement supérieur, qui est une grande affaire de démocratisation. Depuis dix ans, la part des enfants d'ouvriers dans l'université s'est réduite. Combien de départs précipités après des premiers cycles ratés et d'allongements inutiles d'études coûteuses pour les familles ne débouchant sur aucun diplôme susceptible de permettre de trouver un emploi.

Je propose des filières de formation, après le premier cycle, plus professionnalisées et capables à chaque fois de déboucher sur un diplôme, lequel doit ouvrir une possibilité d'emploi.

L'autonomie des universités que j'accepte ne doit pas être une compétition entre établissements mais une organisation mieux adaptée aux besoins des territoires et de l'économie. Il faudra faire preuve d'imagination et donner une large place à l'alternance. Je ne parle pas ici de l'apprentissage, dont on ne peut pas, comme le fait le gouvernement, laisser penser qu'il serait l'unique solution pour tous les jeunes de France. Je parle de ceux qui, dans leur parcours universitaire, doivent avoir une expérience professionnelle rémunérée pendant la période justement où ils sont à l'université sans que la recherche d'un stage soit presque aussi difficile que l'obtention d'un emploi.

Nous avons une dette à l'égard des jeunes. Peut-on admettre que 150 000 jeunes sortent du système scolaire aujourd'hui sans aucun diplôme ? Peut-on accepter que le

taux de chômage des moins de 25 ans dépasse 40 % dans les quartiers les plus difficiles ? Peut-on encore admettre que 100 000 jeunes soient au chômage depuis plus d'un an, qu'un jeune sur cinq vive en dessous du seuil de pauvreté, que la moitié des pauvres en France ont moins de 35 ans, que l'essentiel de la flexibilité du travail repose sur les plus jeunes et que la moitié des salariés qui sont embauchés en CDD, en intérim ont moins de 30 ans ?

Voilà la situation ! Quand un pays n'est pas capable de donner à la jeunesse un avenir, ce n'est pas elle qu'il faut accabler mais ceux qui le dirigent.

D'où ma proposition du contrat de génération.

Il ne constitue pas un énième dispositif jeune qui chasserait d'autres catégories de salariés du marché du travail. Il consiste à ce qu'un employeur qui accepte de garder un senior le temps nécessaire pour qu'il puisse accéder à une retraite digne et qui en même temps embauche un jeune de moins de 25 ans puisse avoir une exonération totale de cotisation sociale, sur ces deux emplois, pendant cinq ans. Le senior transmet son savoir-faire, son expérience au plus jeune et ils assurent ensemble le développement de l'entreprise et du pays.

Voilà la belle idée qu'il faut promouvoir ! Finis les systèmes particuliers, les primes, les avantages, les dérogations. Tous unis, seniors et jeunes, pour être ensemble dans l'emploi. Le plus tôt pour les jeunes et le temps nécessaire pour les autres.

Le contrat d'avenir, les emplois jeunes, que le Parti socialiste a de nouveau et à juste raison mis dans son projet, vont dans le même sens. Ils doivent être principalement

destinés à ceux qui n'ont aucune qualification, à ceux qui sont les plus exposés au chômage, à la précarité. Ils doivent durer au moins un an et être une transition vers l'emploi durable.

Enfin, il y a l'autonomie des jeunes, ce droit fondamental à pouvoir à un moment s'accomplir soi-même, connaître son indépendance, avoir la dignité de percevoir un revenu. Il y a bien sûr l'allocation d'études pour ceux qui suivent un parcours universitaire, mais qui doit être sous condition de ressources et être un élément qui permette au jeune qui reçoit ce soutien de donner aussi une part de lui-même à la collectivité. J'estime qu'aucune prestation ne doit être sans contrepartie. Chaque fois qu'il y a un soutien de l'État, il doit y avoir un retour du citoyen.

Puis il y a ceux qui ont commencé à travailler tôt, avant 25 ans, qui se trouvent au chômage ou dans la précarité et à qui l'on n'accorde même pas le RSA. Supprimons la discrimination de l'âge. Quand on a la même situation, quel que soit son âge, on doit avoir les mêmes droits.

Mettre la France en avant, c'est faire le choix de la justice : justice fiscale, sociale, territoriale. Personne ne doit être abandonné, aucun territoire, aucun espace, que ce soit en métropole ou en outre-mer. Il faut faire en sorte que chacun soit à l'égal de l'autre dans ses droits et dans ses conditions de réussite.

J'ai dit que la réforme fiscale était la première de toutes. Elle n'est pas le but de l'action que je compte engager en 2012. Nous ne sommes pas là pour proposer un impôt de plus. Mais nous sommes conscients de l'état de nos finances publiques, nous devons dire la vérité aux Français.

Il y aura des contributions à demander, il y aura un redressement à assurer, il y aura nécessairement un effort à partager. Celui-ci ne sera consenti, admis que s'il y a une réforme qui permette de prendre en compte tous les revenus, revenus du travail, revenus du capital, de les imposer aux mêmes barèmes, que si il n'y a plus les avantages fiscaux, les niches fiscales, un bouclier fiscal qui viennent altérer la progressivité de l'impôt, compliquer son mode de prélèvement et rendre opaque, pour des raisons d'iniquité, l'impôt lui-même.

Je réclame donc une réforme fiscale qui puisse prendre en compte tous les revenus, les imposer aux mêmes règles et fusionner impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée pour que l'impôt soit progressif, pour qu'il soit simple dans son recouvrement avec le prélèvement à la source et pour qu'il soit transparent, c'est-à-dire clair pour les uns comme pour les autres.

Jamais les Français n'accepteront de consentir à quelques sacrifices que ce soient s'il n'y a pas cette réforme fiscale.

C'est la première de toutes car elle conditionne toutes les autres. Je ne crains pas le débat fiscal en 2012. Nicolas Sarkozy, en 2007, avait promis un paquet fiscal qui est devenu un boulet qu'il a traîné tout au long de son mandat pour finir par le déposer en 2011. En effet, cette année, il y aura à la fois l'allègement de l'impôt sur la fortune et en même temps le maintien du bouclier fiscal pour les plus fortunés !

Peut-on admettre, dans un pays qui connaît les déficits et un tel endettement, que ce soient encore les mêmes qui bénéficient d'autant de largesses alors qu'il y a tant de souffrances et tant d'inégalités.

Le débat fiscal, s'il est bien mené, s'il est porté par une réforme qui a un sens, une cohérence, une simplicité, une

justice pour les Français, ne sera pas un boulet que l'on traînera dans une campagne. Ce sera un boulet que l'on enverra sur nos adversaires !

La réforme fiscale ne vaut pas que pour les ménages. Pour les entreprises, le taux de l'impôt sur les sociétés, le taux effectif, celui qui est appliqué, est d'autant plus élevé que l'entreprise est petite. 33 % pour les entreprises de moins de 10 salariés, 8 % pour les entreprises du CAC 40 !

Il ne s'agit pas pour moi en évoquant la réforme fiscale de décourager, de punir ou de spolier. Aucune catégorie de Français ne mérite d'être stigmatisée. Mais ceux qui en ont plus que d'autres ont des devoirs à l'égard des autres. Il faut être dignes de la fortune ou des revenus que leur talent, leurs efforts, leur courage, parfois leur lieu de naissance ou leurs origines permettent à certains d'avoir.

Il n'y a pas de cohésion pour un pays s'il n'y a pas la justice, s'il n'y a pas un effort partagé, s'il n'y a pas la clarté sur les contributions de chacun. C'était d'ailleurs inscrit dans la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen dès 1789. La vérité sur l'effort qu'il faudra faire doit être dite, comme sur la réforme que nous proposons.

Je veux aussi souligner l'importance de la redistribution au-delà de la fiscalité. La fiscalité n'est là que pour corriger le partage des richesses dans l'entreprise ou le pays. La redistribution doit se faire dès la production des fruits du travail. C'est tout le débat sur le pouvoir d'achat.

Il y a d'abord la question des salaires. Le pouvoir d'achat des salariés depuis plusieurs années est en très faible progression quand ce n'est pas en stagnation. Ce ne sont pas

les heures supplémentaires qui pourront servir de compensation. Nicolas Sarkozy en a lui-même pris conscience puisqu'il a inventé une prime pour solde de tout compte, là encore de fin de mandat, dont nul ne sait combien de Français la toucheront (à peine 3 millions nous dit-on), à quelle hauteur (au mieux 1 000 euros pour l'année) et quand. Là, on nous dit plutôt au premier trimestre 2012. Allez savoir pourquoi ! En définitive, c'est l'improvisation conjuguée avec l'injustice à laquelle s'ajoute l'intention électorale.

C'est une autre démarche qu'il faut engager. La meilleure façon de rémunérer un salarié, c'est de lui verser un salaire ! C'est simple !

Le projet du Parti socialiste avance l'idée, pertinente, d'une conférence salariale pour définir un cadre général favorisant l'ouverture de discussions dans les entreprises et dans les branches et une limite qu'il faut poser aux rémunérations variables, qui ne doivent quand même pas être plus importantes que les rémunérations fixes.

Je propose de compléter ce dispositif à la fois par une conditionnalité des exonérations de cotisations sociales au relèvement des *minima* conventionnels dans les branches professionnelles qui sont inférieures au SMIC comme là où il n'y a pas eu de conclusions d'accords salariaux.

De la même manière, je propose de changer le mode de calcul du SMIC. Aujourd'hui, c'est à peine l'inflation et la moitié de l'augmentation du salaire moyen. Quand le salaire moyen lui ne progresse pas, le SMIC finit par prendre du retard.

Je propose donc un autre mode de calcul. L'indexation par rapport aux prix et la moitié de la croissance du pays. Chaque fois que la croissance augmentera, les plus bas salaires seront revalorisés.

Enfin, s'il faut assurer un intéressement dans certaines entreprises où il y a eu des réussites, que les salariés en aient leur part. Mais il faut aussi changer les règles de l'intéressement et de la participation. Il faut que ce soit une part plus importante du bénéfice qui soit affectée à l'intéressement et à la participation et que l'on puisse en disposer le plus rapidement possible sans attendre cinq ans, comme c'est le cas pour la participation.

Mais le pouvoir d'achat, ce n'est pas simplement la rémunération, c'est aussi les prix. Je fais la proposition, qui n'est pas seulement la mienne mais aussi celle des associations de consommateurs, que pour tous les biens publics (eau, gaz, électricité) un tarif de base soit fixé avec une stabilité et un niveau qui permettent d'avoir la garantie que chacun pourra en fonction d'une consommation minimale accéder à l'eau, à l'électricité et au gaz.

Mettre la France en avant, c'est réconcilier, fédérer, unir les Français autour des principes de la République de ce qui nous a constitué, la dignité humaine, la liberté, la sécurité, la laïcité, qui ne doit pas être un sujet de débat ou un pugilat mais un ensemble de règles qui s'imposent à tous et qui nous unissent tous. Être français, c'est partager un destin collectif, c'est avoir un droit de citoyen, de citoyen libre, qui a des droits sans doute mais qui est dans une collectivité qui n'est pas n'importe laquelle, qui est la France.

Il n'y a pas si longtemps, un jeune m'a interpellé et m'a dit : « Vous, les Français » ; je lui demande : « D'où êtes-vous et qu'est-ce qui vous fait penser que vous n'êtes pas français ? » Il me répond : « J'ai le passeport mais je ne me sens pas citoyen. » Nous ne pouvons pas admettre qu'un seul membre de la communauté nationale puisse douter de son appartenance. Chacun, quels que soient son quartier, ses origines, sa couleur de peau, doit pouvoir être fier d'être français. Nous ne devons rien tolérer, ni les discriminations qui blessent, ni les parcours qui affligent, ni les ségrégations qui relèguent. Nous ne devons pas accepter que l'on juge un individu en fonction de ses histoires personnelles, nous ne pouvons pas admettre le culte des différences. Nous savons bien qu'il y a des cultures multiples dans notre pays. Nous ne sommes pas là pour porter simplement une culture singulière, nous sommes là pour porter les principes de la République. J'ai confiance dans nos valeurs. Nous n'avons pas besoin de craindre l'étranger pour être plus sûrs d'être français.

Nos règles migratoires ne doivent pas fluctuer selon les circonstances, les peurs ou les conflits. L'immigration choisie ne peut devenir la variable d'ajustement de la lutte contre le chômage. Ce n'est pas parce que 10 000 étrangers ne seront pas acceptés dans le cadre de l'immigration du travail que les 2,5 millions de chômeurs auront un emploi.

Nous avons besoin de stabilité, de cohérence, d'harmonie. Tout le contraire de ce qui a été, hélas, pratiqué depuis 2007.

Je suis pour une République exemplaire et qui commence d'abord à son sommet. J'ai évoqué la notion de « président normal ». La formule a pu surprendre tant la fonction présidentielle exige des qualités exceptionnelles.

Justement, être un président qui tient son cap, qui garde ses nerfs, maîtrise son sang-froid, évite les foucades, les emportements, les caprices, les improvisations, les confusions des genres, ce serait déjà un grand progrès !

Ce n'est pas d'ailleurs à la portée de n'importe qui. Il faut en avoir le talent. Entre les présidences lointaines, distantes qui ont pu parfois susciter l'incompréhension de nos concitoyens et les présidences bavardes qui confondent la réaction avec l'action, il y a, je pense, un équilibre à trouver, c'est-à-dire la capacité de voir loin et de tenir bon plutôt que de parler fort et de céder vite. Le chef de l'État doit être une garantie d'équilibre, de constance, de cohérence. Il doit montrer de la ténacité par rapport aux objectifs qu'il a fixés au pays, donner du sens à son action, appeler à la raison plutôt qu'à l'émotion, être suffisamment en proximité pour entendre, comprendre ce qui vient du peuple et en même temps parler à chacun le langage de la vérité.

Il ne s'agit pas de revenir sur ce que le suffrage universel exige de responsabilités de la part de celui qui en a été assuré. Le chef de l'État doit être le chef de l'exécutif, mais il ne peut pas réussir seul. C'est le rôle d'un gouvernement et la compétence du Parlement.

Le chef de l'État ne peut décider de tout, de ce qui se passe dans les entreprises, de ce qui relève de l'audiovisuel public et même privé voire de la justice.

À cet égard, l'indépendance des magistrats et les moyens qui l'autorisent sont une garantie pour nos concitoyens mais aussi pour l'autorité de l'État, car rien n'est pire que la suspicion ou le doute sur la protection des puissants.

Quant aux réformes qui sont annoncées, les citoyens ne demandent pas à être des juges tirés au sort, ils demandent

à être des justiciables respectés. C'est la différence entre le populisme judiciaire dont parlait Robert Badinter et la justice pour le peuple qui doit être celle qui doit être rendue par des juges indépendants.

**Le pouvoir doit s'exercer mais aussi se partager.
C'est pourquoi je fais trois propositions.**

Au lendemain d'une élection présidentielle et des élections législatives qui suivront, il faudra réunir trois grandes conférences :

La première sur les assises de la démocratie sociale. Il s'agira d'une réunion où l'État et les partenaires sociaux (patronat et syndicats) fixeront l'agenda de la législature, ce qui relève de la loi, qui est nécessaire pour l'ordre public, social et ce qui relève de la négociations par exemple l'égalité hommes-femmes, la souffrance au travail, le contrat de travail et bien sûr les salaires.

La seconde conférence qu'il faudra ouvrir posera un nouvel acte de décentralisation avec un transfert de compétences vers les régions et les agglomérations. Les politiques de formation, d'insertion, d'accompagnement dans l'emploi, l'enseignement supérieur et le développement des entreprises publiques devront être mis au plus près de la vie de nos concitoyens par des élus responsables qui devront avoir la capacité de lever un impôt à la condition là encore que la réforme fiscale soit revenue sur l'archaïsme de notre prélèvement local.

Le troisième moment de concertation sera celui de la démocratie écologique, c'est-à-dire la réunion de tous les acteurs qui peuvent contribuer à la transition énergétique,

à la sécurité nucléaire, à la politique des infrastructures en matière de développement durable et que l'État et le Parlement ne peuvent décider seuls.

Enfin, mettre la France en avant, c'est porter un message fort en Europe et dans le monde.

En Europe car un nouveau temps doit s'ouvrir, celui d'une nouvelle ambition qui doit en terminer avec cette union dominée par des gouvernements qui ne veulent plus rien faire et offrent l'image de leur impuissance ou de leur irrésolution.

Trois initiatives sont nécessaires :

La première, c'est d'augmenter les ressources de l'Europe. Si nous voulons qu'il y ait un contenu à l'Europe, il faut qu'elle puisse avoir un budget et des projets à financer. Chaque fois que nous appauvrissons l'Europe, nous affaiblissons la capacité de l'Union à donner un sens à la construction européenne. Si nous voulons qu'il y ait de la recherche, des investissements, des infrastructures, il faudra bien que l'Europe ait de nouvelles ressources. Celles-ci peuvent venir de la taxe sur les transactions financières qui a été votée par le Parlement européen et qu'il faudra faire adopter par les États pour que nous ayons la possibilité de trouver 200 milliards d'euros, pas simplement pour les nouvelles ressources de l'Union, mais aussi pour diminuer la charge des États.

Ensuite, il n'y aura pas de relance de la construction européenne si nous n'avons pas un pacte avec nos amis allemands, avec lesquels nous devons parler « net et clair ». Bien sûr, il faut réduire nos déficits, limiter notre endettement, c'est un devoir et pas

simplement par rapport à nos engagements européens mais aussi par rapport à nous-mêmes, à ce que nous voulons laisser aux nouvelles générations, mais en même temps les Allemands doivent comprendre qu'il n'est pas possible de constituer des excédents commerciaux sur le dos de ses partenaires de l'Union européenne.

Enfin, il faudra avoir une politique extérieure plus influente. L'Europe, c'est un vieux continent, de vieilles nations. Cependant, celles-ci ont construit la démocratie, érigé les Droits de l'homme. Elles ont connu des guerres terribles mais ont été capables de faire la paix. Cette Europe-là doit prendre sa place dans le concert mondial. Elle ne doit pas être frileuse. Elle doit prendre des initiatives, accompagner le printemps arabe pour éviter que l'hiver des désillusions ne gagne. Une gouvernance multipolaire doit s'organiser et l'Europe doit faire en sorte que l'enjeu planétaire environnemental soit pris en compte. Enfin, elle doit être un facteur de paix au Proche-Orient. Quelle plus belle réussite pour elle que d'en terminer avec ce conflit qui empoisonne non pas simplement la région mais le monde entier.

Voilà ce que j'étais venu vous dire ! Mettre la France en avant car, quand la gauche rencontre la France, elle rencontre la victoire !

Face à l'adversité, à l'inconnu, à l'épreuve, chaque peuple et notamment le nôtre est toujours confronté à une alternative. D'un côté, la tentation du renoncement, le repli, le rejet, la frilosité, bref la peur. Par expérience, nous le savons, la peur ne conjure pas le danger, elle le précipite. Quel serait le destin d'un pays comme le nôtre s'il cédait aux mirages du protectionnisme quand nous

sommes la cinquième puissance exportatrice du monde, quand un travailleur sur trois vit des ventes à l'étranger ? Quel serait notre destin si nous sortions de l'euro, qui a été en définitive un moyen d'en finir avec les guerres des monnaies au sein de l'Union ? Quel serait notre honneur si nous prenions une religion pour cible quand nous avons été capables au début du xx^e siècle de séparer les Églises de l'État et d'assurer la laïcité dans la République ? Quel serait notre honneur si, pour céder à la passion, à la pression des populismes, nous abandonnions une par une les valeurs de la République et que nous soyons comme honneux de ce qu'a été notre histoire, c'est-à-dire la capacité de vivre ensemble et de faire respecter nos règles ? Quel serait notre honneur si, face aux violences qu'il faut résolument sanctionner, nous en finissions avec l'État de droit, avec les règles de liberté ? Quel serait notre honneur si, parce que nous sommes confrontés à ce malaise, nous doutions de nous-mêmes au point de nourrir la rancune à l'égard des autres quand la France a toujours été capable de porter un modèle pour les autres ?

Si nous refusons cette tentation, qui est une impasse morale, économique, sociale et qui constitue une régression, nous n'avons pas d'autre choix que celui du dépassement, du redressement, du courage, de la conquête, de la fierté, de la France quand elle est elle-même, fidèle à son rêve, celui des révolutionnaires de 1789, celui des fondateurs de la République, au rêve des Résistants quand ils étaient pourchassés par la barbarie nazie. Le rêve de ceux qui ont porté le redressement du pays après la guerre. Le rêve des générations qui ont fait ce qu'est la France aujourd'hui. Le rêve de ceux qui ont en 1968 porté les aspirations de la jeunesse. Le rêve de ceux qui ont attendu pendant vingt-trois ans l'alternance et qui l'ont vécue en

LE RÊVE FRANÇAIS

1981. Le rêve de ceux qui ont voulu le progrès social, le rêve du Front populaire, le rêve du Conseil national de la Résistance, le rêve aussi des alternances, de 1981, de 1988, de Lionel Jospin en 1997.

Oui, c'est ce rêve que je vous invite à porter tout au long des prochains mois et à faire partager en 2012 avec tous les Français qui le voudront pour que le changement se fasse dans la confiance et dans l'espérance.

Ce rêve français de donner à la jeunesse de France toute sa place dans le changement de 2012.

Faisons ce rêve ensemble pour qu'il soit la réalité de demain !

Notre République

Discours de Périgueux, 26 mai 2011

QUELLE AMBIANCE, et nous ne sommes qu'au début ! Un an, mais auparavant des primaires qu'il va falloir pour ce qui me concerne gagner, puis le premier tour de l'élection présidentielle, qui est le tour fondamental parce que c'est de son résultat que dépendra la suite, et enfin le second tour, celui qui nous permettra d'écarter le président sortant, s'il est au second tour.

Nous devons donner une espérance au pays et nous devons repartir au combat pour les élections législatives. Bref, nous sommes engagés sur un long chemin ensemble. Si je suis venu à Périgueux, c'est parce que Périgueux est un symbole de victoire.

Je veux remercier tous ceux qui ont fait l'effort de participer à cette réunion, soit pour me soutenir soit pour réfléchir. Je respecte ceux qui n'ont pas encore fait leur choix. Mais à un moment, il faut se mettre en mouvement pour créer une grande espérance.

Je suis parti depuis plusieurs mois dans cette idée qui peut paraître immodeste de vouloir représenter mon pays et, avant mon pays, mon parti à une élection présidentielle.

Si je me suis engagé sur cette route, c'est parce que j'ai considéré qu'il y avait urgence et que je pouvais correspondre à ce moment-là et à cette exigence-là.

L'engagement que je peux porter dans ces primaires et au-delà jusqu'au second tour de l'élection présidentielle c'est de faire de la jeunesse la grande cause de l'élection de 2012.

Le modèle français, celui que nous avons tant voulu, tant respecté, ne fonctionne plus. Pour la première fois sans doute depuis très longtemps, la génération qui vient a le sentiment qu'elle vivra moins bien que la précédente. Les parents sont légitimement inquiets pour leurs enfants et les enfants pour eux-mêmes. La course vers le progrès qui nous avait tous entraînés générations après générations paraît s'être ralentie au point d'être vécue comme un surplace et parfois même comme un déclasserment. Il faut prendre en considération cette angoisse née de l'idée que l'avenir sera peut-être moins bon que le présent.

C'est la course vers le progrès que je veux à nouveau lancer. Cette marche vers la croissance économique et plus encore le développement durable, le bien-être, l'environnement, tout ce qui nous élève, nous construit, nous permet d'avoir une confiance dans les années qui viennent.

C'est cette grande cause qui en 2012 permettra de rassembler une grande majorité de Français.

La France n'avance que quand elle est portée par une grande ambition. Je propose de reprendre ce rêve français, celui qui a été ébauché par l'esprit des Lumières au XVIII^e siècle, celui qui a été dessiné par les révolutionnaires en 1789, ce rêve qui s'est affirmé dans la fondation de la République, qui s'est élargi et renouvelé avec la Résistance et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ce rêve qui a pris une forme nouvelle avec la victoire de François Mitterrand en 1981. Ce rêve de progrès, d'égalité, de justice, ce rêve de partage, ce rêve de force collective et de destins individuels qui s'unissent pour faire la France.

Ce rêve français est fondé sur une double confiance : confiance dans l'avenir, l'avenir individuel, personnel, mais aussi national, européen, mondial, et confiance dans

la démocratie, qui doit être plus forte que les marchés, l'argent, les religions, les fondamentalismes.

Cette démocratie que les peuples des pays arabes veulent enfin conquérir, arracher. Cette démocratie que nous avons portée ici en Europe et qui s'est diffusée dans le monde. Cette démocratie que nous aurions tant voulu que notre gouvernement et le président de la République défendent au moment où les dictateurs réprimaient leur peuple, alors que nous n'avons eu que des messages d'encouragement à l'égard des gouvernements en place, quand ce n'était pas une fourniture de services, pour ne par dire de matériel militaire, qui était ainsi offerte à ces régimes.

Le rêve français, c'est la possibilité pour chacune et chacun d'accomplir son destin tout en contribuant au succès de son pays, c'est-à-dire en réconciliant la réussite à laquelle tout individu a droit et la capacité de vivre ensemble, tous ensemble.

Comment notre pays pourra-t-il avoir le ressort nécessaire, porter cette grande ambition, s'il doute de sa jeunesse, s'il ne comprend pas qu'il faut renouveler à chaque étape les générations ?

Comment un grand pays comme le nôtre pourrait-il reléguer la génération qui vient, la priver de destin ?

Quand je vois ce qui se passe aujourd'hui, cette jeunesse qui descend dans les rues pour clamer son droit à l'avenir ! N'attendons pas que la jeunesse en France nous fasse la leçon ! Soyons dignes d'elle et capables dans cette élection de lui fournir la place qu'elle revendique !

Voilà pourquoi depuis plusieurs semaines et encore pour de longs mois j'ai voulu mettre la France en avant.

Nous y arriverons ensemble si nous sommes capables de bâtir une République forte, une économie solide, et d'avoir une société plus juste.

Il faut une République forte ! Cette République forte passe par des institutions. J'ai évoqué la notion de « président normal » ; certains s'en sont étonnés. « Pourquoi donc dit-il que le prochain président doit être normal ? » Les esprits les plus simples ont compris, c'est que le président actuel est anormal !...

On me dit que pour être président « il faut avoir des qualités exceptionnelles » ; bien sûr ! Parce que pour être normal, il faut être exceptionnel !

Qu'est ce qu'un président normal ? À partir de quels critères faut-il le juger ?

Prenons quelques exemples :

– **Un président normal respecte son gouvernement** et n'emploie pas par exemple le mot de « collaborateur » pour qualifier son Premier ministre.

– **Un président normal ne cherche pas à s'occuper de tout**, à être ministre de tout, à parler tout le temps.

– **Un président normal ne confisque pas le pouvoir.** Il respecte toutes les institutions, toutes les autorités ; il respecte tous les pouvoirs.

– **Un président normal reconnaît le Parlement** et, quand une majorité de députés vote un amendement qui lui déplaît, un président normal ne convoque pas ses parlementaires pour les faire changer d'avis à l'Élysée.

– **Un président normal ne va pas assister aux réunions des instances de son parti. D'ailleurs, un président normal n'est pas chef de son parti.** Si le président est élu par une majorité de Français, il est le président de tous les Français.

– **Le président normal se retient, se contient et n'annonce pas nécessairement un projet de loi, hélas, chaque fois qu'il regarde la télévision et qu'un fait-divers atroce s'y produit.** Certes, il a ses passions, ses

révoltes, la volonté de changer les choses, mais en même temps il sait qu'il y a des procédures et qu'il ne peut pas lui-même annoncer ce que le législateur a vocation à annoncer pour le pays.

– **Un président normal est aussi celui qui préserve la cohésion nationale et garantit la cohésion sociale.** Son rôle n'est pas d'aiguiser les conflits, d'opposer les Français entre eux, de stigmatiser les étrangers, de chercher les coupables, de mettre à l'index telle ou telle partie de la communauté nationale.

– Un président normal est celui qui rassemble, qui réunit, qui réconcilie, qui emmène les Français vers un projet commun.

– **Un président normal respecte ses partenaires européens et d'une manière générale l'ensemble des responsables internationaux.** Il n'essaye pas de faire la leçon au monde, sauf si c'est pour porter le message de la France, les Droits de l'homme, les libertés, la démocratie. Jamais dans ce contexte nous ne ferons le reproche à un président de s'adresser au monde.

– **Un président normal doit aussi faire la distinction entre sa vie privée et sa vie publique.**

– **Un président normal n'exerce pas le pouvoir pour lui-même ;** il ne s'appartient plus. Il exerce sa fonction au nom des autres, au nom des Français, ce qui lui crée plus d'obligations que de droits.

– **Un président normal a de l'ambition pour son pays, mais doit être humble pour lui-même.** Il doit avoir une vision longue, une hauteur de vue et en même temps une proximité à l'égard de ses concitoyens. Il doit être capable de parler fort et d'écouter. Il doit être capable de faire en sorte que les Français se reconnaissent dans l'action qu'il conduit.

– Le président normal n'est pas un homme ou une femme de réaction mais un homme ou une femme d'action.

La République que nous voulons promouvoir, qui doit être plus forte qu'aujourd'hui car plus respectueuse, est une présidence de simplicité, de sobriété, de sérénité, d'humanité. C'est ce que souhaitent un grand nombre de Français aujourd'hui !

Mais une République forte, ce n'est pas simplement des institutions replacées dans le bon ordre. Ce n'est pas simplement un président qui donne une orientation respectée par les autres.

Une République forte, c'est une République décentralisée. Le grand enjeu de 2012, c'est l'exercice du pouvoir de l'État, mais aussi d'être capable, par un contrat avec les collectivités locales, de répartir les compétences, de distribuer les financements, et de faire en sorte qu'ensemble nous puissions traduire en actes les promesses du prochain quinquennat.

Il faudra donc un nouvel acte de décentralisation au lendemain de notre victoire. Après les grandes lois de 1982, les approfondissements des années 1990, il faudra ce troisième acte qui distribuera des compétences sur le logement, sur l'emploi aux régions, aux agglomérations et fera des départements des collectivités de proximité. Il faut que les finances locales soient également clarifiées, que l'impôt local soit individualisé par niveau d'administration ; bref qu'il y ait davantage de responsabilité, davantage de démocratie, mais surtout davantage d'efficacité.

Il faudra aussi pour refonder notre République faire une grande démocratie sociale. Les partenaires sociaux méritent d'être non seulement respectés, mais associés dans le changement qu'attend notre pays. Syndicats, patronat, doivent avoir un champ pour leur négociation, la loi ne doit pas décider de tout. Il faudra qu'il y ait une liberté de négociation sur le contrat de travail, l'égalité hommes-femmes, sur la formation, sur l'emploi des jeunes et sur la souffrance au travail. La démocratie sociale doit permettre une « nouvelle donne ». Si la loi ne peut pas tout décider, il faut que nous ayons des partenaires plus forts qu'aujourd'hui. Je ne crains rien du syndicalisme, sinon sa faiblesse. Nous avons le devoir de faire en sorte que les citoyens salariés puissent être reconnus dans leur droit à travers un syndicalisme qui lui-même accède à la représentativité.

Il y a également la démocratie écologique, celle qui nous conduira à faire de grandes concertations sur tous les grands projets d'infrastructures et surtout qui nous conduira à établir notre avenir énergétique ensemble.

Des situations nouvelles ont été créées. Je ne parle pas simplement de la catastrophe au Japon, je pense aussi au prix des matières premières, à l'épuisement des réserves de pétrole, mais aussi au réchauffement climatique. Nous avons donc le devoir de redéfinir notre politique énergétique. Cela supposera un grand débat où tous les acteurs devront être associés, collectivités locales, associations, grandes entreprises, citoyens, pour savoir quel est notre objectif en termes d'économie d'énergie, de renouvellement énergétique, de recherches de nouvelles sources, de part du nucléaire.

Ce sera ensuite au Parlement, au bout d'un an, de dire, après ce grand débat, ce que doit être notre politique énergétique pour les vingt prochaines années.

Je suis pour ma part favorable à un développement considérable des énergies renouvelables, pour des économies en matière énergétique et pour une diminution de la part du nucléaire dans la production d'électricité.

La démocratie n'est pas un frein, ce n'est pas une contrainte, et nous avons le devoir d'associer tous ceux qui ne pensent pas comme nous, car, quand il s'agit de déterminer notre avenir énergétique, ce n'est pas pour cinq ans, dix ans, mais pour vingt ans. Même si nous revenons aux responsabilités en 2012, nous ne sommes pas certains d'y rester vingt ans ! Nous avons donc l'obligation morale d'y associer toutes les autres forces politiques pour la définition de notre avenir.

Une République forte, ce sont aussi des valeurs. Restaurer les valeurs de la République sera notre première obligation.

Les valeurs d'égalité, tant il y a eu depuis tant d'années privilèges accumulés de ceux qui dérogent à toutes les règles parce qu'ils sont les plus puissants, ceux qui s'arrogent tous les pouvoirs, toutes les facilités, ceux qui ont toujours les bons arrangements et les petits compromis.

Il va falloir lutter contre tous les privilèges, contre toutes les discriminations, et faire de l'égalité la grande affaire de la République. Cela passera nécessairement par l'école de la République. L'école doit former les citoyens mais aussi les individus à réussir. Chaque fois que l'école recule, régresse, c'est la République qui est atteinte dans son cœur.

C'est pourquoi je propose que nous votions une loi de programmation pour l'école sur cinq ans pour mettre les emplois où ils sont nécessaires, pour revenir sur les suppressions de classes ou d'écoles qui ont été faites contre toute raison et imposées au nom de disciplines budgétaires qui n'avaient pas leur sens pour ce qui concerne l'école.

Il faudra aussi que la laïcité prenne pleinement sa place dans notre République. Pas besoin d'ouvrir de grands débats, d'opposer les Français entre eux sur ce qu'est la laïcité. Les lois existent. La loi de 1905 qui fait honneur à la République, à notre Histoire, doit être la loi de tous. Ce qui veut dire que la liberté religieuse doit être garantie. Chacun doit pouvoir exercer la pratique de son culte, et pour cela il faut des lieux de prières sûrement plus nombreux pour le culte musulman et sans qu'il soit besoin de solliciter les finances de la République, car nous sommes dans une séparation des Églises et de l'État. En même temps que nous reconnaissons la liberté religieuse, nous séparons l'espace religieux, qui relève de l'intime, de l'espace public, qui est le seul de la République et qui nous unit tous.

Enfin, la valeur de la République que nous avons obligation de promouvoir, c'est la dignité humaine. Il n'est pas admissible que les bénéficiaires du RSA soient mis en cause par un ministre qui devrait plutôt s'inquiéter des bonus que les banquiers se sont attribués (près d'un million d'euros en moyenne) en 2010. Il aurait pu aussi regarder du côté des rémunérations du CAC 40 (150 fois le SMIC) ! Mais non, pour lui, le privilège c'était de toucher 450 euros de RSA ! La dignité humaine, c'est de faire en sorte qu'il y ait le moins de personnes possible au RSA et

le plus dans l'emploi. Voilà notre honneur de républicain ! La dignité humaine c'est de faire en sorte que, lorsqu'il se passe une révolution ou un conflit dans un pays et qu'arrivent des réfugiés, le premier devoir d'une nation démocratique soit de les accueillir, pendant un temps limité sûrement.

Voilà ce qu'est une République plus forte. C'est une République plus digne, plus égale pour tous et plus laïque.

Mais au-delà de cette République plus forte, il faut aussi une économie plus solide si nous voulons donner de l'espérance à notre pays. Aujourd'hui, la croissance est faible. Le chiffre de 1 % a été publié, le chômage est à un niveau élevé (2,5 millions à 4 millions si nous prenons les personnes en situation de précarité) et est en progression constante depuis trois ans. Notre économie fonctionne à un rythme ralenti, le chômage en France reste un des plus élevés d'Europe, nos déficits extérieurs sont préoccupants (plus de 50 milliards d'euros) quand les Allemands font 150 milliards d'excédents. Notre endettement public (plus de 85 % de la richesse nationale) ne peut plus être supporté. Nous avons une production qui s'est ralentie, une industrie qui s'est rétractée.

Notre devoir sera donc de créer un pacte productif, ce qui supposera de mobiliser nos atouts. Nous en avons beaucoup. Il faut faire un pacte avec les grandes entreprises. À nous de faire en sorte que ces entreprises exportent, se placent sur les marchés extérieurs, mais gardent une base territoriale en France de recherche, de formation et de production.

Le pacte productif, c'est aussi un pacte avec les petites et moyennes entreprises (PME). Ce sont elles qui

font l'essentiel de la création d'emplois, qui font l'essentiel de la localisation des activités, ce sont elles qui payent le plus d'impôts sur les sociétés et qui supportent le plus de cotisations et de charges, de normes et de règlements.

Alors, il va falloir libérer aussi cette initiative, faire en sorte que des règles soient posées et qu'il puisse y avoir plus de création, de développement, de transmission de ces entreprises.

Les chefs d'entreprise que je rencontre en sont revenus du président sortant. Ils se sont aperçus que c'est pour la rente, les fortunes, que ses promesses se sont traduites. Ils attendent de nous, à condition qu'elles respectent les règles du partage de la richesse et du respect des travailleurs, que nous favorisons leur développement. Il faudra mettre en place de nouveaux instruments.

Le projet socialiste avance une proposition utile : **une banque publique d'investissement** pour soutenir aussi bien les grandes entreprises par des participations publiques que les petites qui, en liaison avec les régions, arriveront à créer des pôles de compétitivité, des pôles de développement territoriaux. Il faudra que cette banque, avec ses ramifications partout sur le territoire, puisse prêter là où les banques privées sont souvent frileuses et le resteront.

Il faudra également créer un nouveau produit d'épargne affecté en direction des entreprises. **Je propose la création d'un livret « A » d'épargne populaire qui serait dédié exclusivement au financement des PME et de l'emploi local.**

Un pacte productif, c'est aussi de la formation, de la qualification, parce que tout viendra de là. Notre grande ambition pour la jeunesse doit être de la former

à tous moments et de la former au mieux, ce qui suppose une école primaire qui ait tous les moyens pour donner le socle des connaissances fondamentales. Cela suppose qu'avant l'école primaire, l'école maternelle, qui a été longtemps la fierté de notre système éducatif, redevienne la première entrée dans le système éducatif et scolaire.

Il faut également de l'orientation. Il n'est plus supportable que 120 000 jeunes sortent sans qualification de l'école. Il n'est pas acceptable que 40 000 à 50 000 jeunes soient déscolarisés. Il faudra un système d'orientation qui prévienne l'échec, qui oriente vers les filières de formation professionnelle qui conduisent vers de vrais emplois. Le système doit valoriser l'élève et non pas le conduire à se venger sur la société de ce que l'école ne lui a pas apporté.

En outre, l'enseignement supérieur sera renforcé. Il y a aujourd'hui moins d'enfants d'ouvriers dans les universités qu'il y en avait il y a vingt ans.

Nous avons un devoir de démocratisation de l'enseignement supérieur, mais à la condition aussi que l'enseignement supérieur dispose des moyens nécessaires pour que les orientations débouchent sur des diplômes eux-mêmes conduisant à de bons emplois. Il n'est pas supportable pour les parents de financer des études quatre ans, cinq ans ou davantage à des étudiants s'ils n'ont pas la certitude que ces diplômes conduiront leurs enfants vers l'emploi et vers un contrat à durée indéterminée.

Il faudra rapprocher universités et grandes écoles et faire en sorte que les matières scientifiques soient davantage valorisées. Les vocations pour les écoles d'ingénieurs et les filières scientifiques doivent être encouragées. C'est un enjeu pour l'industrie. Il faut convaincre les jeunes filles comme les jeunes garçons de s'orienter davantage vers ces filières.

Enfin, concernant l'endettement, nous ne pouvons plus accepter que d'années en années les déficits s'accumulent. La maîtrise de la dette, sa réduction, devra être un de nos engagements. Nous devons mettre de l'ordre dans nos finances publiques, et la meilleure façon de le faire est de revenir sur tous les avantages fiscaux qui ont été accordés aux plus favorisés.

Nous devons donc promouvoir une société plus juste. Les inégalités se sont creusées depuis plusieurs années. Les pauvres représentent 13 % de la population. Les plus riches, ceux qui représentent 1 % de la population, ont vu ces dernières années leurs revenus croître de 40 % quand le revenu moyen n'augmentait que de 4 % sur ces cinq dernières années.

Comment peut-on admettre de telles disparités ? Disparités de revenus, de patrimoine, inégalités scolaires, inégalités sanitaires ; beaucoup d'étudiants n'arrivent plus à assurer le financement de leurs soins faute de moyens suffisants. Les inégalités territoriales entre régions, entre villes, se multiplient, générant des inégalités de destin.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cela et cela passe par la réforme fiscale. J'ai considéré qu'elle devait être la première des réformes avant toutes les autres. Il ne sera pas possible de demander quelques efforts que ce soit à nos concitoyens s'ils ne savent pas que ces efforts seront justement répartis et s'ils ne sont pas convaincus qu'en fonction des fortunes et des revenus chacun y contribue à sa juste place.

La réforme fiscale sera la première : grande réforme de l'impôt sur le revenu, fusion de l'IR et de la CSG, prise en compte de tous les revenus, revenus du travail, revenus

du capital, pour appliquer le même barème avec la même progressivité sans dérogation, sans niche fiscale, sans bouclier fiscal. Pour les plus grandes fortunes, je considère que c'est au moment de la succession qu'il faut assurer l'égalité. Pourquoi certains auraient la capacité de capter la fortune de leurs parents et d'être dispensés de tout effort pour le reste de leur vie ?

Il faudra avoir le courage de faire cette réforme. Nous la ferons tout au long du quinquennat, mais les actes seront posés dès les premiers mois.

Nous avons aussi à répartir différemment les fruits de la croissance. Le salaire doit être la rémunération principale du salarié. Cela paraît être une évidence. Le président sortant vient de promettre une prime (de début d'année 2012...) à des salariés qui devront être dans des entreprises qui auront fait des bénéfices et dégagé des dividendes, mais dont les dividendes distribués en 2011 devront avoir été plus importants qu'en 2010. Ces salariés (en nombre visiblement réduit...) pourront donc toucher au maximum 1 000 euros.

Il faut que nous ayons des règles. Quand une entreprise fait des bénéfices, elle doit se tourner vers ses salariés pour distribuer différemment la valeur ajoutée. Quand une entreprise fait des bénéfices et distribue des dividendes, ce sont les mécanismes d'intéressement et de participation qu'il faut activer.

Je propose qu'il y ait une nouvelle loi sur la participation des salariés aux résultats des entreprises. La part des bénéfices qui sera affectée aux salariés dans ces accords de participation devra être plus élevée. Les fonds devront pouvoir être débloqués au bout de deux ans et demi et non cinq ans. Quand l'entreprise crée de la richesse, ceux

qui doivent en bénéficier ce sont les salariés autant que les actionnaires.

Enfin, une société plus juste est une société qui met la jeunesse au cœur de ses engagements. De la petite enfance jusqu'à l'entrée dans la vie active. Pour la petite enfance, nous devons faire un contrat entre l'État et les collectivités locales, car notre objectif doit être de créer 500 000 places sur le quinquennat pour accueillir tous les enfants soit en crèche soit *via* le réseau des assistantes maternelles. Nous devons permettre à toutes les femmes et tous les hommes qui veulent travailler de le faire. Chaque enfant doit être regardé comme une chance, un bonheur, et non considéré comme un « fardeau » dont on ne sait pas où il faudrait le déposer le matin. La garde des enfants est une des conditions pour l'égalité homme-femme et c'est une condition pour l'épanouissement des enfants.

Par ailleurs, il n'est pas supportable qu'il faille en moyenne qu'un jeune attende ses 30 ans pour obtenir un contrat à durée indéterminée. Un jeune sur quatre décroche actuellement un CDI avant 30 ans et trois sur quatre sont dans les formules précaires : CDD, intérim...

Je propose donc qu'il y ait un contrat de génération, car il faut unir les générations. Il ne faut pas faire des mesures jeunes qui ont pour conséquence de mettre les plus anciens en dehors du travail. Nous sommes dans la situation insupportable où les jeunes ne parviennent pas à entrer dans l'emploi et où les seniors sont chassés de l'entreprise avant d'atteindre les âges nécessaires pour partir en retraite.

Je propose le contrat de génération, c'est-à-dire que l'employeur qui gardera un senior le temps nécessaire pour

partir en retraite à taux plein et qui embauchera un jeune de moins de 25 ans avec un contrat à durée indéterminée de façon à ce que le senior transmette ses connaissances, son savoir-faire au jeune, que cet employeur ne paie plus de cotisations sociales sur les deux emplois pendant trois ans. Cela unira les générations, fédérera dans l'entreprise.

Voilà ce que nous avons à faire ensemble. Une République forte, une société plus juste et une économie plus solide. C'est un grand projet si nous savons le tenir devant les Français et à la condition de ne pas accumuler tant de propositions qu'aucune n'est entendue.

Une élection présidentielle se fait sur un grand sujet, un grand thème. J'ai choisi l'avenir de la jeunesse, le renouvellement des générations, le pacte générationnel.

En outre, il faudra unir tous les citoyens au-delà des générations, au-delà des catégories sociales, dans un même espoir de changement. Il faudra donc rassembler.

Rassembler d'abord les socialistes en leur demandant de venir voter. Ce n'est pas simple. Un vote, c'est d'abord un choix. Il va falloir que les électeurs du Parti socialiste avec les adhérents du Parti socialiste fassent ce qui ne s'est jamais fait dans notre Parti et dans notre pays : une primaire. Chacun l'admet, la primaire est un fait et elle aura lieu. Bien sûr, il y a eu des événements, des circonstances qui ont été pour nous une immense tristesse. La primaire est un choix qui, pour être le meilleur, doit appeler le plus grand nombre.

Pour que le rassemblement se fasse, il faut se respecter : respecter les procédures, respecter le calendrier, respecter les personnes. Donc, la meilleure façon de faire campagne

pour la primaire, c'est de ne parler que de ce que nous voulons faire avec les Français, de notre projet, et de n'avoir comme critère que celui qui consiste à déterminer qui peut faire gagner, qui peut rassembler, qui peut diriger le pays.

C'est en répondant à ces questions que le choix se fera naturellement, non pas que les autres n'aient pas de qualités « exceptionnelles », mais parce qu'à un moment apparaîtrait celui qui incarne l'espérance, qui soulève l'enthousiasme, qui peut permettre, parce qu'il correspond à une période, parce qu'il a trouvé un thème, de rassembler.

Donc plus grand sera le respect entre ceux qui concourront à la primaire, plus fort sera le rassemblement des socialistes après.

Je prends l'engagement devant vous que, quel que soit le sort qui me sera réservé dans la primaire, je serai le premier à dire que celui ou celle qui a gagné sera notre candidat et devra être notre président.

Mais rassembler les socialistes ne suffit pas. Le Parti socialiste aura besoin d'alliés, de partenaires. Nous avons à rassembler tous ceux qui voudront gouverner avec nous. Certains à gauche ne voudront pas gouverner avec nous ; ce serait pour eux trahir. Pour nous, trahir serait de ne pas gouverner. Trahir serait laisser la France telle qu'elle est, la souffrance, la désespérance de nos concitoyens.

Nous sommes la gauche de gouvernement et il faudra rassembler plus que la gauche, les écologistes, qui doivent être nos partenaires. Certes, nous ne pensons pas sur tout la même chose, mais nous avons vocation à nous adresser à eux comme des partenaires en respectant leur autonomie et à faire en sorte que nous puissions, au moins sur des propositions communes, nous mettre au clair.

J'aurais souhaité et je le souhaite encore un contrat de gouvernement entre toutes les familles de la gauche, qui aurait marqué la convergence, et dix ou quinze propositions qui nous auraient rassemblés. Ce contrat de gouvernement aurait même pu permettre d'avoir un candidat commun dès le premier tour à l'élection présidentielle. Cela aurait donné de la force parce que nous serions arrivés largement en tête au soir du premier tour et nous aurions emmené beaucoup d'autres pour le second. Je ne désespère pas de convaincre.

Cependant, je ne le ferai pas sur la peur. Ce n'est pas parce qu'il y a un danger de l'extrême droite, même s'il existe, qu'il faut que la gauche se rassemble au premier tour. C'est parce qu'il y a une nécessité d'être fort, d'être ensemble, et parce que ce serait pour les Français l'assurance que nous serions demain ensemble pour gouverner le pays.

Nous verrons bien au lendemain de la primaire ce qu'il sera possible de faire. Il faut prendre les étapes les unes après les autres.

Enfin, il faudra rassembler les Français. Beaucoup de ceux qui ont voté Nicolas Sarkozy s'en repentent. Je les comprends et je ne les blâme pas, car si on commence à rejeter ceux qui ont voté Nicolas Sarkozy, nous ne serons jamais majoritaires. Nous souhaitons juste que ce dernier quitte « normalement » l'Élysée.

Le rassemblement ne doit pas se faire contre. Il doit se faire pour une espérance, pour une ambition, pour un projet, pour la France. Voilà ce que nous avons à faire.

Dans quelques mois, l'un de nous sera candidat devant les Français au nom du Parti socialiste, désigné par bien plus que les socialistes. Dans quelques mois, l'un de nous sera

dans l'élection présidentielle le porteur de l'espérance. Il devra à la fois répondre aux urgences, être le président du quotidien, être l'homme des solutions et offrir en même temps une vision, une perspective, être l'homme ou la femme du temps long.

Nous avons deux adversaires dans l'élection qui vient. La droite par son candidat, sans doute Nicolas Sarkozy, candidat de l'échec, et l'extrême droite qui, pour moi, est l'adversaire principal. L'extrême droite corrompt les esprits, capte les électeurs dans les milieux populaires qui devraient être du côté de la République, joue avec les peurs, met la France contre elle-même, dénature le message de la République et se diffuse dans des catégories et des âges qui jusque-là y étaient plutôt réfractaires.

C'est un grand combat non pas contre une formation politique ou celle qui l'incarne, mais pour notre histoire et notre avenir.

À chaque épreuve, la France a toujours été devant le dilemme suivant : soit, parce que c'était trop dur, trop lourd, que cela paraissait impossible à soulever ce fardeau du monde, des conflits ou de la guerre, se replier, se rétracter, se recroqueviller, rejeter les autres, s'écarter de nos valeurs et de nos principes – une France en petit – soit l'autre voie, le dépassement, l'espérance, la voix généreuse de la France, celle qui donne de la fierté.

Il faut s'adresser dans les mois qui viennent à ce qu'il y a de meilleur dans chaque citoyen, ce qui le fait avancer et le rend fier d'être français avec d'autres, ce qui le rend généreux, combatif, capable de s'enthousiasmer pour une cause.

La France n'est pas n'importe quel pays. La France est le pays des Droits de l'homme, de la protection sociale, des droits, de l'égalité. Elle porte non pas simplement un rêve français mais un rêve qui vaut pour toute l'humanité.

LE RÊVE FRANÇAIS

Sans doute considérera-t-on que l'on est arrogant, mais la réalité est que nous sommes regardés par le monde comme un pays particulier, comme un pays porteur, comme un pays messager.

Dans cette campagne, il va donc falloir redonner de la fierté. La meilleure façon d'être fier ensemble c'est de dire devant ses enfants : « Voilà, la France que je veux doit être une France belle pour ta génération parce que c'est toi qui fera après nous la France que nous aimons. »

**C'est un choix
qui va bien au-delà
de nous**

Discours de Limoges, 16 juin 2011

C'EST UN PLAISIR pour le Corrèzien que je suis, enfin que je suis devenu, d'être accueilli ici à Limoges, par Alain Rodet, dans sa capitale. Ici, en Haute-Vienne, dont Marie-Françoise préside les destinées, et dans sa région, le Limousin, avec Jean-Paul Denanot. Oui, c'est un bonheur parce que je vous dois tout le parcours que j'ai pu faire depuis maintenant trente ans. Un jour du mois de mai, non c'était même au mois de juin, il y a trente ans, je suis arrivé à la gare de Limoges, un des plus beaux monuments de France, pour me présenter déjà à une élection primaire qui se déroulait à Égletons, chère Bernadette... Bourzai.

Je fais attention à tout maintenant. Je ne veux pas qu'une confusion s'installe. C'était une primaire, c'était il y a trente ans et je me présentais pour être le candidat des socialistes pour les législatives de 1981 contre le sortant de droite Jacques Chirac. Dans une terre qui était moins hospitalière, la haute Corrèze, qu'aujourd'hui. Et depuis trente ans, élection après élection, avec des fortunes diverses, vous m'avez toujours accueilli, soutenu, accompagné.

Et donc c'était bien le moins que de venir là, pour cette campagne de la primaire socialiste qui doit nous conduire vers les élections présidentielles. C'était bien le moins de venir ici, à Limoges, auprès de vous. Oui, ce n'est pas la première fois que vous me voyez dans cette salle et à ce micro ; nous avons préparé ensemble tant de scrutins, avec toutes celles et tous ceux qui sont là. Je me souviens encore des régionales de 1998, avec toute la gauche rassemblée.

C'était la gauche plurielle. Je me souviens de 1999 pour les élections européennes. Je me souviens bien sûr de cette soirée terrible, salle Blanqui, après le 21 avril 2002. Je me souviens encore de vos visages, de vos silences, de votre gravité, de votre émotion, de votre peur devant cette situation que nous ne pensions jamais connaître. D'être obligé, faute d'avoir notre candidat qualifié pour le second tour, d'appeler à voter... je n'en dirai pas plus ! Et nous, nous l'avons fait, et ce n'était pas de l'humour même qualifié de corrézien ! Je me souviens encore de nos réunions en 2004 lorsque nous avons gagné les élections, les régionales, avec les meilleurs scores en France, ici en Limousin ! Je me souviens aussi de 2007, au Zénith, c'était la première fois que nous nous rendions là, dans cette grande salle ! Ça m'a donné envie ! Je me souviens aussi de 2010, pour les élections régionales, de nouveaux succès pour Jean-Paul !

Bref, je suis là aujourd'hui pour un autre enjeu, celui de la primaire, celui de l'élection présidentielle. C'est une décision grave de se porter candidat pour la plus haute fonction de l'État. C'est une décision qui vient de loin, même si je l'ai annoncée il y a à peine trois mois, à Tulle, au lendemain de ma victoire aux élections cantonales en Corrèze. C'est un choix que l'on doit porter pendant de nombreux mois, avec le doute de savoir si l'on est nécessairement celui qui doit prétendre. Il faut aller chercher au plus profond de soi cette conviction d'être celui ou celle qui peut à un moment rencontrer le pays, la France. Pour en porter la plus lourde des charges et la plus grave responsabilité, conduire la nation pendant cinq ans. C'est une décision que l'on ne prend pas selon des circonstances, cette décision n'est pas un devoir, ce n'est pas non plus une envie ou une obsession... je laisse ça à d'autres ! Non, c'est un engagement qui vous submerge, qui vous emmène

et qui vous conduit à penser à un moment que, oui, vous pouvez être celui ou celle qui va porter cette aspiration. Qui va donner espoir à son pays, qui va permettre le changement, qui va soulever un enthousiasme peut-être parfois excessif. Un soutien débordant, qui est nécessaire si l'on veut poursuivre le chemin. C'est dans le regard, dans votre regard, que je puise ma force pour poursuivre et j'espère le plus longtemps possible. Beaucoup de ceux qui me croisent ici ou ailleurs me disent d'aller jusqu'au bout. Je leur dis : « C'est quoi le bout ? » Ce n'est pas la primaire, c'est une étape ! Le bout ce n'est même pas le premier tour, le second tour de l'élection présidentielle. Le bout, c'est la réussite commune, c'est la capacité de changer la France et d'être digne de la fonction que je veux aujourd'hui briguer au nom du pays tout entier ! Oui, cet engagement que je porte va bien au-delà de vous, du Parti socialiste, parce qu'on va demander à tous les électeurs de venir dans quelques mois, le 9 octobre, désigner notre candidat ou notre candidate. Ces électeurs, qui ne sont pas tous des adhérents ou des sympathisants du Parti socialiste, doivent avoir la conviction qu'en choisissant le candidat ils vont à ce moment-là permettre de choisir le prochain président.

C'est un choix qui va bien au-delà des socialistes, bien au-delà même de la gauche qu'il faut unir. C'est un choix qui doit être celui de la France et, donc, dans ce long chemin, je sais pouvoir compter sur vous.

Je mesure la responsabilité qui peut être la mienne. Je sais ce qui nous attend tant je vois cette France, depuis trop d'années, se languir devant tant d'échecs, se désoler devant tant d'irrespect, se cabrer devant tant d'injustices. Oui, la France, celle que nous allons rencontrer lors de l'élection présidentielle, cette France est épuisée.

Elle est épuisée d'abord par Nicolas Sarkozy, qui lui a donné le tournis. Rendez-vous compte : il avait promis de récompenser le travail, et c'est l'argent qui aura été, pendant tout son mandat, consacré, récompensé. Il avait voulu reconnaître le mérite et ce sont les privilèges qui ont été servis ! Il avait promis l'impossible et nous avons eu l'invraisemblable. Il avait annoncé la rupture, c'est sa seule réussite ! La rupture, c'est celle qu'il a en définitive effectuée avec les Français, ou que les Français eux-mêmes lui ont signifiée. Ai-je besoin de rappeler quelles ont été ses références pendant la dernière campagne présidentielle ? Il se réclamait de de Gaulle, il en avait bien le droit, même s'il n'en avait pas la taille. Je ne parle pas du physique, car je n'ai rien, de ce point de vue, à revendiquer ! Je parle de l'ampleur du personnage, de sa dimension historique, car se réclamer de de Gaulle pour rentrer dans l'organisation militaire de l'Alliance atlantique, c'est quand même une rupture ! Il avait même évoqué Jaurès et Blum – je ne sais pas s'il connaissait exactement le moment où ces personnages ont pu exprimer la voix du socialisme. J'avais d'ailleurs fait la vérification, durant la dernière campagne, qu'à Neuilly, dont il a été le maire, il n'existait même pas un boulevard Jaurès ou Blum, même pas une rue, même pas une impasse, même pas une voie privée, rien ! Mais il avait découvert de nouvelles références et, pendant cinq ans, il n'a eu de cesse que de remettre en cause la durée du travail et la retraite – la retraite, qui avait été pourtant ce qu'avaient voulu à la fois Jaurès et Blum pour les travailleurs de notre pays. Oui, 2012 est une échéance majeure pour la France. C'est bien plus que le choix de notre avenir pour cinq ans, c'est notre destin qui est en cause, c'est le visage de nos territoires, de notre jeunesse qui va se dessiner pour

plusieurs années. C'est la conception de la République qui sera en débat et, à l'évidence, aussi, le rôle de l'État.

C'est aussi le futur de l'Europe qui va sans doute être affecté également par la décision que nous prendrons dans quelques mois. Et puisque je parle de l'Europe, je veux évoquer ce qui se produit en ce moment en Grèce. Ce pays affronte sans doute la crise la plus grave de son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale, mais c'est l'Europe elle-même qui voit son destin se jouer dans les prochains mois. Les Grecs sont obligés de supporter plan de rigueur sur plan de rigueur, restriction sur restriction, austérité après austérité, suppression de 20 % des effectifs dans la fonction publique, réduction des salaires, privatisation de l'ensemble du secteur public, sans que d'ailleurs cette purge ne soit nécessaire pour redresser les comptes publics de la Grèce, sans que l'on soit sûr qu'au terme de cette longue punition ils trouveront enfin la solution à leurs difficultés. Et au moment où l'Europe elle-même hésite à apporter des crédits supplémentaires à la Grèce, ce n'est pas seulement par sollicitude à l'égard de ce peuple que je m'exprime, c'est en tant qu'europeéen, car c'est le sort de l'Union qui est en cause. De quoi s'agit-il ? Au moment où nous nous exprimons, les Européens ne parviennent pas à trouver la solution qui viendrait apporter les fonds dont les Grecs ont besoin. Les Allemands demandent – et ils n'ont pas nécessairement tort – que les banques privées qui ont prêté à la Grèce puissent participer au règlement du problème. Les Français, en l'occurrence le président de la République et son gouvernement, qui ne veulent pas faire payer aux banques peut-être le prix de leur imprévoyance, demandent que ce soit le contribuable européen qui apporte les fonds, et donc nous sommes dans cette situation où l'Europe, qui devrait marquer sa solidarité, est en

train de repousser les échéances au risque que l'euro, c'est à dire la monnaie unique, celle pour laquelle nous avons tant œuvré et, avant nous, François Mitterrand et Lionel Jospin, que cette monnaie unique puisse peut-être voir son destin se jouer et la zone euro éclater ! Eh bien, dans ce moment, je propose que nous prenions d'autres solutions si nous voulons à la fois soutenir la Grèce et sauver l'Europe : la première c'est qu'à l'évidence il faut restructurer la dette grecque, c'est-à-dire imposer aux banques de participer au règlement du problème dont elles ont à un moment été à l'origine. Il est normal que les banques ne soient pas remboursées de l'intégralité des prêts, ou qu'elles acceptent de rééchelonner la dette, c'est-à-dire de la reporter à plus tard. Mais en même temps, si nous nous contentons de cela, le risque c'est que la Grèce ne puisse plus trouver de nouveaux prêteurs, alors que faut-il faire ? Il faut que l'Europe emprunte à la place de la Grèce. Il faut que nous puissions mettre en œuvre ce que d'autres ont évoqué au sein même de l'Europe, c'est-à-dire la capacité pour l'UE d'emprunter, de lever elle-même des obligations qui se substitueraient à celles des États, l'Europe apportant sa caution, apportant sa force, apportant sa solidité pour lever des fonds dont les pays qui sont aujourd'hui victimes de la spéculation ne parviennent pas à obtenir le premier euro. Et enfin, il faut qu'il y ait une morale à cette histoire, il faut que l'Europe institue une taxe sur les transactions financières qui permette qu'en définitive nous puissions obtenir des ressources sur les mouvements de la spéculation. Dans ce moment qui est grave pour l'Union européenne, car c'est là sans doute ce qui va conditionner non pas les prochains mois mais les prochaines années et dont nul pays n'est à l'abri – on sait que la spéculation peut toucher d'autres pays voisins, Portugal, Espagne et

peut-être un jour nous-mêmes –, nous ne demandons pas à la France de faire un geste de solidarité, nous demandons à la France de faire en sorte que les procédures européennes puissent aussi la protéger. C'est pourquoi l'Europe a besoin de la France, mais d'une France forte, sûre de son destin, constante dans sa parole, rigoureuse dans sa gestion, confiante dans son projet ; tel n'est pas le cas aujourd'hui, chacun le sait, chacun le voit.

L'élection présidentielle de mai 2012 peut ouvrir, doit ouvrir un nouveau cours. Elle doit permettre que chacun des candidats s'engage et dise clairement quel État il veut – puisque c'est en définitive la charge dont le candidat choisi par les Français aura à assumer la responsabilité. Le rôle de l'État, c'est le sens de mon propos ce soir. La droite aime le pouvoir mais n'aime pas l'État. Regardez le Président sortant comme il jubile dans cette fonction, il pense même qu'elle est sans limite, sans limite de temps, et il considère qu'il peut tout se permettre, tout s'autoriser, que le pouvoir c'est à la fois celui de l'action mais aussi de l'agitation, de l'influence, c'est à la fois les moyens du pouvoir, les privilèges du pouvoir. Et le président sortant en a administré tellement de preuves, il a concentré le pouvoir pour lui-même, capté tout ses attributs, contrôlé tous ses moyens, occupé tous les postes ! Placé tous ses amis ! Nommé ses proches dans les plus grandes entreprises publiques, même privées ! Il est même allé jusqu'à nommer les présidents des chaînes de télévision publiques. Les animateurs même de télévision dépendent de lui... quand lui-même ne présente pas le journal de 20 heures – enfin, il le fait de moins en moins... Mais, là encore, la droite aime tellement le pouvoir qu'elle veut s'introduire partout, y compris là où elle n'a pas sa place – la justice, la culture et tous les organes de contrôle –, quand elle ne prive pas

les collectivités locales de toute capacité pour agir de peur qu'elles puissent interférer sur son propre pouvoir. Jusqu'à Sarkozy qui avait pensé qu'il pouvait être le directeur des ressources humaines, vous vous souvenez ? Y compris du PS ! On lui a laissé les meilleurs, il est vrai – et on ne va pas aller les rechercher ! Mais enfin, quand on regarde aussi ce qu'il a fait de son parti, ou de ses amis, voire de son gouvernement, en matière de ressources humaines, je ne suis pas sûr que ce soit un spécialiste !

La droite aime le pouvoir mais n'aime pas l'État et, depuis cinq ans, le président sortant a affaibli l'État ; il a affaibli l'État lorsqu'il a supprimé aveuglément donc aveuglément les postes d'enseignants, jetant ainsi des parents dans les bras des marchands de soutien scolaire ! Il a affaibli l'État lorsqu'il a supprimé la police de proximité et laissé s'installer la peur dans les quartiers, au point même qu'un maire de Seine-Saint-Denis à Sevran, pris par le désarroi, est obligé de demander l'intervention de l'armée pour séparer des bandes rivales qui se font violence, y compris dans les cours de récréation de ses propres écoles ! Lorsque l'on abandonne des fonctions régaliennes essentielles, l'anarchie s'installe dans un certain nombre de nos villes. Oui, il a affaibli l'État lorsqu'il a laissé la justice sans moyens et fermé même des tribunaux qui assuraient la justice de proximité ! Il a affaibli l'État lorsqu'il prive l'hôpital public des moyens indispensables pour permettre l'accès de tous à la santé ! Il a affaibli l'État par une RGPP (révision générale des politiques publiques) dont nul ne connaît exactement l'intitulé ou la signification, mais dont chacun sait la traduction sur nos territoires, c'est-à-dire l'effacement de l'État, la disparition des fonctions territoriales, que les fonctionnaires exerçaient au nom de la puissance publique ! Alors, c'est le paradoxe : la droite

aime le pouvoir, veut décider de tout, mais avec un État exsangue, étouffé, éreinté ; l'État à la fois est là où il n'est pas nécessaire et il est absent là où il est indispensable : indispensable dans les zones rurales, indispensable dans les zones urbaines, mais aussi tellement attendu pour protéger les faibles, tellement espéré pour lutter contre les trafics ou contre les fraudes fiscales ! Tellement attendu aussi, souhaité, revendiqué pour préparer les politiques d'avenir – l'éducation, la recherche, le soutien aux entreprises ! Pire, l'État, au lieu de se mettre au service du quotidien des Français, s'est mis au service des puissants, des fortunés, des privilégiés.

Eh bien il va falloir – et j'en prends ici l'engagement – remettre les choses à l'endroit et l'État à sa place ! Je veux un État qui rassemble la nation, qui soit au service des Français et qui prépare leur avenir. Je veux faire de la jeunesse, c'est-à-dire du destin de la génération qui vient, la grande cause, le grand enjeu, le grand projet, le grand thème de l'élection présidentielle de 2012, je veux que pendant les cinq ans du prochain mandat tout soit fait, tous les moyens de l'État soient consacrés, concentrés à la préparation de l'avenir de la génération qui nous demande des comptes aujourd'hui. L'intérêt général que l'État doit forcément servir, c'est la réussite de la génération future ; le rôle de l'État, c'est de lui garantir sa place, sa promotion, sa dignité, car sinon gare ! Regardez ce qui se passe en Espagne, au Portugal ou ailleurs, lorsqu'il n'y a plus d'espérance pour la jeunesse, lorsqu'il n'y a plus de clairvoyance sur son destin, lorsqu'il n'y a plus de cohérence dans l'action qui peut être conduite ! Alors, ce sont les indignés qui se mettent en mouvement, et moi je ne veux pas que la jeunesse en France soit obligée de descendre dans la rue – je la préférerais tellement présente

en 2012 auprès des bureaux de vote en espérant que la gauche sera au rendez-vous du progrès, de la marche en avant et de la dignité.

Mais comment faire ? Eh bien, le rôle de l'État, c'est de poursuivre quatre grandes missions : la première, c'est l'éducation. Le premier devoir de l'État, c'est l'école de la République. Notre première priorité doit être l'éducation. L'école a cette mission fondamentale de mener chaque enfant vers son accomplissement, vers sa réalisation, vers ce qui va être son destin. L'école transmet plus que des sens ou un savoir, elle fournit les conditions de la citoyenneté, elle permet, au terme d'un parcours scolaire, universitaire, l'exercice d'un métier, le déroulement d'une carrière. L'éducation n'est donc pas une dépense. Dans ce contexte de mondialisation où la seule manière d'être compétitif sera notre savoir-faire, notre intelligence, notre niveau de qualification, l'éducation n'est pas une dépense, c'est un investissement, et donc il nous faudra faire cet effort collectif, et le premier ce sera de faire voter, au lendemain de l'élection présidentielle et des législatives qui suivront, une loi de programmation pour l'école, qui prendra comme premier acte la fin des suppressions de poste dans l'Éducation nationale. Je ne dis pas, car je veux éviter toute promesse qui ne serait pas tenue, je ne prétends pas qu'il sera possible, dans les premiers mois, même dans les premières années, de reprendre tous les postes qui auront été supprimés, mais ce que je dis c'est que les moyens de l'école de la République seront sanctuarisés et qu'il n'y aura plus aucune suppression de poste dans l'Éducation nationale. Le deuxième acte qu'il faudra poser, et il sera exigeant, c'est de réintroduire la formation des enseignants. Il n'est pas possible, quelle que soit la qualité de l'enseignement supérieur ou du diplôme obtenu,

du concours réussi, il n'est pas possible de considérer que l'enseignement ne soit pas un métier qui s'apprend. Il faudra donc, là aussi, y consacrer des moyens. Le troisième acte, ce sera d'augmenter le nombre de jours de classe dans l'année pour un écolier, un collégien, un lycéen. Et puis, le quatrième acte, c'est le droit à la réussite pour chacun. Songeons que 60 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification, 120 000 sans diplôme – 20 % d'une classe d'âge ! C'est un échec insupportable, non pas simplement pour le jeune qui se retrouve dans cette situation d'avoir passé des années sans avoir la récompense, la traduction de son travail, c'est un échec insupportable pour le pays, un gâchis financier, humain, car le jeune en voudra à l'école de la République de ne pas l'avoir mis sur le bon chemin. Il n'y a là aucune fatalité, il faudra aller chercher un à un les jeunes déscolarisés et je veux que d'ici dix ans il n'y ait plus un seul jeune qui puisse sortir de l'école ou du système scolaire sans qualification ou sans diplôme. Vous avez noté, j'ai déjà dit « dix ans », je ne voudrais pas que certains pensent que je suis présomptueux au point d'avoir déjà franchi la primaire, d'avoir déjà gagné l'élection présidentielle et de me présenter pour mon second mandat – je dis ça pour ceux qui n'auraient pas suivi le début de cette réunion !

La lutte contre l'échec scolaire suppose qu'il y ait d'abord une préscolarisation, et ce qui faisait la force de la France était son école maternelle. Il faudra lui redonner les moyens. Il faudra la renforcer. L'école primaire, parce que ce sont là que toutes les conditions de la réussite sont réunies ou là où elle ne sont pas trouvées, et c'est alors la certitude de la déscolarisation et de l'échec. Et puis il faudra un service de l'orientation scolaire. Ce que je propose c'est que ce

service puisse suivre le jeune tout au long de son parcours pour que personne ne soit conduit là où il ne veut pas aller, là où on lui montre que c'est son seul destin et sa seule obligation. Je veux que l'enseignement professionnel puisse être considéré comme un atout, je veux de l'alternance entre les périodes de formation et les périodes en entreprise. Je veux que l'université puisse être plus ouverte, et en même temps puisse se conclure par des diplômes qui conduisent à l'emploi. Je veux que la jeunesse retrouve confiance à la fois dans son école, dans son orientation, dans son université et ensuite dans son accès aux marchés du travail. Et si je propose qu'il y ait un contrat de génération, ce n'est pas pour faire une mesure pour les jeunes qui serait au détriment des autres, si je propose le contrat de génération c'est parce qu'il faut que tous les âges soient dans l'entreprise. Et que l'employeur qui gardera un senior le temps qu'il puisse accéder à une retraite à taux plein avec toutes ses années de cotisation et qui en même temps embauchera un jeune de moins de 25 ans en CDI, cet employeur, qui fera de la transmission du savoir des seniors vers les jeunes, ne paiera pas de cotisations sociales sur les deux salaires pendant trois ans. Et ainsi permettre qu'une mesure pour une catégorie d'âge ne pénalise pas une autre, et que ce soit ensemble que nous puissions être plus nombreux dans l'emploi et dans le travail.

C'est une société de confiance qu'il faut bâtir, et c'est le rôle de l'État. Le deuxième rôle de l'État, c'est la production. Il faut produire. Nous avons besoin d'une économie qui génère plus d'activité et plus d'emplois. Les agriculteurs voudraient bien produire, mais ils connaissent tant de crises ! Et quand ils produisent, ils aimeraient avoir la rémunération de leur travail. Les services sont utiles à la nation : les services aux personnes, les services aux

entreprises, les services de haute technologie... Ces services ne peuvent pas se développer s'il n'y a pas en son cœur l'industrie. Et donc le grand projet qu'il faut porter pour les années qui viennent, au-delà d'un quinquennat, c'est de réindustrialiser autant que possible la France. Comment explique-t-on que l'Allemagne connaisse une croissance élevée pendant que la nôtre atteint péniblement 2 % ? C'est que nous avons perdu depuis trente ans en France 3 millions d'emplois industriels. Notre déficit commercial est de 50 milliards d'euros quand les Allemands dégagent 150 milliards d'euros. La différence c'est l'industrie. Il ne s'agit pas de faire un État producteur, ça n'est pas l'État qui va faire lui-même l'industriel. Je veux aussi mettre en garde contre l'idée d'un « État protecteur » sur le plan industriel. Le protectionnisme n'est pas une solution car nous sommes la 5^e puissance exportatrice du monde. Ce que nous ne pourrions pas acheter, nous ne pourrions pas le vendre. Il y a là une exigence, l'État doit être stratège, définir des grands secteurs d'activité, être capable de dégager des moyens privés, publics, universitaires comme des apports de collectivités locales pour développer des filières. Chaque fois qu'il y a eu des grandes réussites en France, c'est que les pouvoirs publics ont été capables de prendre l'initiative sur l'énergie, le ferroviaire, le transport ou même l'environnement. Il va falloir faire le même engagement. Sur au moins l'économie verte, le renouvelable, mais aussi le numérique, le haut débit, le très haut débit, la diffusion du matériel... Nous pouvons aussi le faire en accompagnant les PME, qui sont nombreuses mais trop petites pour créer autant d'emplois qu'il en faudrait. Il va donc falloir changer la fiscalité, mais aussi permettre que les PME payent moins d'impôts que les grandes entreprises, que les PME accèdent à des crédits impôt recherche

alors qu'elle en sont souvent privées. Faire en sorte qu'elles puissent accéder aux financements, d'où l'idée de la BPI (Banque publique d'investissements). Dans notre région, nous produisons car nous créons de l'épargne. Mais elle ne reste pas ici, elle va dans d'autres régions. Eh bien il faut faire en sorte que l'épargne puisse être affectée à l'industrie de ces territoires. Voilà le sens que je veux donner au rôle de l'État.

Mais il faudra qu'il aille aussi plus loin, qu'il change un certain nombre de mécanismes fiscaux. Pourquoi les entreprises payent-elles un impôt sur les sociétés qui est le même selon que le bénéfice est réinvesti ou distribué aux actionnaires ? Il faut que celui qui est réinvesti soit moins taxé que celui qui est distribué aux actionnaires. De la même manière, comment accepter que le financement de la protection sociale soit fait par un prélèvement sur le travail alors que nous avons besoin d'alléger autant que possible le coût du travail sans faire baisser le salaire ? Il faut donc imposer le capital, et faire en sorte de faire baisser les facteurs de pollution. Et puis favoriser l'emploi, ça conduira comme première mesure à supprimer les exonérations fiscales sur les heures supplémentaires. Parce que j'ai eu la chance d'entendre Nicolas Sarkozy vanter devant les travailleurs cette mesure. C'est son mode de déplacement, il se rend dans une usine, demande à rencontrer les salariés et leur dit : « Est-ce que vous faites des heures supplémentaires ? » Alors le chef d'atelier ou d'usine lui dit : « Oui, nous faisons des heures supplémentaires – Combien ? – Cinq heures supplémentaires. » Il se retourne et lui demande : « Ça fait combien ? 1 000 euros ? », parce que, pour Nicolas Sarkozy, tout est à 1 000 euros. Il leur dit : « Grâce à moi, vous avez 1 000 euros et vous n'êtes

pas contents ? » Il va falloir remettre en cause cette évidence : avant Nicolas Sarkozy il y avait des heures supplémentaires. Mais la différence c'est qu'elles coûtaient plus cher pour l'employeur, ce qui lui permettait plutôt, quand il y avait une reprise d'activité, d'aller embaucher un jeune pour le faire rentrer dans l'entreprise parce que l'heure de travail pour ce jeune était moins chère que l'heure supplémentaire, qui subissait une majoration et des cotisations supplémentaires. Il va falloir remettre une logique, et la logique c'est l'emploi, pas de rémunérer davantage ceux qui travaillent quelques fois au-delà même de ce qui serait nécessaire.

Le troisième rôle de l'État, c'est d'assurer la transition énergétique. Nous sommes conscients de ce qui se passe sur la planète : changements climatiques, rareté des matières premières et du pétrole, catastrophes nucléaires... Le rôle de l'État c'est d'organiser ces transformations du mode de vie, de transport, de production. C'est de préserver la planète. C'est l'enjeu des générations qui arrivent. Il va falloir faire un grand plan sur l'efficacité énergétique, c'est-à-dire les économies d'énergie. Et la première décision qu'il faudra prendre c'est un plan pour l'isolation des logements. 40 % de l'énergie consommée en France résulte du chauffage des bâtiments. Il faudra mettre en place un fonds qui permettra aux ménages et aux entreprises de faire cet effort d'économie et d'efficacité. Et avec un risque, nous le mesurons bien : si le prix de l'énergie monte, il faudra éviter que cela touche les plus modestes encore. Il va donc falloir introduire une tarification sociale qui fera que chacun aura un tarif assuré pour une consommation minimum et qu'à mesure que cette consommation progressera ce tarif s'élèvera. Le deuxième grand engagement concerne les

énergies renouvelables. 8 % seulement en France hors hydraulique, alors que le Danemark fait deux fois plus et la Suède quatre fois plus. Nous avons ce devoir-là aussi à condition que les prix soient posés et que les avantages fiscaux ne soient pas remis en cause selon les difficultés budgétaires de l'État. Il faut de la constance, de la cohérence, de la clairvoyance. Et puis il va falloir diversifier nos sources d'énergie, éviter que nous soyons dépendants seulement du pétrole ou du nucléaire. Il faudra donc faire des choix. Au nom de la sécurité, de l'indépendance, du pouvoir d'achat. Il a été évoqué la décision allemande de faire baisser de 22 % à 0 % la production d'énergie issue du nucléaire sur quinze ans. Beaucoup ont salué cette décision, d'autres l'ont critiquée. En France, nous ne sommes pas à 22 % mais à 75 %. Donc on ne peut pas demander à la France de sortir du nucléaire en vingt ans. Ce ne serait ni possible, ni sérieux, ni efficace. Il faudra faire en sorte d'entrer dans ce processus de baisse de la part du nucléaire dans la production d'électricité. Si nous passions de 75 % à 50 % la part du nucléaire nécessaire pour la production d'électricité, nous aurions fait le même effort que les Allemands en quinze ans. Je propose que nous entrions dans cette logique maintenant de baisse de la part du nucléaire et de montée des énergies renouvelables et des économies d'énergie. C'est un mouvement qui va se faire à l'échelle de l'Europe, mais nous sommes dans une situation particulière puisque nous sommes le pays qui a le plus d'énergie nucléaire dans le monde. Les Italiens ont aussi renoncé, mais je pense qu'ils voulaient surtout renoncer à Berlusconi, quelle que soit la question. Et si on leur avait demandé : « Est-ce que vous êtes pour le nucléaire ? » si Silvio Berlusconi avait dit le contraire, il n'y aurait pas eu le même résultat. C'est ce que j'espère pour les Français

en 2012, il y a un moment où il faut donner la même réponse quelle que soit la question.

Le quatrième rôle de l'État, c'est la redistribution. C'est le partage, c'est son devoir, celui de la cohésion nationale, du vivre ensemble, de la solidarité. Nous savons que la mondialisation, la financiarisation de l'économie, les changements des règles de rémunération dans l'entreprise... tout cela a fait éclater la hiérarchie des rémunérations. Nous sommes dans l'indécence, une individualisation s'est inscrite dans la distribution des revenus et des salaires, une compétition exacerbée entre les plus hauts revenus, qui fait que certains restent au premier barreau de l'échelle sociale quand d'autres arrivent au sommet par une grue sans avoir fait toujours un effort ou un mérite qui corresponde à sa rémunération. Là aussi le devoir de l'État c'est de fixer les règles, les limites et de montrer les responsabilités. Je disais qu'il y avait de l'indécence lorsque des salariés sont licenciés de leur entreprise quand leurs patrons touchent des parachutes dorés et des rémunérations exorbitantes. Il y a de l'indécence quand les patrons du CAC 40 s'augmentent de 20 % en 2010 et considèrent quand les salariés demandent 2 % d'augmentation de leur propre salaire, qu'il y a comme une impossibilité pour l'entreprise de le supporter. Il y a de l'indécence quand des bonus sont distribués aux dirigeants des banques alors même que ces banques n'ont pu être renflouées que grâce à l'argent public, qui les a sauvées. Il y a de l'indécence à faire voter par l'Assemblée nationale un allègement de l'impôt sur la fortune quand dans le même temps, au sein de l'UMP, les prestataires du RSA sont regardés comme des fraudeurs, des spéculateurs, des privilégiés. Il y a de l'indécence quand les plus hauts revenus payent moins d'impôts que les classes moyennes.

Et c'est pourquoi il faudra faire cette grande réforme fiscale que j'ai portée depuis des mois, et qui consistera à prendre tous les revenus du travail, du capital, des transferts et à imposer le même barème avec la même progressivité. Et il faudra faire en sorte qu'il n'y ait pas là des niches fiscales, des boucliers fiscaux, des exceptions à la seule règle qui vaille qui est la progressivité de l'impôt et la contribution selon son revenu et ses patrimoines à l'effort commun. Sinon, il ne sera pas possible de demander des efforts, et il en faudra pour réduire notre déficit, notre dette et financer nos dépenses. Il ne sera pas possible de demander quelque sacrifice que ce soit à nos concitoyens s'ils n'ont pas la certitude qu'il y aura un effort juste, partagé, équitable et qui tiendra compte du niveau des revenus et des patrimoines. La réforme fiscale n'est pas une punition des riches et des fortunés, c'est la condition même de la vie en commun, de la cohésion sociale et de la capacité à faire d'autres réformes pour les retraites ou l'éducation.

Voilà pourquoi la réforme fiscale doit être la première de toutes, parce que c'est aussi la plus difficile. Les Français sont pour la justice, mais, quand même, c'est mieux quand ce sont les autres qui la supportent. Nous aimons les impôts, mais pas tellement pour nous-mêmes, et nous pensons inconsciemment qu'il existe des trésors cachés. Il en existe qui ne sont même pas cachés. Il en existe aussi qui se sont réfugiés à l'étranger et qui ne sont pas pour autant revenus avec le bouclier fiscal. Nicolas Sarkozy avait un programme en 2007 qui se résumait pour l'essentiel à des mesures fiscales. La première était la déductibilité des intérêts d'emprunt pour acheter une résidence principale. Vous vous souvenez ? Ça n'a pas duré six mois. Il avait fait penser que les petits patrimoines pouvaient avoir un allègement de l'impôt sur les successions alors

que c'était déjà le cas. Mais l'argument avait frappé. Je raconte souvent cette histoire d'une femme sur le marché de Tulle qui me disait : « Je ne suis pas de droite, mais savoir que mes enfants ne paieront pas d'impôts sur les successions ça me rassure. » Je lui demande : « Mais vous avez quoi comme patrimoine ? » Elle me répond : « J'ai rien, mais ça fera toujours rien à payer pour mes enfants. » Mais même cette mesure, il est revenu dessus ces derniers jours ; je ne veux pas inquiéter la femme de Tulle. L'argument du bouclier fiscal avait du bon sens, même ceux qui n'avaient pas beaucoup de revenus se disaient : « C'est pas possible. » Puis on découvre que ça profite aux plus fortunés. Alors voilà qu'il est supprimé, on allège l'impôt sur la fortune. Ce qui va permettre qu'il y ait 1 milliard et demi de cadeaux supplémentaires aux plus riches du pays comme cadeau de fin de mandat ! Pendant que, aux autres salariés, on promet une prime, toujours de 1 000 euros, mais seulement dans les entreprises de plus de cinquante salariés, dommage pour les autres, dans celles qui font des bénéfices : ça en élimine pas mal. Et même dans ces entreprises, seulement là où les dividendes sont plus élevés que l'année dernière : ça ne fera pas beaucoup de monde. De plus, la prime sera distribuée au début de l'année 2012, on ne sait jamais. Voilà finalement ces symboles de fin de course où on essaie d'appâter à travers des promesses fallacieuses et où on donne aux plus fortunés de nouveaux signes, des nouvelles richesses pour avoir quelques faveurs.

La redistribution consistera à s'occuper des plus pauvres, des enfants pauvres, qui sont 2,7 millions en France à vivre sous le seuil de pauvreté, et le plus souvent dans des familles monoparentales. L'engagement qu'il faut prendre, c'est de permettre à toutes ces familles de pouvoir

avoir un droit prioritaire pour la garde de leur enfant de façon à pouvoir revenir vers l'emploi le plus vite possible. Et d'avoir une aide à l'emploi dans ces familles-là. Il ne doit plus y avoir d'enfants pauvres dans notre pays, grand pays, pays riche, à l'horizon des dix prochaines années. Voilà le rôle de l'État, et il sera d'autant plus fort qu'il se concentrera sur des priorités comme la jeunesse. Il n'y aura pas de responsabilité si l'État ne partage pas l'exercice du changement et de la réforme.

C'est pourquoi je propose qu'il y ait trois avancées au lendemain de l'élection présidentielle de 2012. Une avancée pour les territoires. La décentralisation a été une grande aventure des années 1980, contrairement à la réforme territoriale qui ne verra jamais le jour, car nous en abrogerons tous les termes au lendemain de notre victoire. Nos territoires ont besoin de réforme, et c'est pourquoi il faudra transférer des compétences aux communes, aux communautés de communes, aux départements et aux Régions. Dans des domaines aussi importants que la formation, l'éducation, l'aide à l'emploi, le logement, le soutien aux familles, toutes ces politiques devront être transférées, avec les moyens correspondants, aux collectivités. Un contrat devra être signé avec les collectivités de manière à ce que soit garantie l'exacte compensation des charges, mais surtout l'attribution d'impôts à chaque niveau de l'administration de manière à ce que les élus soient jugés sur leurs actes et puissent de nouveau avoir la liberté de fixer leurs recettes, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il faut faire confiance aux territoires parce que ce sont des lieux de démocratie, de développement, là où se construisent les politiques de demain pour l'emploi, le logement, les universités, pour l'éducation... Il nous faut faire cette réanimation de ces territoires.

Le deuxième acte qu'il faudra poser, c'est la démocratie sociale. Je veux que soit inscrits dans la Constitution la démocratie sociale, le droit de négocier entre syndicats et patronat. Il faut que l'État accepte au lendemain de notre victoire que, dans un certain nombre de domaines, ce soient les partenaires sociaux qui aient à trouver les formes de progrès. Sur l'égalité salariale homme-femme, sur l'emploi des jeunes, sur la sécurisation des parcours professionnels... Voilà ce qu'il faut faire, réenchanter le dialogue social et faire confiance aux syndicats à condition qu'ils soient renforcés dans leurs droits, leur représentativité, leurs capacités d'intervention. Que les salariés puissent siéger dans les conseils d'administration des plus grands groupes pour pouvoir avoir les informations indispensables pour connaître la stratégie de l'entreprise. Et que dans les PME le droit syndical puisse être reconnu. Il est aujourd'hui existant, mais c'est tellement dangereux pour celui qui prend l'initiative de constituer une section syndicale ou de se présenter comme délégué du personnel. Il va falloir protéger ceux qui demandent à être représentants, c'est ça la confiance qu'il va falloir aussi inspirer dans les entreprises. Et enfin il faut une démocratie citoyenne, il faut de grandes infrastructures citoyennes. La question du nucléaire, des énergies renouvelables, tout cela devra être débattu avec les citoyens. Un débat devra être organisé, il prendra le temps qu'il faudra, un an. Et au terme de ce débat des décisions devront être prises, référendum ou pas. Moi je préférerais que ce soit le Parlement qui prenne la responsabilité. Un président ne peut pas décider de tout, une majorité n'a pas raison sur tout, une coalition politique n'a pas la capacité de décider pour les dix ou quinze années qui vont engager au-delà des sensibilités politiques.

Voilà, chers amis, ce que j'étais venu vous dire ici, à Limoges. Voilà ce qui m'anime. Affirmer le rôle de l'État, dire ce qu'il peut faire, amener de la cohérence et de la visibilité, ouvrir des perspectives, montrer qu'il y a un chemin et une espérance... L'État doit dire ce que sera la France de demain, il doit ouvrir des perspectives et s'inscrire dans la durée, il doit inspirer de la cohérence, de la sécurité, de la cohésion. Le chemin est long, très long encore, et il va être terrible ; il va y avoir plusieurs candidats, dans une élection c'est préférable. Certains sont déclarés mais n'iront pas forcément au bout, d'autres ne le sont pas et ils le seront peut-être. Mais en même temps il n'y a rien de grave, chacun a son calendrier. Il y aura des débats ou il n'y en aura pas, mais je préférerais que ce soit l'accord de tous. Mais ça n'empêchera pas de tenir meeting ici ou là et de répondre aux questions des journalistes. Avec toujours la même : « Qu'est-ce qui vous différencie des autres ? » Mais rien ! Nous sommes socialistes, nous portons tous le même projet. Mais en même temps nous ne sommes pas les mêmes, nous avons chacun nos qualités. Le seul critère qui l'emportera pour le choix, c'est sans doute la sympathie, d'être de la même région, d'avoir une sensibilité voisine... Mais surtout ce qui l'emportera c'est : Qui peut gagner ? Qui peut l'emporter en 2012 et qui peut être président de la République après ?

Alors il faut faire de la primaire un grand moment de mobilisation, parce que plus forte et plus légitime sera la mobilisation, plus fort encore sera le candidat ou la candidate qui aura été ainsi désigné. Mais il n'y a pas que la primaire, car comme je le dis c'est la seule élection que nous soyons sûrs de remporter. Puisque ce sera forcément un socialiste qui va l'emporter. La primaire, c'est un moment, mais après il y a l'élection présidentielle. C'est pourquoi

je la considère comme un tour préliminaire avant l'élection présidentielle. Il faut s'adresser à tous les Français, et il n'y a pas deux discours. Ce que je dis aujourd'hui devant vous pour la primaire sera les engagements que je porterai, si vous me faites confiance, au lendemain de la primaire, et je veux m'adresser à tous les électeurs. Et puis, au lendemain de la primaire, il y aura un candidat socialiste qui ne sera pas seul à gauche. Moi j'aurais préféré qu'il y ait un candidat commun de toute la gauche. Ça aurait réglé le problème du premier tour. Parce qu'il ne faut jamais oublier qu'une élection présidentielle se gagne au premier tour, c'est là qu'on construit la dynamique et la force, que l'on crée la différence. On sait le soir du premier tour qui va gagner quand l'écart a été fait. C'est vrai que si toute la gauche avait été autour du même candidat, cela aurait été une garantie, ça n'a pas été fait et je respecte les décisions qui ont été prises par les écologistes et le Front de gauche. Alors je dis aux socialistes, aux sympathisants socialistes et même à ceux qui ne sont pas socialistes : « Votez pour le candidat socialiste, c'est l'assurance d'avoir la victoire de la gauche au second tour. » Parce que, dans cette élection, nous n'avons pas qu'un seul adversaire, le candidat sortant, le candidat de l'échec. Nous avons deux adversaires. L'extrême droite étant là le candidat de la régression, de la peur. Et ce n'est pas la fille qui a remplacé le père qui change quoique ce soit. C'est la même stratégie d'utiliser la peur des catégories populaires et des jeunes pour les détourner de ce qui serait le salut républicain en choisissant la gauche. Non, elle les emmène dans des solutions qui n'en sont pas : le protectionnisme, la fin de l'euro, la disparition de tout ce qui pourrait être nos valeurs républicaines, la peur de l'étranger, du musulman, la stigmatisation du pauvre. Nous devons nous mobiliser face à deux

adversaires dont je ne sais pas qui des deux sera au second tour. La politique est pleine d'imprévu, à la fois une tragédie et une espérance. Rien ne se passe comme il est établi. Il faut construire, avancer, rassembler, convaincre, et il n'y a pas de temps à perdre. C'est pour ça que je me suis mis en mouvement il y a plusieurs semaines et que je ne me ralentirai pas, que je ne me détournerai pas. Je ne fais pas un congrès, je prépare l'élection présidentielle. Je n'ai pas de concurrent à gauche ou dans le Parti socialiste, je n'ai que des adversaires à droite ou à l'extrême droite. Et je n'ai qu'un objectif, que je partage avec tous ici, que nous gagnions non pas pour le Parti socialiste mais pour la France. Parce que c'est ça qui doit nous convaincre d'avancer. Nous sommes bien plus que le PS, bien plus que la gauche. Nous sommes les héritiers de la France qui s'est battue, émancipée, libérée. Nous sommes un grand pays avec une grande histoire. Nous venons de loin, de la Révolution française, de la République, des conquêtes des droits ouvriers, de la Libération, de tout ce qui a fait que nous sommes là en France avec nos droits, avec nos valeurs, avec nos libertés. Que nous portons des messages qui vont bien au-delà de nous-mêmes. La dignité humaine, la laïcité, la capacité de vivre ensemble, c'est ce qui fait que nous sommes français et porteurs de ce message universel partout dans le monde. Et quand la France n'est pas au rendez-vous de son histoire, de sa langue, de sa liberté, de sa tradition... elle suscite l'incompréhension. C'est ce qui s'est produit dans les pays du Maghreb, qui nous attendaient et qui n'ont vu que la connivence avec les dictateurs. Nous sommes là, nous, citoyens et moi qui vais prétendre à la responsabilité du pays, conscients de ce que notre histoire nous donne comme responsabilités que nous devons transmettre aux générations futures. Nous sommes

tellement fiers d'être dans un pays merveilleux avec ces territoires, ces visages, cette jeunesse et cette vitalité démographique. Oui, nous sommes conscients de ne pas être n'importe quel pays. Nous avons une parole qui porte, nous avons une langue qui libère, nous avons une culture qui émancipe. Voilà ce qui nous oblige à faire que nous soyons dans le rassemblement le plus large. Bien sûr que ceux qui viendront seront des électeurs qui se reconnaissent en nous depuis longtemps, mais il en faudra d'autres. Bien sûr qu'au second tour il faudra rassembler la gauche, mais il ne faudra pas repousser ceux qui nous rejoindront. Je l'ai dit il y a quelques jours, si nous voulons être majoritaires demain, il faudra bien que des électeurs qui ont voté pour la droite en 2007 fassent le choix de voter pour nous. Il ne faudra donc pas les interdire, nous avons besoin de tous. Ils ont bien le droit de s'être trompé, mais une fois suffit. La seconde, ce serait pécher, et là je ne pratique pas l'humour corrézien, nous avons besoin de tous et que la parole se libère autant qu'il est possible. Nous avons besoin aussi de convaincre la France qu'elle a un avenir et qu'il faut que la génération qui arrive vive mieux que la nôtre. C'est notre engagement, ce qui fait que nous sommes fidèles aux combats de nos prédécesseurs. C'est pour ça que nous regardons comme autant d'encouragements les grandes victoires de 1936, de 1945, de 1981, de 1988, de 1997... Bien sûr que nous sommes les héritiers de cela, mais en 2012 nous avons à inventer des politiques nouvelles avec des visages nouveaux et des équipes différentes. Parce que ce que nous avons à faire au XXI^e siècle c'est forcément différent du XIX^e et du XX^e. Voilà pourquoi j'ai confiance dans les valeurs de la France, qui sont les meilleures pour aller de l'avant dans la mondialisation. J'ai confiance dans la capacité de notre pays à se relever, se redresser. J'ai confiance en vous, parce

LE RÊVE FRANÇAIS

que quand je vous vois aussi nombreux ce soir je pense que nous sommes en train de construire notre destin commun en 2012 et notre victoire pour la France.

**Nous sommes
à un tournant
de l'histoire
de notre pays**

**Discours de dépôt de candidature,
Paris, 12 juillet 2011**

JE VIENS DE DÉPOSER MA CANDIDATURE pour la primaire du Parti socialiste. C'est la première étape d'un chemin qui va nous conduire, je l'espère, je le veux, à l'alternance en 2012.

Cette journée est à la fois un aboutissement et un nouveau départ. Un aboutissement parce que ma candidature est le résultat d'un processus politique et personnel. J'ai longuement parcouru la France, rencontré et entendu les Français. J'ai compris leurs appréhensions face aux incertitudes, leurs colères face aux injustices et leur exaspération face aux impatiences. Mais aussi leur volonté de changement, leur exigence de considération et leur aspiration à l'union.

Le 31 mars, j'ai annoncé ma décision de me présenter à la primaire et devant les Français. J'ai engagé un travail long et patient avant d'aller devant les citoyens pour leur demander ce qu'il y a de plus essentiel : leur confiance. Rien ne m'a détourné de mon objectif, ni les circonstances ni les événements. Rien ne nous sera d'ailleurs épargné jusqu'à mai 2012. Je suis prêt.

Durant toute cette période, j'ai mis en avant un engagement majeur, une grande cause qui sera le thème fédérateur des élections présidentielles : la jeunesse. À travers elle, je m'adresse au pays tout entier pour porter le rêve républicain, celui qui promet à chaque génération de vivre mieux que la précédente. Promouvoir la réussite des jeunes, investir dans l'avenir, réconcilier les âges, c'est montrer que la France a un destin, qu'elle est fière de ses

valeurs. Et c'est aussi reconnaître la dignité de chacun. Il faut écarter les tentations de repli, de rejet, la frilosité et la peur que l'extrême droite veut installer.

J'ai aussi dit que rien ne serait possible sans justice. C'est la raison pour laquelle j'ai avancé l'idée d'une grande réforme fiscale, qui est la condition de la réussite des autres réformes. Sans elle, pas de cohésion nationale, pas de rémunération de l'effort, pas de création de valeur et pas de redistribution. J'ai exposé une conception exigeante de la présidence. J'ai compris que les Français étaient fatigués des excès, des errements et des exhibitions au sommet de l'État. Ils attendent une cohérence, une constance, une maîtrise, un respect, bref une exemplarité du prochain président. Qu'il exerce pleinement le pouvoir qui lui sera conféré. Mais comment pourrait-il avoir l'illusion de réussir seul ? Il doit inventer une manière de mobiliser l'ensemble des énergies. Le Parlement doit retrouver sa fonction délibérative, les collectivités territoriales leur capacité d'action avec un nouvel acte de décentralisation, les partenaires sociaux doivent voir leur rôle consacré dans la Constitution, enfin les citoyens mobilisés pour accomplir la transition écologique et énergétique.

Aujourd'hui est un aboutissement, mais aussi un nouveau départ. Vous tous qui m'avez rejoint, vous êtes ici, vous avez toutes et tous votre propre histoire, votre propre parcours, et vous êtes là, réunis par la même conviction de faire gagner la gauche et de donner un bon président à la France en 2012. Je suis conscient du travail qui m'attend, la droite et Nicolas Sarkozy ne quitteront pas le pouvoir qu'ils détiennent depuis déjà dix ans sans livrer bataille. Elle sera rude et âpre, et ils ne ménageront aucun effort pour user de la caricature, mais aussi de la

peur et de ce que nous représentons. La droite ira jusqu'à se parer d'une vertu que ses échecs ne l'autorisent ni à porter ni à revendiquer. Regardons ce qui est annoncé : Nicolas Sarkozy nous invente une règle d'or, alors que son gouvernement a plombé les déficits par des cadeaux fiscaux aux plus fortunés et fait exploser la dette publique. Nicolas Sarkozy est mal placé pour jouer au capitaine des pompiers, la France n'a pas besoin de changer de Constitution pour redresser les comptes, elle a besoin de changer de président.

Je l'affirme ici, la dette est mon ennemie et je la combattrai si la responsabilité m'en est donnée. Je la combattrai car je suis conscient des dangers et des menaces qu'elle fait peser sur la France et sur l'Europe, avec une spéculation qui ne ralentira pas si l'Europe n'est pas capable de fédérer les énergies et d'apporter une réponse politique rapide.

Je suis donc devant vous, car c'est la première étape. Le devoir de vérité m'habite, tout comme l'exigence d'action, car les deux vont de pair. Il faut être sincère sur la situation dont nous allons hériter, et volontaire pour la traiter efficacement. Pour réussir, il faudra rassembler, c'est la condition de la confiance. Rassembler les socialistes. Je souhaite que les primaires soient empreintes du respect des candidates et des candidats, ainsi que des Françaises et des Français. Je m'y tiendrai. Je veux convaincre sur ma démarche et ma capacité de gagner, je n'ai pas besoin de dénigrer et de dévaloriser. Il faut un débat de qualité.

Je fais confiance à l'équipe autour de moi pour mener une campagne enthousiaste et pour avoir la hauteur de vue nécessaire si l'on veut déjà regarder vers l'étape d'après.

Rassembler la gauche dès maintenant, avec l'exigence de la justice sociale et la volonté d'assurer la transition énergétique et la mutation écologique. Rassembler les Français autour d'un pacte présidentiel, d'un contrat de gouvernement qui ne stigmatisera personne et qui n'écartera aucune bonne volonté ; accueillons tous ceux qui voudront venir vers nous.

Nous sommes à un tournant de l'histoire de notre pays, le contexte est exceptionnel. Le monde est en pleine effervescence économique, démocratique, mais aussi sur le terrain militaire, et je pense ici à nos soldats qui sont présents dans un certain nombre d'opérations. L'Europe traverse la plus grave crise de son histoire récente. La France doute d'elle-même, de ses capacités, de son destin, et il nous revient de lui donner cette confiance et cette visibilité de l'avenir. Nous ne sommes pas à la veille de n'importe quel scrutin présidentiel, la gauche n'a pas gagné depuis vingt-trois ans ; c'est le temps qu'il a fallu à François Mitterrand pour devenir président en 1981. Ce n'est pas n'importe quel moment, à la veille de n'importe quel scrutin et face à n'importe quel président. De ce point de vue, il est exceptionnel ! Mais le changement est nécessaire et attendu. Je mesure ma responsabilité et je fais aussi appel à la vôtre, à vous et au-delà, pour tous ceux qui attendent et qui espèrent un mouvement, une dynamique et une fierté. Nous devons être la gauche qui change, et je dois être le candidat qui convainc les Français.

Pour gagner en mai 2012, appelons-les à voter pour la primaire, rappelons que tous peuvent y participer. Disons à ceux qui souhaitent faire un choix qu'ils peuvent le faire librement et sereinement. Rien ne doit faire barrage, si nous arrivons à mobiliser, ce sera déjà la première défaite

DISCOURS DE PARIS, 12 JUILLET 2011

de Nicolas Sarkozy. Transformons les primaires en grand rendez-vous civique, préparons la victoire de 2012 et incarnons ce qu'il y a de plus élevé en démocratie et qui s'appelle « l'espérance ».

Pour plus de renseignements :

Éditions Privat
05 61 33 77 00

info@editions-privat.com
www.editionsprivat.com

Corrections : Anne Desmier.

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en août 2011
sur les presses de l'imprimerie France Quercy, à Mercuès (46).

Photogravure de la couverture :
Ombre & lumière, à Lavour (81).

Imprimé en France.